



DOCUMENT DE SYNTHÈSE DES SOUMISSIONS
INCLUSES AU RAPPORT PARALLÈLE DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE AMÉRICAINE

COMPILÉ PAR US HUMAN RIGHTS NETWORK
AU NOM DE SES ORGANISATIONS MEMBRES
ET DE SES PARTENAIRES

À L'ATTENTION DU
COMITÉ DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉLIMINATION
DE LA DISCRIMINATION RACIALE

1er août 2014

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Résumés des soumissions de la société civile

- **Droit au logement**
 - o Le sans-abrisme et l'absence d'accès à des logements abordables
 - o Les jeunes de couleur sans-abri à Chicago (Illinois)
 - o Discrimination et ségrégation dans les domaines du logement et des prêts bancaires
- **Droit à l'éducation**
 - o Fermetures d'écoles publiques à Chicago (Illinois)
 - o Permanence de la ségrégation dans les écoles, et disparité des résultats scolaires
 - o Discrimination raciale dans la profession juridique
- **Droit à la santé publique et à la médecine**
 - o Injustice environnementale au Nouveau-Mexique
 - o Sécurité inégale dans le domaine de l'eau à Boston (Massachusetts)
 - o Interdiction des avortements sélectifs et impact discriminatoire
 - o Oppression dans les prisons californiennes en matière de santé reproductive
 - o Discriminations raciales et sexistes dans le domaine de la santé
 - o VIH : criminalisation, pauvreté et absence d'accès à la médecine
 - o Sur-médication des jeunes afro-américaines vivant dans une famille d'accueil
 - o Injustice environnementale dans l'Illinois
 - o Raffinerie de pétrole de Chevron à Richmond (Californie)
- **Droit à un traitement égal devant les tribunaux et l'ensemble des instances administrant la justice**
 - o Surveillance des communautés musulmanes et discriminations associées
 - o Ordres d'incarcération de l'Immigration américaine qui encouragent le profilage racial
- **Droit à la sécurité individuelle**
 - o Impact des incarcérations parentales sur les enfants de couleur
 - o Victimation des Afro-Américains par la violence avec arme à feu
 - o Jeunes issus de minorités criminalisés, traduits en justice et incarcérés en tant qu'adultes
 - o Disparités raciales dans le système de justice pénale américain
 - o Déportations depuis les États-Unis vers Haïti
 - o Utilisation excessive de la force par la Police des Frontières américaine
 - o Criminalisation basée sur la race et le genre
 - o Crimes de la police contre les femmes de couleur
 - o Incarcération des Noirs souffrant de troubles mentaux, et violences associées
 - o Psychiatrie forcée et abus psychiatriques contre les personnes de couleur
 - o Poursuites pénales contre les migrants, et état de délabrement et de ségrégation des prisons privées
 - o Discrimination raciale et violences sexuelles faites aux femmes de couleur
- **Droit à la liberté d'opinion et d'expression**
 - o Militants politiques et défenseurs des droits de l'Homme emprisonnés
- **Droit de participer à la vie politique**
 - o Obstacles au droit de vote
- **Droit de quitter un quelconque pays et de retourner dans son propre pays**
 - o Confiscation ou révocation de passeports de ressortissants américains originaires du Yémen
- **Droit de bénéficier de mesures de redressement et de réparations effectives**
 - o Accès des travailleurs agricoles migrants à la justice et à la médecine
 - o Accès à un avocat dans les affaires civiles, y compris les procédures d'immigration
 - o Absence de protection des groupes minoritaires contre les crimes de haine
- **Droits économiques, sociaux et culturels des descendants d'esclaves africains aux États-Unis**
 - o Descendants d'esclaves africains aux États-Unis
- **Droits au travail et à l'emploi**
 - o Travail des enfants légal dans le secteur de l'agriculture aux États-Unis
 - o Attaques contre les droits des travailleurs et participation des travailleurs à la vie politique dans l'Indiana
- **Droits économiques, sociaux et culturels des populations autochtones**

- Enfants de familles autochtones : historique de leur arrachement à leurs familles et leurs communautés
- **Rapports locaux sur divers enjeux**
 - Disparités et solutions dans le Minnesota
 - Faillites municipales, politiques de privatisation et refus de services à Detroit (Michigan)
- **Application de l'ICERD (International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination - Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale) à l'échelon des États et des localités**
 - Mise en œuvre de la Convention aux échelons fédéral, des États et local
 - Fédéralisme aux États-Unis, et impact sur les obligations de ce pays aux termes de la Convention
- **Droits de l'Homme des peuples autochtones indépendants**
 - Soumission du peuple Yamasi
 - Impact sur le peuple Apache Lipan du mur frontalier (Ndé)
 - Violation des droits du peuple autochtone de Juaneño
- **Complète conformité des États-Unis à ses obligations aux termes de la Convention**
 - Injustice raciale aux États-Unis
 - Faiblesses du rapport des États-Unis soumis au Comité CERD

Introduction

Le présent document est une synthèse des rapports parallèles soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ci-après le « Comité ») par diverses organisations membres de la société civile américaine. Ces rapports ont été soumis par le biais du US Human Rights Network. Ce document de synthèse a pour but de faciliter la préparation des membres du Comité à la revue organisée par les Nations Unies en leur offrant un tour d'horizon des enjeux clé examinés dans ses rapports parallèles, et en mettant en exergue les recommandations de la société civile. Chacune des sections de ce document est structurée comme suit : Recommandations suggérées ; Fondement des recommandations ; Corrélation au rapport du gouvernement américain ; et Rapport sur lequel la section est basée.

Afin de faciliter la lecture du document, les résumés des rapports sont groupés par domaine d'intérêt général, mais ceci n'a pas pour but d'indiquer quel est violation des droits de l'Homme mentionnées correspondent exactement à ces catégories. Tel que l'étendue de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ci-après la « Convention ») le démontre, le racisme a de nombreux impacts différents sur la vie, les opportunités et le bien-être des populations, et affecte à la fois les aspects publics et privés de leur existence. Par conséquent, le résumé d'un rapport portant sur des violations du droit à la sécurité individuelle aux termes de la Convention, par exemple, doit être lu en gardant à l'esprit le potentiel de violations multiples d'autres droits, tels que le droit de participer à la vie politique, le droit à la santé, le droit au logement, le droit à l'éducation, etc., que de telles violations du droit à la sécurité individuelle représente.

DROIT AU LOGEMENT

Le sans-abrisme et l'absence d'accès à des logements abordables

Les personnes de couleur sont représentées de manière disproportionnée au sein de la population des sans-abri et impactées de manière excessive par l'absence de logements abordables, et pourtant les États-Unis affectent leurs ressources de logement d'une manière qui défavorise ces personnes et qui ne répond pas au besoin croissant en logements abordables, et ce, tout en criminalisant les personnes devenues sans-abri précisément en raison de ces politiques économiques.

Recommandations suggérées :

1. Le Comité est gravement préoccupé par l'impact continu et disproportionné sur les personnes de couleur de l'absence de logements abordables locatifs aux États-Unis, principalement en raison de la crise de l'immobilier et de la diminution du nombre de logements abordables accessibles aux populations à bas revenus. Le Comité est, d'autre part, préoccupé par le nombre croissant des décrets et de politiques policières qui criminalisent les sans-abri, ce qui ne fait qu'exacerber ces disparités au lieu de les réduire.

2. Le Comité recommande que l'État partie adopte immédiatement des mesures pour réduire l'impact disproportionné des violations du droit au logement, y compris en augmentant le nombre de logements abordables par la mise en place d'un fonds de fiducie du logement (National Housing Trust Fund) adéquatement et régulièrement financé, ce qui rendrait permanente la loi sur la protection des locataires (Protecting Tenants at Foreclosure Act) en cas de saisie, et en élaborant des politiques de mise en oeuvre adéquates, en élargissant la définition des sans-abri du Département du Logement et du Développement Urbain (Department of Housing and Urban Development, ci-après le « HUD ») afin qu'elle couvre les personnes doublement victimes en raison de leur situation économique (et en fournissant des ressources permettant de loger ces personnes), et en mettant en place à la fois des mesures d'incitation dans le domaine du logement et des subventions dans le domaine de la justice pénale afin d'aider les sans-abri en leur fournissant des logements adéquats et d'autres services.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les États-Unis dépensent plus de 70 milliards de dollars annuellement en déductions fiscales de revenus d'hypothèque, dont 77 % bénéficient de manière prédominante aux ménages blancs dont les revenus sont supérieurs à 100 000 dollars par an,¹ et ce alors que le gouvernement n'affecte que 44,8 milliards de dollars de la totalité du budget du HUD aux populations à bas revenus, ce qui entraîne que seuls 25 % des ménages en droit de bénéficier d'une assistance de la part du HUD en reçoivent effectivement une.² Le reste de cette

¹ Will Fischer and Chye-Ching Huang, Mortgage Interest Deduction Is Ripe for Reform, Center for Budget & Policy Priorities, June 25, 2013, <http://www.cbpp.org/cms/?fa=view&id=3948>.

² *The State of the Nation's Housing* supra note 2 at 30; Executive Office of the President of the United States, Fiscal Year 2013 Budget of the U.S. Government 123 (2012).

population principalement constituée de minorités et de familles monoparentales à bas revenus dirigées par une femme est laissé pour compte, avec un fardeau de loyer très lourd à porter et exposé au risque d'expulsion.³ Plus de la moitié des personnes dont les besoins de logement sont les plus sérieux sont de couleur.⁴ L'insuffisance de leurs revenus et la cherté des loyers placent ces personnes dans une situation vulnérable, et pourtant les États-Unis ont réduit le budget du HUD de plus de 56 % depuis la fin des années 70, ce qui a entraîné une perte d'environ 10 000 unités de logements sociaux,⁵ et ils ne financent pas le fonds National Housing Trust Fund.⁶ En outre, la loi sur la protection des locataires en cas de saisie (Protecting Tenants at Foreclosure Act),⁷ conçue pour empêcher que les personnes vivant dans des logements saisis ne se retrouvent à la rue, arrive à expiration en décembre 2014.⁸

Les villes américaines continuent de criminaliser les personnes sans abri en interdisant certaines activités essentielles à la vie, telles que dormir, camper, manger, s'asseoir et mendier dans les espaces publics, ce qui affecte particulièrement les personnes de couleur. La ville de Los Angeles, qui dépense davantage pour des initiatives visant à policer les sans-abri concentrés dans la zone de « Skid Row » que pour fournir des logements d'urgence, des services et des logements permanents dans la ville,⁹ symbolise cette tendance à la discrimination racialement disproportionnée. Les familles et les personnes sans abri dans le quartier de Skid Row, dont 69 % sont afro-américaines,¹⁰ sont confrontées à une application disproportionnée des lois criminalisant les actes non-violents, tels que traverser la rue hors des passages cloutés ou jeter des débris dans les lieux publics, et elles sont arrêtées si elles s'assoient ou s'allongent pendant la journée, même quand elles sont trop invalides ou handicapées pour pouvoir faire autrement.¹¹

Articles de la Convention concernés : 1, 2(1)(c), 2(2) et 5(e)(iii)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son rapport, le gouvernement américain affirme que le HUD fournit des logements abordables à un nombre disproportionné de minorités.¹² Il omet cependant de mentionner le fait que les États-Unis dépensent beaucoup plus en déductions fiscales de revenus

³ Joint Center for Housing Studies of Harvard University, *The State of the Nation's Housing* 2013 4-5 (2013), <http://www.jchs.harvard.edu/sites/jchs.harvard.edu/files/son2013.pdf>.

⁴ U.S. DEPARTMENT OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT, WORST CASE HOUSING NEEDS 2011: REPORT TO CONGRESS viii (2013).

⁵ The 1978 HUD budget authority was \$95,700,000 in constant 2013 dollars (\$33,818,000 in 1978 dollars), the 2014 HUD budget authority estimate is \$41,518,000. White House, Office of Management & Budget, Historical Tables, Table 5.2 – Budget Authority by Agency: 1976-2019 (2014), <http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/budget/fy2015/assets/hist05z2.xls>. See also, Western Regional Advocacy Project, Without Housing: Decades of Federal Housing Cutbacks, Massive Homelessness, and Policy Failures 20 (2010); National Low Income Housing Coalition, Out of Reach 2014: 25-Years Later, the Affordable Housing Crisis Continues 4 (2014). Constant dollar calculations based on Samuel H. Williamson, *Seven Ways to Compute the Relative Value of a U.S. Dollar Amount, 1774 to present*, MeasuringWorth, 2014, www.measuringworth.com/uscompare/.

⁶ United For Homes Campaign For the National Housing Trust Fund, National Housing Trust Fund Frequently Asked Questions 1 (2013), http://nlihc.org/sites/default/files/NHTF_FAQ.pdf.

⁷ Protecting Tenants at Foreclosure Act of 2009, Pub. L. No. 111-22, tit. VII, § 702 (a)(2), 123 Stat. 1632, 1660-62 (May 20, 2009), as amended by Pub. L. No. 111-203, tit. XIV, §1484 (2010).

⁸ See National Law Center on Homelessness & Poverty, *Eviction (Without) Notice: Renters and the Foreclosure Crisis* (2012), http://nlchp.org/Eviction_Without_Notice.

⁹ Testimony of Gary Blasi, UCLA Professor of Law, University of California, Los Angeles, to State Legislators in Sacramento, CA (July 18, 2007).

¹⁰ INTER-UNIVERSITY CONSORTIUM AGAINST HOMELESSNESS, ENDING HOMELESSNESS IN LOS ANGELES, (2007), http://www.usc.edu/dept/geography/ESPE/documents/WEB_Research.pdf.

¹¹ Email from Becky Dennison, Los Angeles Community Action Network, Mar. 28, 2014, on file with report authors.

¹² Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 39, 40 (13 June, 2013).

d'hypothèques bénéficiant principalement aux ménages blancs et plus aisés qu'en programmes du HUD consacrés aux populations à bas revenus. Le gouvernement américain prétend par ailleurs que le nombre de sans-abri est en baisse,¹³ mais les chiffres du HUD n'incluent pas les sans-abri qui sont hébergés chez des amis ou par de la famille, un nombre qui a augmenté de 9,4 % entre 2010 et 2011,¹⁴ ces personnes, dans presque tous les cas, n'étant pas en droit de bénéficier de l'aide fournie aux sans-abri par le biais des programmes fédéraux.¹⁵ Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas la tendance actuellement observée dans de nombreuses villes américaines qui cible les sans-abri en rendant illégales certaines activités vitales dans les espaces publics.

Les États-Unis prétendent que la Convention n'impose aucune obligation de satisfaire les droits énumérés à l'article 5 (y compris le droit au logement), et impose uniquement d'interdire la discrimination en rapport aux droits codifiés par le droit national,¹⁶ ce qui ne tient pas compte de la Recommandation de conclusion de 2001 présentée par ce Comité selon laquelle les États-Unis devraient revoir leurs lois et politiques existantes de façon à « garantir une protection effective contre... tout impact disproportionné injustifiable ». ¹⁷ Le Comité soutient que, afin de garantir que chacun puisse jouir de manière égale du droit au logement, un État partie doit revoir ses plans en matière de logement afin de prendre en compte les disparités raciales.¹⁸

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

National Law Center on Homelessness & Poverty, et Los Angeles Community Action Network : *Racial Discrimination in Housing and Homelessness in the United States*

* * * * *

Les jeunes de couleur sans-abri à Chicago (Illinois)

Les jeunes de couleur sont représentés de manière disproportionnée au sein de la population des sans-abri aux États-Unis en général et à Chicago (Illinois) en particulier, mais le gouvernement américain n'affecte pas des moyens suffisants pour répondre à leurs besoins.

Recommandations suggérées :

1. Afin de documenter le monde des sans-abri et les disparités raciales, ainsi que pour mesurer les progrès accomplis et trouver des solutions, la collecte de données techniques/raciales sur les jeunes sans abri doit être effectuée par les administrations fédérale, régionales et locales, ainsi que par les institutions d'enseignement, y compris les

¹³ *Id.*, at ¶ 40).

¹⁴ National Alliance to End Homelessness, *The State of Homelessness in America 2013* 26 (2013). http://b3cdn.net/naeh/bb34a7e4cd84ee985c_3vm6r7cjh.pdf

¹⁵ National Center for Homeless Education, *Education for Homeless Children and Youths Program 4* (2013).

¹⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 58 (13 June, 2013).

¹⁷ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, *Concluding observations on the United States of America*. U.N. Doc. A/56/18 ¶ 380-407 (14 Aug., 2001).

¹⁸ *See* L. R. et al. v. Slovakia, Communication No. 31/2003, Para. 10.4, U.N. Doc. CERD/C/66/D/31/2003 (2005) (requiring Slovakia to reinstitute a canceled housing program that disproportionately benefited the Roma minority).

facultés, les universités et les académies scolaires financées par des fonds publics.

2. L'État de l'Illinois devrait mettre en place et financer un comité chargé de la question de la pauvreté, et des disparités raciales qui en résultent, dans l'Illinois et à Chicago.

3. Le gouvernement américain devrait créer et financer un programme éducatif public consacré aux réalités et aux besoins des jeunes sans abri.

4. Le gouvernement américain devrait amender le texte de la loi McKinney-Vento portant sur les iniquités raciales et sur le traitement des jeunes de couleur sans abri.

5. Les États-Unis devraient augmenter le nombre et la qualité des services (y compris, mais sans restrictions, le nombre de lits dans les abris urgence, de logements abordables, de logements de soutien permanents, d'offres d'emploi et d'éducation, et de services de santé mentale et médicale) destinés aux personnes sans abri de tous âges, particulièrement les jeunes sans abri, y compris dans les zones de code postal de Chicago suivantes : 60649, 60619, 60620, 60644, 606028 et 60644.

6. Le gouvernement américain devrait se joindre à la Campagne nationale pour des abris pour les jeunes (National Campaign for Youth Shelter) lancée par la National Coalition for the Homeless, afin de fournir à tous les jeunes aux États-Unis de 24 ans ou moins un accès immédiat un abri sûr, et de s'engager au niveau fédéral à ajouter immédiatement 22 000 lits supplémentaires pour les jeunes dans les centres d'hébergement aux États-Unis, ainsi qu'à fournir des services associés appropriés (un quintuplement des moyens actuellement mis en œuvre).

7. Le gouvernement américain devrait utiliser des mesures d'incitation fédérales pour encourager les municipalités à modifier leur code d'urbanisme et leurs mesures d'interdiction qui empêchent la construction de centres d'hébergement pour les jeunes sans abri et/ou la mise en place de services d'assistance de type « porte-ouverte » dans ces centres.

8. Le gouvernement américain devrait augmenter le salaire horaire minimum fédéral, de façon à ce que plus aucun employé à temps plein n'ait à vivre sous le seuil de la pauvreté et ait les moyens de louer un appartement au prix du marché pour lui-même/elle-même et ses enfants. Le gouvernement américain devrait également intégrer à cette législation une augmentation automatique du salaire horaire minimum indexée sur le coût de la vie, de façon à ce que ce salaire minimum ne tombe pas sous le seuil de pauvreté.

9. Le gouvernement américain devrait augmenter le montant maximum de la pension individuelle fédérale versée aux personnes handicapées, de façon à ce que celui-ci atteigne un taux grâce auquel les loyers du marché ne représentent pas plus de 30 % du revenu d'un jeune handicapé.

10. Le HUD devrait subventionner le développement d'un nombre adéquat d'unités de logement de soutien permanentes pour les jeunes handicapés sans abri ayant besoin de services d'assistance intensifs.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Plus de 60 % des enfants sans abri aux États-Unis sont des enfants de couleur. À Chicago, les chiffres de 2007 montrent que 75 % des sans-abri sont afro-américains, et les communautés de couleur dans l'Illinois ont beaucoup plus de chance de connaître la pauvreté. Un nombre important de jeunes sans abri aux États-Unis déclarent avoir été abusés physiquement, sexuellement et psychologiquement, et un très grand nombre d'entre eux se déclare appartenir à la communauté des LGBT. L'académie scolaire de Chicago a recensé 18 669 jeunes sans abri au cours de l'année scolaire 2012-2013, soit une augmentation de 8,2 % en un an. Les jeunes de couleur sans abri et à bas revenus ont été impactés de manière disproportionnée par la récente vague de fermetures d'écoles publiques à Chicago.¹⁹ Selon un sondage réalisé par la Chicago Coalition for the Homeless, les services existants sont insuffisants pour couvrir, à travers les systèmes scolaires, les adolescents et les enfants considérés comme des sans-abri.²⁰ Les étudiants sans-abri inscrits dans des universités publiques de la ville de Chicago ne parviennent à trouver aucun logement étudiant sur leur campus ou hors du campus. Un nombre très élevé de jeunes de couleur à Chicago²¹ est au chômage, et ceux parvenant à trouver un emploi payé le SMIC ne gagnent pas suffisamment pour pouvoir se permettre un logement au prix du marché.²² L'insuffisance à la fois du nombre de lits dans les centres d'hébergement et des services de logement expose les jeunes sans abri à des risques de violence. Les jeunes de couleur sans abri handicapés sont confrontés à la difficulté d'être reconnus, par les programmes d'aide au logement, comme une priorité par rapport aux adultes sans abri handicapés.²³

Articles de la Convention concernés : 5(e)(iii), 5(e)(v)

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Ann Aviles de Bradley, PhD, Northeastern Illinois University, et A. Anne Holcomb, Unity Parenting and Counseling : *Homeless Youth of Color in Chicago, Illinois: Access Denied*

* * * * *

Discrimination et ségrégation dans les domaines du logement et des prêts bancaires

Bien que des progrès limités aient été réalisés depuis 2008, la politique américaine continue à soutenir des tendances racialement et économiquement ségrégationnistes dans le domaine du logement.

Recommandations suggérées :

1. Le pouvoir exécutif doit mettre en œuvre de manière significative l'obligation de logement

¹⁹ The Report of the Illinois General Assembly's Chicago Educational Facilities Task Force (CEFTF): Findings and Recommendations Regarding the Implementation of IL P.A. 97-0474 and Planning for the Future of Chicago's Public Schools, 2014

²⁰ Ann Aviles de Bradley, PhD, Northeastern Illinois University, and A. Anne Holcomb, Unity Parenting and Counseling: *Homeless Youth of Color in Chicago, Illinois: Access Denied*, p. 5.

²¹ Alternative Schools Network: Trends in Teen Employment in Chicago, Illinois and The United States, January 2014.

²² Out of Reach 2014, by the National Low Income Housing Coalition, 2014 p. 66

²³ Ann Aviles de Bradley, PhD, Northeastern Illinois University, and A. Anne Holcomb, Unity Parenting and Counseling: *Homeless Youth of Color in Chicago, Illinois: Access Denied*, p. 8.

acceptable pour un progrès affirmatif (Affirmatively Furthering Fair Housing, l'« obligation AFFH ») du HUD, et ce dans l'ensemble des programmes de logements gérés par des administrations publiques. Ceci comprend la mise au point de la règle AFFH du HUD, ainsi qu'une supervision étroite et continue de la part du HUD et d'autres administrations de contrôle.

2. Le Trésor américain devrait publier des normes en matière de droits civiques concernant le programme de crédit fiscal applicable au logement de personnes à bas revenus, y compris le Titre VI de la loi de 1964 sur les droits civiques (1964 Civil Rights Act) et la loi sur le logement acceptable (Fair Housing Act), y compris la disposition AFFH de cette dernière. Ceci devrait inclure des normes assignant une portion significative des unités familiales aux communautés non racialement concentrées et parmi lesquelles la pauvreté est faible, et réservant les unités abordables aux familles aux revenus les plus modestes.

3. Le HUD devrait refondre l'ensemble des programmes fédéraux de location de logements afin de répondre à ses obligations affirmatives de répondre au problème de la ségrégation, en ajoutant à ces programmes des obligations incontournables et des mesures fortes pour encourager la mobilité des personnes et les inciter à accepter un logement abordable. Dans le cadre du programme « Section 8 », le HUD devrait imposer des loyers à la valeur du marché dans de petites zones, afin d'élargir le choix des quartiers dans lesquels les personnes détenant des bons pour se loger peuvent chercher un lieu d'habitation. Le HUD devrait revoir le Programme d'évaluation de la gestion - Section 8 (Section 8 Management Assessment Program, SEMAP) et le système des commissions administratives - Section 8, afin de récompenser les administrations des logements sociaux pour les opportunités accrues qu'elles offrent aux familles. La procédure de portabilité des bons pour se loger devait être revue afin de minimiser les obstacles et les barrières en matière d'information pour les clients. Des fonds supplémentaires devraient être fournis aux programmes de mobilité, particulièrement dans les zones métropolitaines où la ségrégation existe.

4. Le HUD devrait renforcer l'application des principes du logement abordable en : augmentant le nombre de plaintes déposées en vertu de la norme des effets discriminatoires de la Fair Housing Act, afin de remettre en question les pratiques à tendance discriminatoire, ainsi que les sources de discrimination, en matière de revenus ; et, en retirant les subventions accordées dans certaines juridictions et à certaines organisations locales participant à certains programmes si de tels fonds et programmes favorisent la discrimination ou renforcent la ségrégation résidentielle. Le pouvoir exécutif devrait augmenter le personnel de l'Office of Fair Housing and Equal Opportunity du HUD afin de pouvoir réaliser des études de conformité supplémentaires concernant les efforts déployés par les juridictions concernées pour faire progresser de manière affirmative logement abordable. Le gouvernement américain doit également fournir des moyens réalistes pour compenser les victimes de pratiques discriminatoires dans le secteur bancaire.

5. Le gouvernement américain devrait adopter des mesures permettant de garantir l'absence de toute discrimination en matière de maintenance de biens immobiliers détenus (Real Estate Owned, REO). Ceci inclut d'imposer à toutes administrations publiques détenant des biens REO et possédant des pouvoirs de supervision sur les entités du marché privé implantées dans l'espace REO qu'elles adoptent une procédure à disposition applicable à

l'ensemble du pays et qui traite les emprunteurs et les communautés équitablement ; et il devrait adopter d'autres mesures afin que HUD et les régulateurs bancaires fédéraux, y compris le Consumer Financial Protection Bureau, le Federal Reserve Board et l'Office of Comptroller of the Currency, usent de leurs pouvoirs pour mener une investigation d'ampleur nationale concernant les politiques et pratiques des banques et des prestataires de services de maintenance en rapport au parc immobilier REO.

6. Le HUD devrait mettre en place des mécanismes de protection permettant d'éviter la revente fautive de prêts garantis par la FHA et en droit de bénéficier de mesures d'atténuation de pertes. Le HUD devrait rigoureusement examiner chaque dossier d'atténuation de pertes soumis par des prestataires de services, garantir sa conformité et contrôler et soumettre des rapports sur la qualité effective de tels services, étendre son rayon d'action aux particuliers ayant subi des pertes suite à une vente réalisée dans le cadre du programme de stabilisation des actifs en détresse (Distressed Asset Stabilization Program, DASP), publier tous les critères et toutes les obligations de vente, promouvoir la souscription de prêts auprès d'organisations non-gouvernementales, et imposer aux acheteurs qui sont des investisseurs privés qu'ils prévoient des mesures d'atténuation de pertes au bénéfice de particuliers propriétaires par le biais d'une procédure transparente.

7. Le gouvernement américain doit s'attaquer au problème des obstacles existants en matière d'accession à la propriété créés par les GSE (Fannie Mae et Freddie Mac), obstacles auxquels sont confrontés les emprunteurs de couleur, et faire appliquer les lois existantes en matière de prêts bancaires équitables. La Federal Housing Finance Agency devrait entreprendre un examen complet de toutes les mesures prévues par les GSE, afin de mesurer leur impact sur la capacité des minorités à accéder à la propriété.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les limitations permanentes en matière de choix de logement et la ségrégation résultant de la mise en œuvre inadéquate, par le gouvernement américain, des mesures de protection antidiscriminatoires ont des conséquences néfastes pour les personnes de couleur, y compris dans les domaines de la santé et de l'éducation.²⁴ Par rapport aux ménages blancs, les ménages de minorités sont plus pauvres et concentrés de manière disproportionnée dans les quartiers les plus pauvres, quel que soit leur niveau de revenus.²⁵ Les politiques et programmes publics ne font rien pour éradiquer la ségrégation raciale et, en réalité, la renforcent souvent. Bien que l'administration fédérale américaine ait adopté des mesures positives depuis 2007, y compris pour que l'application du droit équitable au logement et l'assistance associée soient mieux intégrés aux directives des programmes publics et aux textes des réglementations, elle n'a pas encore engagé de réformes spécifiques de ses politiques pour éradiquer et éviter la perpétuation de la ségrégation. Les contrôles sont

²⁴ See, e.g., Finch, B.K., Do, D.P., Basurto-Davila, R., Bird, C., Escarce, J., & Lurie, N. (2008) "Does Place Explain Racial Health Disparities? Quantifying the Contribution of Residential Context to the Black/White Health Gap in the United States", *Social Science & Medicine*, 67(8): 1258-1268; Rosenbaum, Emily (2008) "Racial/Ethnic Differences in Asthma Prevalence: The Role of Housing and Neighborhood Environments", *Journal of Health & Social Behavior*, 49: 131-45; Schwartz, Heather (2010) "Housing Policy Is School Policy", Washington, DC: The Century Foundation, Inc.

²⁵ Logan, John R (2011) "Separate and Unequal: The Neighborhood Gap for Blacks, Hispanics, and Asians in Metropolitan America", US2010: Discover America in a New Century, *available at* www.s4.brown.edu/us2010/Data/Report/report0727.pdf.

limités par le peu de moyens dont ces administrations disposent,²⁶ et les lois contre la discrimination en rapport au droit équitable au logement n'ont toujours pas été élargies pour couvrir certains paramètres, tels que la source de revenus, l'orientation ou l'identité sexuelle, l'âge ou un handicap.²⁷ En 2013, le HUD a reçu un total de 9 324 plaintes pour discrimination en matière de logement basée sur la race, la couleur de peau ou l'origine nationale. Ce chiffre ne représente qu'une fraction du total de 4 millions de plaintes pour discrimination en matière de logement estimées chaque année, et ce, rien que sur le marché locatif et sur le marché des ventes immobilières.²⁸

Bien que le HUD ait récemment fait entrer en vigueur la norme sur les effets discriminatoires faisant partie intégrante de la loi sur le droit équitable au logement, il n'a toujours pas promulgué d'autres réglementations nécessaires, et en particulier celle qui apporterait une structure et un mécanisme permettant de demander des comptes en rapport à l'obligation de tout bénéficiaire de subvention du HUD à appliquer le principe du droit équitable au logement (AFFH). De plus, un certain nombre d'aspects du programme des bons pour se loger selon son choix - Section 8 destinés aux familles à bas revenu dans les quartiers racialement concentrés et offrant peu d'opportunités.²⁹ Le Crédit fiscal de logement pour les bas revenus (Low Income Housing Tax Credit, LIHTC), qui est administré par le Département américain du Trésor, est le plus important programme fédéral de développement en matière de logements pour les bas revenus, mais il inclut très peu d'orientations en matière de droits civiques.³⁰

Dans le domaine des prêts et des financements résidentiels, les banques ciblent de manière disproportionnée les communautés de couleur avec des prêts de type « subprime » (crédit immobilier à risque), qui sont assortis de taux et de commissions plus élevés, et les victimes de ces pratiques ne disposent pas de moyens de recours suffisants. Les communautés de couleur ont sans conteste été frappées le plus durement par la crise de l'immobilier aux États-Unis en raison du ciblage raciste effectué par les établissements bancaires proposant des prêts « subprime ». ³¹ Ceci a entraîné une perte massive de richesses cumulées par une longue lignée de générations dans les communautés de couleur.³² Les établissements du

²⁶ For example, HUD has chronically understaffed its Office of Fair Housing and Equal Opportunity (FHEO) since the 1990s. The Future of Fair Housing: Report of the National Commission on Fair Housing and Equal Opportunity (December 2008), p. 44, *available at* www.prrac.org/projects/fair_housing_commission/final_report.php.

²⁷ For more on intersectional issues and the need for additional protections, *see* Megan Haberle, Poverty & Race Research Action Council & Jorge Soto, National Fair Housing Alliance, (Submitted by multiple U.S. research and advocacy organizations and scholars): *Discrimination and Segregation in Housing: Continuing Lack of Progress in United States Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* 14-17.

²⁸ The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America* 11.

²⁹ For details on features of the HCVP that further segregation, *see* Megan Haberle, Poverty & Race Research Action Council & Jorge Soto, National Fair Housing Alliance, (Submitted by multiple U.S. research and advocacy organizations and scholars): *Discrimination and Segregation in Housing: Continuing Lack of Progress in United States Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* 6-8.

³⁰ *See, e.g.*, Letter to Michael Barr, U.S. Dept. of the Treasury, re Title VI, Section 504, and Title VIII Regulations and Guidance at the Dept. of the Treasury (Oct. 26, 2010), *available at* www.prrac.org/pdf/civil_rights_letter_to_Michael_Barr_10-26-10.pdf; Letter to Assistant Attorney General

Thomas Perez, DOJ Civil Rights Division (Aug. 9, 2010), *available at* www.prrac.org/pdf/LIHTC_letter_to_AAG_Perez_8-9-10.pdf; Letter to Michael Stegman, U.S. Dept. of the Treasury (May 15, 2012), *available at* www.prrac.org/pdf/Letter_to_Michael_Stegman_re_fair_housing_regs_5-15-12.pdf.

³¹ MYRON ORFIELD, INSTITUTE ON METROPOLITAN OPPORTUNITY, TWIN CITIES IN CRISIS: UNEQUAL TREATMENT OF COMMUNITIES OF COLOR IN MORTGAGE LENDING 1 (2014), *available at* <http://www.law.umn.edu/uploads/ef/be/efbe0b8fda7508c925b74c7add571f41/IMO-Twin-Cities-Lending-Report-2014-Final.pdf>.

³² Debbie Gruenstein Bocian, et al., Ctr. for Responsible Lending, Collateral Damage: The Spillover Costs of Foreclosures (2012), *available at* <http://www.responsiblelending.org/mortgage-lending/research-analysis/collateral-damage.pdf>.

marché hypothécaire secondaire, soit les GSE que sont Fannie Mae et Freddie Mac, ont pris des mesures pour empêcher toute accession équitable à la propriété, se basant par exemple de manière inutile sur les profils de solvabilité (credit profiles), qui ont un impact disproportionné sur les emprunteurs de couleur..³³

Le gouvernement fédéral américain détient et assure un grand nombre d'actifs immobiliers et de REO en détresse, ainsi que des biens saisis et qui sont désormais détenus par des banques, des investisseurs, les GSE et d'autres administrations fédérales, mais ses politiques de liquidation des biens immobiliers ne favorisent pas les opportunités d'accès à la propriété pour les personnes de couleur. La façon dont le gouvernement a traité la question des titres de créances en défaut de la FHA a nui de manière disproportionnée aux emprunteurs de couleur. Un nombre très important d'emprunteurs de couleur obtiennent un financement par le biais de la FHA (une entité au sein du HUD), mais ils sont ensuite privés du bénéfice des dispositions d'atténuation de pertes de la FHA lorsque celle-ci vend les prêts en défaut aux termes du Programme de stabilisation des actifs en détresse (Distressed Asset Stabilization Program, DASP), tel que ce fut le cas concernant 73 000 prêts hypothécaires entre 2011 et 2014.³⁴ Par ailleurs, il n'existe aucune structure réglementaire uniforme en ce qui concerne la conservation et la vente de biens REO par les banques, ce qui entraîne que les banques sont parvenues à beaucoup mieux conserver et vendre des domiciles REO dans des communautés blanches que dans des communautés de couleur.³⁵

Articles de la Convention concernés : 2(1)(a) & (c), 3, 5(d)(v) et (e)(iii)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain reconnaît que, « dans certains cas, les minorités sont concentrées dans des quartiers ou communautés susceptibles d'imposer des conditions de vie et/ou des services inférieurs aux normes », ³⁶ et que « la discrimination et la ségrégation en matière de logement continuent de peser lourdement sur diverses communautés à travers l'ensemble du pays ». ³⁷ Le rapport met en exergue les lois fédérales visant à lutter contre les pratiques discriminatoires en matière de ventes, de location, de financement et de crédits immobiliers dans le secteur du logement, ainsi que les nouveaux efforts déployés par le HUD et le Département de la Justice pour renforcer les contrôles en matière de crédits immobiliers, de droit équitable au logement et de harcèlement sexuel. ³⁸ Le rapport mentionne également une règle de politique récente concernant la mise en oeuvre d'une norme sur les effets discriminatoires ayant pour but de promouvoir la lutte contre les pratiques à effets discriminatoires dans le domaine du logement. ³⁹ Il mentionne les efforts du gouvernement pour réviser les réglementations et règles du HUD concernant son

³³ Megan Haberle, Poverty & Race Research Action Council & Jorge Soto, National Fair Housing Alliance, (Submitted by multiple U.S. research and advocacy organizations and scholars): *Discrimination and Segregation in Housing: Continuing Lack of Progress in United States Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* 10.

³⁴ Megan Haberle, Poverty & Race Research Action Council & Jorge Soto, National Fair Housing Alliance, (Submitted by multiple U.S. research and advocacy organizations and scholars): *Discrimination and Segregation in Housing: Continuing Lack of Progress in United States Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* 11.

³⁵ National Fair Housing Alliance, *The Banks are Back – Our Neighborhoods are Not: Discrimination in the Maintenance and Marketing of REO Properties*, April 2012; numerous HUD administrative complaints filed against Bank of America, Deutsche Bank, US Bank, Wells Fargo.

³⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 36 (13 June, 2013).

³⁷ *Id.*, at ¶ 37.

³⁸ *Id.*, at ¶ 8, 26, 37, 38, 124-28, 192.

³⁹ *Id.*, at ¶ 10.

programme AFFH.⁴⁰ Il décrit également les efforts déployés au sein des programmes fédéraux d'assistance au logement pour lutter contre la ségrégation.⁴¹ Le rapport indique notamment que « le droit constitutionnel américain, ainsi que les législations statutaires et les pratiques aux États-Unis, offrent des protections solides et effectives contre la discrimination... dans tous les domaines de la vie publique, et proposent des recours à tous ceux qui, en dépit de ces protections, sont victimes de discriminations », ⁴² mais ceci ne prend pas en compte le fait que, pour les victimes de pratiques discriminatoires dans le domaine des crédits immobiliers en particulier et du logement en général, engager un recours est au-delà des capacités et des moyens de la plupart des citoyens américains.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Megan Haberle, Poverty & Race Research Action Council, et Jorge Soto, National Fair Housing Alliance, (soumis par plusieurs organisations de plaidoyer et plusieurs chercheurs universitaires américains) : *Discrimination and Segregation in Housing: Continuing Lack of Progress in United States Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*;

Southside Pride : *US Government's Failure to Protect People of Color and American Indians From Racist Practices of Mortgage Bankers in the Minneapolis St. Paul Metropolitan Area, 2008-2012*

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, le Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, et la National Association for the Advancement of Colored People : *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

DROIT À L'ÉDUCATION

Fermetures d'écoles publiques à Chicago (Illinois)

En dépit d'une opposition écrasante de la part des communautés, la ville de Chicago (Illinois) a fermé 49 écoles primaires publiques en 2013, lesquelles écoles étaient concentrées dans des quartiers afro-américains à bas revenus. Cette mesure prive les écoliers afro-américains d'une éducation de bonne qualité et accessible, et les expose à des dangers physiques.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait mener une investigation fédérale concernant les fermetures d'écoles à Chicago, et prendre des mesures appropriées pour, entre autres, déterminer si des écoliers sont exposés à des dangers en raison de ces fermetures, s'assurer que les parents et les membres de la communauté puissent participer de manière significative et publique aux décisions de fermeture d'écoles à l'avenir, et trouver une solution appropriée.

⁴⁰ *Id.*, at ¶ 28.

⁴¹ *Id.*, at ¶ 39, 40.

⁴² *Id.*, at ¶ 7.

2. Le gouvernement américain devrait mettre en oeuvre des mesures législatives, exécutives ou judiciaires pour répondre au problème de la discrimination raciale dans les écoles publiques de Chicago.

Fondement des recommandations ci-dessus :

La Ville de Chicago a fermé 49 écoles primaires publiques en 2013, ce qui représente la plus importante vague de fermetures d'écoles publiques dans l'histoire des États-Unis,⁴³ et bafoue le droit des écoliers afro-américains à recevoir une éducation de bonne qualité. Environ 90 % des écoles fermées étaient constituées d'élèves en majorité afro-américains, et dans 71 % d'entre elles, les enseignants étaient également majoritairement afro-américains.⁴⁴ La procédure ayant abouti à la décision de fermer ces écoles a été organisée d'une manière qui a rendu difficile la participation aux réunions communautaires des communautés afro-américaines principalement affectées, et les responsables de cette procédure de fermeture, en dernier recours, n'ont absolument pas tenu compte de l'opposition pourtant écrasante de la communauté qui avait émergé.⁴⁵ Bien que la principale justification avancée pour justifier ces fermetures d'écoles prétendait qu'il était nécessaire d'améliorer l'environnement éducatif des écoliers, 34 % des écoliers déplacés sont en réalité passés d'écoles performantes à des écoles moins performantes.⁴⁶ Les écoliers déplacés et ceux des écoles qui les ont accueillis (c'est-à-dire les écoles désignées pour accueillir les écoliers des écoles fermées) une fois groupés font que les classes ont été plus chargées en 2014 qu'au cours des années précédentes.⁴⁷ La Ryerson Elementary School, par exemple, une école très performante constituée essentiellement d'écoliers de familles à bas revenus, a été fermée et combinée à une autre école, ce qui fait que les classes sont surchargées et qu'il y a moins de cours.⁴⁸ Toutes les écoles d'accueil se sont vues promettre diverses améliorations, mais l'État n'a pas tenu ses promesses dans bien des cas. En parallèle, la Ville a investi des millions de dollars pour ouvrir de nouvelles écoles à charte.⁴⁹ Ces écoles acceptent tous les enfants, et par conséquent ne desservent pas les quartiers dans lesquels elles sont situées.⁵⁰ Il existe une disparité significative entre le montant des dépenses par enfant des académies scolaires dans les nouvelles écoles à charte au moment de la préentrée (2000 dollars par élève), et celui des dépenses consacrées aux enfants transférés dans des écoles d'accueil pendant la période de transition suivant ces fermetures (jusqu'à 230 dollars par élève).⁵¹ Une telle disparité de dépenses impacte de manière disproportionnée les élèves afro-américains déplacés. En raison de la disparition de ces écoles de quartier, les écoliers sont également confrontés à des

⁴³ *Chicago School Closings Vote: Board of Education Votes to Shut 50 Public Schools*, THE HUFFINGTON POST, May 22, 2013, http://www.huffingtonpost.com/2013/05/22/chicago-school-closings_n_3319755.html.

⁴⁴ CHI. TEACHERS UNION, *TWELVE MONTHS LATER: THE IMPACT OF SCHOOL CLOSINGS IN CHICAGO 3* (2014) [hereinafter CTU].

⁴⁵ George N. Schmidt, *Kafka on Clark Street*, SUBSTANCE NEWS, June 4, 2013, <http://www.substanceneews.net/articles.php?page=4318>; CTU, *supra* note 44, at 3.

⁴⁶ ILL. GEN. ASSEMBLY'S CHI. EDUC. FACILITIES TASK FORCE, *FINDINGS AND RECOMMENDATIONS REGARDING THE IMPLEMENTATION OF IL P.A. 97-0474 AND PLANNING FOR THE FUTURE OF CHICAGO'S PUBLIC SCHOOLS 62* (2012-2013) [hereinafter CEFTF].

⁴⁷ CTU, *supra* note 44, at 8.

⁴⁸ See Cecille Carrol, *Blocks Together: The Interaction of CPS' Space Utilization Formula and Facilities Assessment with Long-Term Planning: The Consolidation of Two Elementary Schools*.

⁴⁹ CTU, *supra* note 4, at 10; see also CHI. PUB. SCHS., *REQUEST FOR PROPOSALS FOR NEW SCHOOLS*. (2013), available at http://www.cps.edu/NewSchools/Documents/RFP_ForNewSchools.pdf.

⁵⁰ *Despite Closings and Budget Cuts, CPS Calls for New Charter Schools*, CHI. SUN-TIMES, Sept. 15, 2013, available at <http://www.suntimes.com/news/education/21908824-418/despite-closings-and-budget-cuts-cps-calls-for-new-charter-schools.html#.U6mwGrG4Pwt>; see also CHI. PUB. SCHS., *REQUEST FOR PROPOSALS FOR NEW SCHOOLS* (2013), available at http://www.cps.edu/NewSchools/Documents/RFP_ForNewSchools.pdf.

⁵¹ CTU, *supra* note 44, at 2.

risques d'agression accrus pendant leur trajet entre la maison et leur école, ce qui, de nouveau, affecte de manière disproportionnée les élèves afro-américains.⁵²

Articles de la Convention concernés : 2(1)(a), 5(b), 5(c) et 5(e)(v)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le gouvernement américain a répondu à plusieurs enjeux relatifs au secteur de l'éducation dans son rapport au Comité, mettant en exergue la façon dont il est parvenu à éliminer la ségrégation dans certaines écoles, ainsi que ses efforts pour empêcher les suspensions et expulsions discriminatoires, et pour répondre de facto à la ségrégation raciale dans les écoles, entre autres initiatives.⁵³ Cependant, le gouvernement ne mentionne pas directement les fermetures d'écoles publiques à Chicago, ni l'impact discriminatoire d'une telle mesure.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Cecille Carrol, *Blocks Together: The Interaction of CPS' Space Utilization Formula and Facilities Assessment with Long-Term Planning: The Consolidation of Two Elementary Schools* ;

The International Human Rights Clinic at the University of Chicago Law School, The Chicago Teachers Union, The University of Chicago Human Rights Program, The Collaborative for Equity and Justice in Education, et *Blocks Together : The City of Chicago's Mass Public School Closings and their Discriminatory Effect on African Americans*

* * * * *

Permanence de la ségrégation dans les écoles, et disparité des résultats scolaires

L'affectation des moyens pratiquée par le gouvernement fédéral encourage la ségrégation raciale dans les écoles américaines, laquelle ségrégation est aujourd'hui à son plus haut niveau depuis le début des années 70. Le gouvernement américain n'a, par ailleurs, pas répondu adéquatement au problème des « écarts de performance scolaire » causé par le fait que, historiquement parlant, les jeunes de couleur bénéficient de moindres opportunités d'enseignement qui continuent de diminuer avec le temps, en raison de quoi ces jeunes sont en plus visés par des mesures disciplinaires et des règlements plus sévères à l'école que ceux réservés à leurs camarades blancs.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait augmenter le financement fédéral des programmes éducatifs, tels que le MSAP, dont il est avéré qu'ils créent des environnements éducatifs racialement intégrés pour les élèves.

⁵² James Reddick, *Chicago Public Schools Closings Point Up the Dangers of Geography*, CHI. NOW, Apr. 30, 2013, <http://www.chicagonow.com/chicago-muckrakers/2013/04/chicago-public-school-closings-point-up-the-dangers-of-geography/>.

⁵³ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 20, 41-45, 145-146 (13 June, 2013).

2. Les États-Unis devraient ré-autoriser la loi sur l'éducation élémentaire et secondaire (Elementary and Secondary Education Act), en y ajoutant des dispositions soutenant et encourageant la mise en place de solutions coordonnées entre plusieurs académies au problème de la ségrégation scolaire (en payant en amont le transport des enfants allant à l'école dans une autre académie scolaire, et en instaurant des mesures encourageant les académies performantes à accueillir des élèves transférés, par exemple).
3. Le Président Obama devrait immédiatement mettre en œuvre les recommandations fédérales figurant dans le rapport de la Commission Équité et Excellence (Equity and Excellence Commission), et faciliter (et l'imposer autant que faire se peut) le travail de tous les États américains pour cerner les disparités de moyens existantes et leur trouver des solutions, disparités qui font que les élèves pauvres issus de minorités, ainsi que ceux qui sont handicapés ou qui apprennent l'anglais en tant que seconde langue, ne bénéficient pas d'opportunités d'enseignement égales.
4. Le Département américain de l'Éducation (Department Of Education, DOE) devrait exiger de chaque État américain, et ce à titre de condition pour continuer à bénéficier des subventions de type Titre I, qu'il vérifie que toutes ses écoles disposent des moyens dont elles ont besoin pour permettre à l'ensemble de leurs élèves de satisfaire aux normes scolaires nécessaires pour rentrer à l'université, y compris les Normes d'enseignement fondamental des États américains (Common Core State Standards).
5. Le Département de la Justice et le DOE devraient élaborer un plan détaillé pour répondre aux problèmes de la concentration de la pauvreté et de l'isolation raciale dans les écoles de quartier. Ce plan devrait inclure des mesures d'application et de contrôle des lois fédérales sur les droits civiques, ainsi que des programmes et des politiques visant à favoriser l'amélioration des résultats scolaires, l'intégration raciale et socio-économique, le développement économique et des infrastructures (y compris des logements abordables et des moyens de transport), la mise en place de services de santé et sociaux coordonnés, et la création de programmes de re-scolarisation effectifs.
6. Le DOE devrait faire appliquer de manière insistante les obligations fédérales figurant à la fois dans le Titre VI de la loi sur les droits civiques (Civil Rights Act), ainsi que les obligations associées du Titre XI, de la Section 504 et de l'ADA), et le Titre I de la loi sur l'éducation primaire et secondaire (Elementary and Secondary Education Act), qui exige : a) une assignation équitable d'enseignants pour les élèves pauvres issus de minorités, b) un accès égal au curriculum fondamental et aux classes de préparation à l'université, c) des services et des cours appropriés pour les élèves apprenant l'anglais comme une seconde langue, et d) des règlements et des pratiques disciplinaires équitables et effectifs.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les écoliers américains sont davantage victimes de la ségrégation raciale aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au début des années 70.⁵⁴ Le gouvernement américain a réduit le

⁵⁴ See Richard Rothstein, *For Public Schools, Segregation Then, Segregation Since*, Education Policy Institute at 12 (2010) (table 7), available at <http://www.epi.org/files/2013/Unfinished-March-School-Segregation.pdf>. See also GARY ORFIELD and CHUNGMEI LEE, HISTORIC REVERSALS, ACCELERATING RESEGREGATION, AND THE NEED FOR NEW INTEGRATION STRATEGIES (August 2007), Civil Rights Project/Proyecto Derechos Civiles at UCLA, available at

budget du seul programme d'enseignement explicitement centré sur l'intégration, intitulé le Magnet Schools Assistance Program (MSAP), en raison de quoi le nombre de nouveaux projets financés en 2013 a diminué d'un tiers par rapport à 2008.⁵⁵ Les élèves victimes de la ségrégation sont généralement dans des écoles disposant de moins de moyens,⁵⁶ d'enseignants moins chevronnés,⁵⁷ de classes plus chargées, de bâtiments et d'installations insuffisants et d'un accès limité à certains services tels que des conseillers d'éducation.⁵⁸ Les élèves apprenant l'anglais comme une seconde langue (English Language Learner, ELL) sont parmi les plus affectés par la ségrégation, l'espagnol étant la langue maternelle de la majorité des élèves ELL et les Latinos représentant le groupe racial principalement affecté par la ségrégation dans les écoles américaines.⁵⁹ Les écoles plus racialement isolées ont également davantage de chances d'avoir une forte concentration d'élèves pauvres, ce qui aggrave les inégalités. Les écoliers issus de minorités sont, de façon disproportionnée, scolarisés dans des écoles sous-financées et dont les moyens sont insuffisants.⁶⁰ Les élèves noirs dans les écoles où la pauvreté domine ne sont que 50 % à atteindre le niveau du baccalauréat, et, dans leur ensemble, les jeunes issus de minorités ne sont que 60 % à atteindre ce niveau, par rapport à 83 % pour les écoliers blancs.⁶¹

Aux quatre coins des États-Unis, les élèves noirs et latinos de famille à bas revenus obtiennent collectivement des résultats scolaires inférieurs à ceux de leurs pairs, une différence appelée « l'écart de performance scolaire ». ⁶² Ceci reflète la réalité des minorités, pour lesquelles le système éducatif développé par les États-Unis au cours des siècles offre des opportunités d'enseignement diminuées, un problème renforcé par la pauvreté croissante, l'isolation raciale et une grande disparité en termes d'écoles accessibles et de moyens communautaires disponibles pour les élèves issus de minorités. ⁶³ De manière croissante, les écoles américaines mettent en place des règlements intérieurs et des pratiques disciplinaires sévères, et font de plus en plus souvent appel à la police pour gérer les perturbations et les comportements indésirables d'élèves dans les salles de classe. Les élèves issus de minorités sans surreprésentées parmi les élèves disciplinés par rapport à ce qu'ils représentent effectivement au sein du corps étudiant. ⁶⁴ De plus, les élèves issus de minorités, et les élèves noirs en particulier, sont généralement punis de façon plus sévère que les élèves blancs, ⁶⁵ même lorsque leurs tendances comportementales sont identiques à celles des élèves

http://www.civilrightsproject.ucla.edu/research/deseg/reversals_reseg_need.pdf; Black and Latino students were more likely to attend schools that were at least 90% minority in 2011 than in 2008. See http://nces.ed.gov/programs/digest/d13/tables/dt13_216.50.asp

⁵⁵ See <http://www2.ed.gov/programs/magnet/funding.html>. Due to inflation, this decrease in funding would be even greater if measured in 2008 dollars.

⁵⁶ ROSLYN ARLIN MICKELSON, WHEN ARE RACIAL DISPARITIES IN EDUCATION THE RESULT OF RACIAL DISCRIMINATION? A SOCIAL SCIENCE PERSPECTIVE (2003), 105 TCHRS. C. REC at 1061.

⁵⁷ See generally, *Parents Involved in Cmty. Sch. v. Seattle Sch. Dist. No.1*, Brief of 553 Social Scientists as Amici Curiae in Support of Respondents (2006); at App. 31, (noting that teacher inexperience correlates with lower student performance).

⁵⁸ *Id* at App. 33 (describing gaps in class size, facilities, per-pupil spending, and curricular and interpersonal counseling).

⁵⁹ See RANDY CAPPS ET AL., THE NEW DEMOGRAPHY OF AMERICA'S SCHOOLS: IMMIGRATION AND THE NO CHILD LEFT BEHIND ACT. (2005). The Urban Institute; <http://nces.ed.gov/programs/coe/2007/section1/indicator05.asp>.

⁶⁰ Elizabeth Lamura, Our Children, Ourselves: Ensuring the Education of America's At-Risk Youth, 31 Buff. Pub. Interest L.J. 117, 127 (2012)

⁶¹ Presidential Task Force on Educ. Disparities, Ethnic and racial disparities in education: Psychology's contributions to understanding and reducing disparities 14, 16 (2012), available at <http://www.apa.org/ed/resources/racial-disparities.aspx>.

⁶² An article in the *Educational Researcher*, describes an achievement gap evident by NAEP data as the long-term trend in reading and mathematics national average score differences between Whites and Blacks and Hispanics. See JAEKYUNG LEE, RACIAL AND ETHNIC ACHIEVEMENT GAP TRENDS: REVERSING THE PROGRESS TOWARD EQUITY?, *Educational Researcher*, Vol. 31, No. 1, 3-12 (2002), available at <http://edr.sagepub.com/cgi/content/abstract/31/1/3>.

⁶³ LINDA DARLING-HAMMOND, EVALUATING 'NO CHILD LEFT BEHIND', *The Nation* (May 21, 2007).

⁶⁴ National Center for Education Statistics, 2009. U.S. Office for Civil Rights, 2006.

⁶⁵ Open Society Institute-Baltimore, Putting Kids Out of School: What's Causing High Suspension Rates and Why are they Detrimental to Students, Schools and Communities, September 2008

blancs.⁶⁶

Articles de la Convention concernés : 1(4), 2(1)(c) et (e), 2(2), 3, 5 et 5(e)(v)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son récent rapport au Comité, le gouvernement américain a documenté certains des progrès réalisés pour répondre aux problèmes de la discrimination raciale dans le secteur de l'éducation, mais ces mesures concernent l'application des droits civiques dans les académies scolaires⁶⁷ et ne constituent pas des progrès réalisés en termes de réforme de programmes et de financement fédéraux d'écoles distinctes et inégales.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Michael Hilton, Poverty & Race Research Action Council, soumis avec Kirwan Institute for the Study of Race and Ethnicity at Ohio State University, Center for Civil Rights at the University of North Carolina School Of Law, Civil Rights Project / Proyecto Derechos Civiles at the University of California Los Angeles, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law : *Education in the United States and the Federal Responsibility to Reduce School Segregation and Address the Achievement Gap*

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People : *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

Discrimination raciale dans la profession juridique

La discrimination dans le domaine du logement et de l'éducation, de l'école primaire jusqu'à l'université, combinées aux mécanismes d'accréditation des facultés de droit et aux examens nécessaires pour exercer la profession de juriste, affectent de manière disproportionnée les personnes de couleur, ce qui explique pourquoi ces dernières sont largement sous-représentées dans la profession juridique.

Recommandations suggérées :

1. Par le biais du Département de l'Éducation et des administrations d'accréditation de chaque État américain, le gouvernement fédéral devrait faire usage de sa responsabilité de supervision des accréditations pour insister que toutes les facultés de droit agréées s'attachent à admettre des étudiants racialement et ethniquement diversifiés, en interdisant spécifiquement l'utilisation de toutes pratiques d'admission désavantageant les minorités raciales et n'ayant pas été validées en tant que facteurs permettant de déterminer avec précision si une personne est qualifiée pour pratiquer le droit.

⁶⁶ See Russell J. Skiba, *Zero Tolerance, Zero Evidence*, Indiana Education Policy Center (2000) at 12.

⁶⁷ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 15, 41-45 (13 June, 2013).

2. En vertu des pouvoirs de supervision du Département de l'Éducation et des pouvoirs de contrôle de la Commission sur l'égalité des chances devant l'emploi (Equal Employment Opportunity Commission), et par le biais des autorités d'accréditation de chaque État, le gouvernement américain devrait intégrer interdire l'utilisation d'examens d'accès à la licence d'avocat désavantageant les minorités raciales, sauf s'il peut-être démontré que l'utilisation de tels examens est nécessaire pour mesurer valablement le niveau de compétences minimum nécessaire pour pratiquer le droit.

3. Le gouvernement américain devrait demander à toutes les administrations fédérales, ainsi qu'à la Commission sur les droits civiques et aux autorités de chaque État et locales, d'élaborer et de promouvoir de manière insistante des programmes de discrimination positive conçus dans le but d'augmenter la diversité dans la profession juridique. À cet égard, les États-Unis devraient tirer avantage de la logique de la diversité présente dans sa jurisprudence, en reconnaissant que les préférences raciales conçues pour aider des groupes historiquement victimes de discriminations ne constituent en rien l'équivalent de préférences raciales visant la subjugation, et que, par conséquent, de telles préférences ne peuvent pas être considérées comme de la discrimination raciale.

4. Dans le cadre de ses soumissions à des tribunaux fédéraux ou d'État portant sur des questions pertinentes en rapport à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le gouvernement américain devrait indiquer clairement les implications de telles positions pour les obligations internationales des États-Unis en vertu de la Convention.

Fondement des recommandations ci-dessus :

L'American Bar Association (ABA) reconnaît que « la représentation des minorités dans la profession juridique est significativement inférieure à celle observée dans la plupart des autres professions ». Plus spécifiquement, l'ABA indique que la représentation des minorités au sein de la profession d'avocat est d'environ 9,7 %, ⁶⁸ et qu'en réalité, le nombre d'étudiants afro-américains et mexicains-américains en première année de droit est en baisse, étant passé de 3 937 à la rentrée 1992 à 3 595 (au total) à la rentrée 2005. ⁶⁹ Le fait que les personnes de couleur soient si peu représentées dans la profession juridique trouve son origine dans la discrimination raciale existante dans les domaines du logement et de l'accès à l'éducation, une discrimination qui constitue un problème dès l'école primaire et continue pendant le secondaire et à l'université. ⁷⁰ Un grand nombre de facteurs différents au niveau des procédures d'admission aux formations juridiques et des examens de licence d'avocat contribuent également à cette disparité. Les classements des facultés de droit sont basés sur les résultats des étudiants aux examens d'admission aux facultés de droit compilés par des organisations privées et sur la moyenne des notes de chaque étudiant depuis le baccalauréat (Undergraduate Grade Point Average, GPA), et accordent peu de place aux facteurs démontrant une capacité à pratiquer le droit. ⁷¹ Par conséquent, pour obtenir des aides financières plus importantes, les facultés admettent les étudiants ayant eu les meilleures notes

⁶⁸ American Bar Association Commission on Racial and Ethnic Diversity in the Profession, *Miles to Go 2000: Progress of Minorities in the Legal Profession* (2005)..

⁶⁹ See <http://www2.law.columbia.edu/civilrights/> (using data from the Law School Admissions Council).

⁷⁰ Society of American Law Teachers: *Racial Discrimination in the Legal Profession* 9-31.

⁷¹ Marjorie M. Shultz & Sheldon Zedeck, *Development and Validation of Predictors for Successful Lawyering*, 2009 (identifying twenty-six factors for effective lawyers and testing tools that supplement the LSAT and are race neutral); *Achieving Diversity*, *supra* note 5.

et s'arrêtent approximativement au niveau des notes au LSAT et de GPA qu'obtiennent un nombre important de jeunes issus de minorités. Le score obtenu au LSAT, en lui-même, dissuade également l'admission d'un nombre disproportionné d'élèves issus de minorités. Bien que les examens d'obtention de la licence de juriste standardisés n'aient jamais été corrélés à une bonne pratique du droit et que les taux de réussite à ces examens par les minorités soient bas de manière disproportionnée, le Département de l'Éducation continue à mettre l'accent sur leur utilisation pour établir les normes d'accréditation des facultés de droit.⁷²

Articles de la Convention concernés : 5(a), 5(e)(v)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas l'absence de personnes de couleur dans la profession juridique.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Society of American Law Teachers : *Racial Discrimination in the Legal Profession*

* * * * *

DROIT À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À LA MÉDECINE

Injustice environnementale au Nouveau-Mexique

La santé des communautés de couleur dans l'ensemble du Nouveau-Mexique souffre de manière disproportionnée de la pollution causée par les industries. et notamment par l'industrie extractive, et pourtant un grand nombre de ces personnes n'a aucun accès un recours juridique effectif.

Recommandations suggérées :

1. Avant d'autoriser ou d'accorder la moindre licence à toutes nouvelles mines d'extraction et tous centres de traitement d'uranium, le gouvernement américain devrait exiger que soient réalisées des études détaillées analysant et évaluant les conséquences sur la santé publique à la fois de l'impact disproportionné de la pollution atmosphérique sur les communautés minoritaires, et des activités d'extraction et de traitement de l'uranium qui existent depuis très longtemps dans les communautés minoritaires impactées par de telles activités.
2. Le gouvernement américain devrait s'assurer que les États et les gouvernements locaux mettent en œuvre et fassent appliquer le droit environnemental fédéral, y compris et particulièrement, la loi sur l'air propre (Clean Air Act), et devrait prendre en compte les impacts cumulés de la pollution causée par l'activité industrielle et par d'autres

⁷² Society of American Law Teachers: *Racial Discrimination in the Legal Profession* 34.

activités sur les communautés minoritaires.

3. Le Gouvernement américain devrait s'assurer que les communautés de couleur bénéficient d'un accès égale à la justice, afin de redresser le déséquilibre existant en matière d'impacts environnementaux.

4. Le gouvernement américain, y compris les gouvernements des États et les collectivités locales, devraient cesser d'autoriser de nouvelles activités d'extraction et de traitement minières dans le secteur de l'uranium jusqu'à ce que les sites endommagés par ce type d'activités depuis des décennies aient été assainis et mis aux normes du droit à la santé garanti par la Convention.

Fondement des recommandations ci-dessus :

À Albuquerque et dans le comté environnant de Bernalillo, au Nouveau-Mexique, les communautés de minorités et de ménages à bas revenus souffrent de manière disproportionnée des impacts de la pollution atmosphérique sur la santé, y compris un risque plus élevé de maladie et de baisse de leur espérance de vie en raison d'une mise en œuvre et d'une application inégales des lois fédérales, des États et locales sur la pollution atmosphérique.⁷³ Les données sur la qualité de l'air utilisées par les administrations locales chargées de la réglementation sous la supervision de l'Agence de protection de l'environnement américaine (U.S. Environmental Protection Agency, EPA) sous-estiment de manière significative les impacts sur les quartiers de minorités, étant donné que les postes de contrôle de la qualité de l'air sont situés à des distances substantielles des sources de pollution concentrées dans les quartiers de minorités.⁷⁴ Les agences locales chargées de la réglementation affirment qu'elles ne sont aucunement tenues de divulguer et d'évaluer les impacts environnementaux et médicaux cumulés d'une activité pour laquelle un permis a été demandé en vertu des lois sur la pollution de l'air fédérales, des états ou locales. L'interprétation de la Cour suprême des États-Unis du Titre VI de la loi sur les droits civiques nient aux communautés minoritaires un accès égal aux tribunaux pour remettre en question l'application discriminatoire des lois environnementales en raison de laquelle les impacts environnementaux et médicaux néfastes varient.⁷⁵

Un autre problème de justice environnementale résulte du fait que, à partir des années 50 jusque dans les années 90, l'uranium était extrait et traité dans le nord-ouest du Nouveau-Mexique pour être utilisé à la fabrication de bombes atomiques et, plus tard, à l'alimentation de centrales nucléaires. Les millions de tonnes de déchets radioactifs et toxiques ainsi produits n'ont jamais été enlevés. Les impacts à la fois de la production de déchets depuis des décennies et des déchets que produiraient de nouvelles industries minières affectent principalement les communautés minoritaires. Emerging research⁷⁶ a révélé que les personnes vivant à proximité de déchets d'extraction et de traitement d'uranium souffrent d'un large éventail de problèmes de santé. Le nettoyage des déchets des mines et des centres

⁷³ Joint Center for Political and Economic Studies, *Place Matters for Health in Bernalillo County: Ensuring Opportunities for Good Health for All* (Sept. 2012) at p. 17-19; <http://www.bcplacematters.com/wp-content/uploads/2010/11/Place-Matters-for-Health-in-Bernalillo-County.pdf>.

⁷⁴ <http://www.svparkers.org/VOC%20presentation%2009-17-09.pdf>, p. 4.

⁷⁵ *Alexander v. Sandoval*, 532 U.S. 275, 293 (2001).

⁷⁶ Significantly, all the emerging research has been done by uranium impacted communities along with their research partners. Neither federal nor state governments have initiated any of the studies that indicate the wide ranging adverse health effects associated with uranium mining and processing waste.

de traitement d'uranium est effectué relativement rapidement dans les communautés principalement non minoritaires, mais pas dans les communautés minoritaires, ce qui a des impacts significatifs sur la santé de ces dernières.⁷⁷ Bien que de larges zones contaminées par l'exploitation et le traitement de l'uranium depuis de longues années n'aient pas encore été assainies, le gouvernement américain et les gouvernements des États continuent d'autoriser de nouvelles exploitations minières d'uranium dans des zones impactées.⁷⁸ Les agences administratives américaines responsables de gérer les terres fédérales interprètent la loi générale de 1872 sur l'exploitation minière (General Mining Act of 1872),⁷⁹ comme une interdiction générale de s'immiscer dans les activités du secteur minier.⁸⁰ L'application, par les États-Unis, des lois régissant l'exploitation minière et le traitement de l'uranium a causé et continue d'avoir des impacts médicaux et environnementaux négatifs disparates sur les minorités raciales et ethniques.

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 2(1), 2(1)(a), 5(a), 5(e)(iv) et 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain mentionne les problèmes d'accès égal à la justice⁸¹ mais il ne fait pas état de l'incapacité des communautés minoritaires à faire appliquer les garanties apportés par les droits civiques en fonction d'effets ou d'impacts disparates ou dans le contexte de l'application des lois sur la santé environnementale. Le gouvernement américain évoque les mesures qu'il a pris pour renforcer l'accès aux services de santé, qui représentent celui une réponse aux disparités dans le domaine de la santé,⁸² mais il ne mentionne aucunes mesures pour s'attaquer au problème de la ségrégation des minorités raciales et des familles à bas revenus dans les quartiers où les taux de concentration de polluants industriels sont les plus élevés.

Le gouvernement américain parle de la discrimination en rapport au droit à la santé étant donné qu'il s'agit d'un enjeu de justice environnementale,⁸³ mais il ne dit pas que les efforts qu'il a déployés ont permis d'éliminer les impacts environnementaux disparates affectant une quelconque communauté minoritaire en termes d'autorisations, de contrôles et de définition des règles. Il cite le Plan EJ 2014 comme une mesure positive pour répondre au racisme environnemental.⁸⁴ Cependant, le Plan EJ 2014 est uniquement une « feuille de route » pour réintégrer la justice environnementale dans les programmes environnementaux nationaux, et il n'a produit aucun progrès concrets. En fait, l'EPA, les autres agences administratives fédérales et les gouvernements des États et locaux continuent de marginaliser les communautés de couleur concernant la définition des règles et l'octroi des autorisations. Le gouvernement américain n'apporte aucune solution au problème de l'accès disparate à l'eau

⁷⁷ For details, see Multicultural Alliance for a Safe Environment & New Mexico Environmental Law Center: *Response to the Periodic Report of the United States of America to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination*, at 4.

⁷⁸ <http://www.wise-uranium.org/upusanm.html#CHURCHR>.

⁷⁹ General Mining Act of 1872, 30 U.S.C. §§ 22 *et. seq.*

⁸⁰ See, e.g., United States Department of Agriculture, *Draft Environmental Impact Statement for Roca Honda Mine* at p. 356 (Feb. 2013) (noting that General Mining Law of 1872 eclipses the Religious Freedom Restoration Act ("RFRA") and that RFRA only applies to Federal, not state, actions, citing *City of Boerne v. Flores*, 521 U.S. 507 (1997)).

http://a123.g.akamai.net/7/123/11558/abc123/forestservic.download.akamai.com/11558/www/nepa/31880_FSPLT2_383483.pdf.

⁸¹ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 59-86 (13 June, 2013).

⁸² *Id.*, at ¶ 137.

⁸³ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 144 (13 June, 2013).

⁸⁴ *Id.*

potable ni aux impacts disparates des activités d'extraction de ressources naturelles sur la qualité de l'eau dans les communautés minoritaires.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Multicultural Alliance for a Safe Environment et New Mexico Environmental Law Center : *Response to the Periodic Report of the United States of America to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination*

SouthWest Organizing Project et New Mexico Environmental Law Center : *Response to the Periodic Report of the United States of America to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination*

* * * * *

Sécurité inégale dans le domaine de l'eau à Boston (Massachusetts)

À Boston, dans le Massachusetts, les habitants des communautés de couleur et des quartiers à bas revenus sont davantage susceptibles de recevoir des avis de coupure d'eau et de payer en retard leur facture d'eau mensuelle.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait travailler avec la société civile et les communautés directement impactées pour élaborer des directives à l'attention de l'ensemble des compagnies des eaux, afin de s'assurer que tous les résidents puissent jouir du droit humain à l'eau et à la salubrité.
2. Le gouvernement américain devrait mettre en place un mécanisme public de soumission de rapports grâce auquel il pourrait vérifier, avec les compagnies des eaux et la société civile, que le droit humain à l'eau est respecté, en portant une attention particulière aux différences et aux inégalités corrélées à la race, au niveau de revenus, à l'ethnicité, à l'origine nationale, au genre, à un éventuel handicap et à l'âge.

Fondement des recommandations ci-dessus :

À Boston, dans le Massachusetts, les habitants des communautés de couleur et des quartiers à bas revenus sont davantage susceptibles de recevoir des avis de coupure d'eau et de payer en retard leur facture d'eau mensuelle. La ville n'a mis en place aucun mécanisme officiel pour réduire les factures d'eau des personnes qui n'ont pas les moyens de les payer. Ni la ville, ni la Boston Water and Sewer Commission (BWSC), la compagnie des eaux locale, n'ont mis en place de mécanismes pour identifier et signaler les tendances en matière d'inégalité raciale en matière d'alimentation en eau. Il n'existe aucun mécanisme pour déterminer les impacts des augmentations du prix de l'eau sur les habitants à bas revenus et les communautés de couleur qu'il faut anticiper. Ces augmentations interviennent après des décennies d'augmentations des prix quasiment en continu et nettement supérieures à la

hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation. Le droit au logement exige de fournir une alimentation en eau et des services de salubrité publique adéquats.

Articles de la Convention concernés : 5, 5(e)(iii) et (iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le gouvernement américain reconnaît que « les minorités sont concentrées dans des zones ou des communautés dans lesquelles les conditions de vie et/ou les services sont inférieurs aux normes », ⁸⁵ mais il ne mentionne pas les coupures d'eau survenues dans la ville de Boston.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Massachusetts Global Action : *Sharp Inequalities in Water Security Across the City of Boston ; People-of-Color Communities Most Impacted*

* * * * *

Interdiction des avortements sélectifs et impact discriminatoire

Utilisant des argumentations à connotation raciale basées sur des affirmations empiriques inexactes concernant les communautés asiatiques-américaines, certaines législatures d'États américains ont promulgué une interdiction des avortements sélectifs, c'est-à-dire ceux réalisés en fonction du sexe du fœtus, ce qui est susceptible d'avoir des impacts négatifs sur l'accès des femmes asiatiques-américaines aux services de santé reproductive.

Recommandations: suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait publier une déclaration condamnant les interdictions d'avortement sélectif et les dénonçant comme des mesures discriminatoires et négatives pour les femmes asiatiques-américaines. Il devrait encourager les législatures des États à annuler de telles interdictions, et demander au Congrès américain de ne pas promulguer une interdiction des avortements sélectifs au niveau fédéral.

2. Le congrès des États-Unis devraient prendre des mesures décisives pour lutter contre les stéréotypes néfastes concernant les personnes d'origine asiatique qui se propagent dans les États américains à travers les interdictions d'avortement sélectif, y compris en affectant des fonds aux organisations travaillant pour contrer ces stéréotypes et en promulguant une résolution déclarant qu'il refuse de promulguer une interdiction de l'avortement sélectif en raison de l'impact discriminatoire qu'aurait une telle interdiction.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les législatures de plusieurs États américains ont envisagé d'adopter et/ou ont adopté des

⁸⁵ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 36 (13 June, 2013).

lois interdisant l'avortement sélectif,⁸⁶ les parlementaires présentant ces textes de loi ayant affirmé publiquement qu'il s'agit ou s'agissait de mettre fin à cette pratique chez les asiatiques-américains.⁸⁷ La réalité démontre qu'il n'existe aucun phénomène d'avortement sélectif dans les communautés asiatiques-américaines.⁸⁸ Ces lois pourraient limiter de manière disproportionnée l'accès des femmes asiatiques-américaines aux services de santé reproductive, car les professionnels de la médecine pourraient ainsi devoir refuser de s'occuper de femmes asiatiques-américaines étant donné que ces législations visent spécifiquement les femmes asiatiques-américaines, qui sont mentionnées comme une catégorie de population susceptible de chercher à réaliser des avortements sélectifs. En outre, ces lois stigmatisent les femmes asiatiques-américaines en leur imputant une préférence pernicieuse pour les garçons.

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 2(1)(a), (c) et (e), et 5(e)(iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne parle pas des interdictions d'avortement sélectif, et ne mentionne pas directement les disparités raciales affectant de façon permanente l'accès des femmes aux services de santé reproductive.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

International Human Rights Law Clinic at the University of Chicago Law School, National Asian Pacific American Women's Forum, Advancing New Standards in Reproductive Health : *Replacing Myths with Facts: Sex-Selective Abortion Laws in the United States*

* * * * *

Oppression dans les prisons californiennes en matière de santé reproductive

Les femmes incarcérées dans les prisons californiennes sont de manière disproportionnée des femmes de couleur victimes de nombreuses violations de leurs droits de santé reproductive, y compris lors de stérilisations involontaires, et elles n'ont reçu aucunes réparations adéquates.

Recommandations suggérées :

⁸⁶ For just a small number of many examples of this phenomena, see ARIZ. REV. STAT. § 13-3603.02 (2013); 720 ILL. COMP. STAT. § 510/6-8 (2013); KAN. STAT. § 65-6726 (2013); N.C. GEN. STAT. § 90-21.121 (2013); N.D. CENT. CODE § 14-02.1-04.1 (2013); OKLA. STAT. TIT. 63, § 1-731.2 (2013); 18 PA. CONS. STAT. § 3204 (2013); H.B. 1162, 89th Leg., Reg. Sess. (S.D. 2014) (enacted); United States Congress, see, e.g., Prenatal Nondiscrimination Act of 2013, H.R. 447 and S. 138, 113th Cong. (2013).

⁸⁷ Prenatal Nondiscrimination Act of 2013, H.R. 447, 113th Cong. § 2(a)(1)(F) (2013); Molly Redden, *GOP Lawmaker: We Need to Ban Sex-Selective Abortions Because of Asian Immigrants—Supporters of a South Dakota Bill Say Asian Americans Don't Value Girls as Much as Boys*, MOTHER JONES (Feb. 5, 2014), <http://www.motherjones.com/politics/2014/02/south-dakota-stace-nelson-ban-sex-based-abortions-because-asian-immigrants> (quoting House Judiciary Committee, South Dakota Public Broadcasting, available at <http://sdpb.sd.gov/SDPBpodcast/2014/hju19.mp3>).

⁸⁸ See International Human Rights Clinic at the University of Chicago Law School, National Asian Pacific American Women's Forum & Advancing New Standards in Reproductive Health, *Replacing Myths with Facts: Sex-Selective Abortion Laws in the United States* 15–18 (May 2014), available at <https://ihrclinic.uchicago.edu/page/replacing-myths-facts-sex-selective-abortion-laws-united-states>.

1. Le gouvernement américain devrait agir pour imposer un moratoire sur l'augmentation du nombre de prisons et de lieux de détention.
2. L'État de Californie devrait contacter toutes les personnes stérilisées par voie chirurgicale, et en particulier celles stérilisées par ligature des trompes, ainsi que reconnaître les abus de stérilisation documentés et s'en excuser. Il devrait fournir des soins de santé médicale et mentale de suivi par le biais d'un prestataire choisi par la personne incarcérée stérilisée, et fournir une compensation monétaire ainsi que d'autres mesures compensatoires selon ce que demandent les survivantes.
3. L'État de Californie devrait réaliser une étude sur les opérations chirurgicales réalisées dans les prisons de femmes californiennes ayant entraîné ou qui étaient susceptibles d'entraîner une stérilisation, et ce à partir au minimum de 1997.⁸⁹ Ces opérations couvrent les ligatures des trompes, les hystérectomies, les ovariectomies et tous autres moyens utilisés pour rendre une personne incapable de se reproduire de manière permanente.
4. Le gouvernement américain doit s'assurer que toute personne incarcérée puisse bénéficier de soins médicaux à l'extérieur de la prison de la part de professionnels de la médecine qui respectent leurs patients et ne sont aucunement affiliés à des administrations carcérales. En matière de soins non-urgents, toute personne incarcérée devrait pouvoir bénéficier de soins fournis par des administrations de santé publique locales, ainsi que d'un accès en temps voulu et permanent à de tels centres médicaux. Le système du co-paiement pour toutes les visites médicales devrait être éliminé, tel que proposé par l'Audit de l'État de Californie.⁹⁰
5. Les parlementaires californiens devraient soutenir les stratégies de désincarcération proposées par l'organisation Californians United for a Responsible Budget, qui, en partie, propose que soit promulguées des lois de condamnation imposant la libération conditionnelle plutôt que l'incarcération, que soit abolie la réincarcération en tant que sanction en cas de violation technique d'une libération conditionnelle, et que soit fournie une assistance aux politiques et programmes destinés à faciliter le processus de réinsertion.⁹¹

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les personnes de couleur, y compris les femmes de couleur, ont davantage de chances de faire de la prison et d'y être abusées.⁹² Les femmes incarcérées en Californie ont été victimes de nombreuses violations de leurs droits de santé reproductive, y compris en raison de la stérilisation involontaire pratiquée pendant les accouchements, de soins médicaux inférieurs aux normes, du risque accru de mortalité maternelle, et du maintien des menottes pendant les accouchements. Suite à une demande déposée par l'organisation Justice Now et le groupe

⁸⁹ Data from the Office of the Federal Receiver listed hundreds of tubal ligation and other sterilization procedures dating back to 1997. Surgeries prior to 2005 have yet to be investigated by the California State Auditor. DATA MANAGEMENT UNIT, CALIFORNIA CORRECTIONAL HEALTH CARE SERVICES, A HIDPSB REPORT: TUBAL LIGATIONS BY CONTRACTOR/PROVIDER (MAY 3, 2013); DATA MANAGEMENT UNIT, CALIFORNIA CORRECTIONAL HEALTH CARE SERVICES, A HIDPSB REPORT: SUMMARY OF FEMALE PROCEDURES BY CPT CODE (AUGUST 28, 2013)

⁹⁰ See CAL. DEP'T. OF CORR. & REHAB., INMATE MEDICAL SERVICES PROGRAM POLICIES AND PROCEDURES VOL. 1, CH. 10, P.1 (2002); CAL. DEP'T. OF CORR. & REHAB., PREGNANT INMATE CARE AND BIRTH OF CHILDREN VOL. 4, CH. 24 (2006).

⁹¹ The full list of strategies suggested by CURB is found in "50 Ways to Reduce the Number of People in Prison in California." <http://curbprisonspending.org/wp-content/uploads/2010/05/50waysCurb.pdf>

⁹² Meda Chesney-Lind & Lisa Pasko, THE FEMALE OFFENDER: GIRLS, WOMEN, AND CRIME 155-56 (Sage Publications 2003) (1997) ("[T]he surge in women's imprisonment has disproportionately hit women of color in the United States...[M]uch of this increase can be laid at the door of the war on drugs, which many now believe has become a war on women, particularly on women of color").

des femmes parlementaires de Californie, l'auditeur de l'État de Californie a mené une investigation dont les conclusions révèlent qu'entre 2005 et 2013, 144 opérations de ligature des trompes ont été réalisées dans le but exclusif de stériliser de manière permanente des personnes incarcérées, y compris de nombreux cas dans lesquels la personne concernée n'a jamais donné son consentement éclairé à une telle intervention. De manière disproportionnée, les survivantes sont des personnes de couleur. Depuis 2004, l'organisation Justice Now a également révélé plus de 30 cas de femmes, qui étaient de façon prédominante noires, latinos ou indigentes et des personnes transgenres, ayant subi des hystérectomies et des ovariectomies dans des circonstances hautement douteuses ou clairement abusives, y compris en raison de diagnostics médicaux erronés, et ce à l'insu de la personne incarcérée ou sans son consentement éclairé, et/ou ayant été opérées comme forme de réponse initiale à des problèmes pour lesquels des remèdes considérablement moins invasifs existent. Étant donné que la présence d'environnement punitif constitue un aspect fondamental de la prison, la manière la plus effective de fournir des traitements médicaux humanisés et de confronter le problème de la destruction des familles de couleur consiste à traiter ces personnes hors du système carcéral.

Articles de la Convention concernés : 5(a) et (b), et 5(e)(iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

En réponse au paragraphe 20 des Observations de conclusion de 2008 du Comité, le gouvernement américain cite la loi sur les peines (Fair Sentencing Act, FSA),⁹³ ainsi que l'étude réalisée par l'organisation The Sentencing Project, qui montre que « les disparités au sein de la population carcérale pourraient être en train de diminuer ».⁹⁴ Ces observations ne répondent pas de manière adéquate à la question du droit humain à la famille. Bien que la loi FSA représente un pas dans la bonne direction en matière d'élimination des disparités, elle ne résout pas le problème des inégalités de peine en rapport au crack et à la cocaïne, ce qui explique pourquoi les Afro-Américains restent victimes de peines plus lourdes. Le rapport de The Sentencing Project indique clairement que les disparités raciales/ethniques restent substantielles en matière d'incarcération aux États-Unis. En outre, comme l'indique le rapport que The Sentencing Project a soumis à ce Comité,⁹⁵ une telle baisse des disparités raciales concerne essentiellement les femmes, et elle résulte de façon significative du fait que davantage de femmes blanches sont condamnées à la prison et non de mesures gouvernementales visant à réduire les disparités actuelles.⁹⁶ Les disparités raciales et ethniques entre femmes restent très répandues.⁹⁷

En réponse au paragraphe 33 des Observations de conclusion du Comité, le rapport du gouvernement américain indique que « les États-Unis reconnaissent que davantage pourrait être fait pour renforcer l'accès des femmes à la santé, réduire les grossesses non désirées et

⁹³ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 66 (13 June, 2013).

⁹⁴ *Id.*, at ¶ 68.

⁹⁵ Sentencing Project, Correctional Association of New York, Drug Policy Alliance, Grassroots Leadership, Justice Strategies, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), National Law Center on Homelessness & Poverty, New Jim Crow Action Group – Atlanta, Southern Center for Human Rights: *Shadow Report of the Sentencing Project to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination*

⁹⁶ MARC MAUER, THE SENTENCING PROJECT, THE CHANGING RACIAL DYNAMICS OF WOMEN'S INCARCERATION (2013) *available at* http://sentencingproject.org/doc/publications/rd_Changing%20Racial%20Dynamics%202013.pdf.

⁹⁷ *Id.*

soutenir la santé maternelle et infantile », ⁹⁸ mais il ne mentionne jamais l'oppression permanente dont les femmes incarcérées sont victimes dans le domaine reproductif.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Justice Now : *Reproductive Health Oppression in California Women's Prisons*

* * * * *

Discriminations raciales et sexistes dans le domaine de la santé

Les statistiques sur les femmes de couleur montrent que celles-ci sont en moins bonne santé que les femmes blanches, et notamment qu'elles sont affectées par des taux de mortalité maternelle très supérieurs en raison de leur manque d'accès à des soins abordables, de la discrimination existante dans les centres de soins et des lois interdisant la prise en charge par l'État des soins de santé de certaines populations immigrantes, entre autres facteurs.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait prendre des mesures proactives pour **éliminer les disparités raciales dans le domaine de la santé reproductive et sexuelle, et particulièrement dans le domaine de la mortalité infantile**, en : (1) augmentant la couverture des femmes à bas revenus vivant dans des États ayant décliné l'expansion de Medicaid ; (2) renforçant l'accès à un éventail complet de services de contraception abordables qui aident les femmes à planifier des grossesses normales ; (3) s'attaquant au problème des stéréotypes raciaux et sexistes qui favorisent la stigmatisation, limitent la capacité des femmes de couleur à solliciter et à recevoir des services et des informations de **santé reproductive et sexuelle, et réduisent le degré de contrôle des femmes sur leurs décisions de reproduction** ; (4) renforçant la qualité des services de santé maternelle ainsi que l'accès à ces services pour les femmes qui dépendent du système de santé publique, y compris les soins prénatals et postnatals ; et (5) promulguant une législation sur le congé parental rémunéré afin de garantir que femmes et enfants bénéficient des meilleures conditions de santé et de bien-être possibles.
2. Le gouvernement américain devrait améliorer les mécanismes de contrôle et de responsabilité concernant la mortalité maternelle évitable en standardisant la collecte de données sur les décès maternels dans tous les États, et en veillant à ce que tous les organes publics de veille sur la mortalité maternelle disposent des moyens et des capacités leur permettant de répondre au problème systémique des soins et d'apporter des remèdes significatifs aux femmes et à leurs familles.
3. Le gouvernement américain devrait éliminer les politiques discriminatoires limitant l'accès des femmes immigrantes aux assurances médicales en raison de leur nationalité, y compris annuler par voie législative la période d'attente de cinq ans imposée aux immigrants habilités à bénéficier de Medicaid, ainsi que l'interdiction de participation des immigrants sans-papiers

⁹⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 196 (13 June, 2013).

aux plates-formes d'échange d'assurance maladie mises en place par Obamacare (Affordable Care Act).

Fondement des recommandations ci-dessus :

La mortalité maternelle est une crise de droits de l'Homme aux États-Unis alimentée par les disparités raciales. Globalement, le taux de mortalité maternelle aux États-Unis a augmenté de manière significative depuis le dernier recensement effectué par le Comité.⁹⁹ Cette tendance doit être interprétée dans le contexte des disparités raciales et économiques existantes. Au cours des quarante dernières années, les femmes noires sont mortes lors d'un accouchement à un taux trois à quatre fois supérieur à celui des femmes blanches.¹⁰⁰ La pauvreté et l'absence d'assurance maladie constituent également des facteurs significatifs de disparité.¹⁰¹ En raison de leur accès limité à la médecine en général, les femmes noires, et particulièrement les femmes noires vivant dans ces États du Sud ayant choisi de ne pas élargir Medicaid en vertu de la loi Affordable Care Act, ont plus de chances de souffrir du diabète, de l'obésité et d'hypertension, ce qui les expose à un risque de santé maternelle accru. La discrimination dans le système de santé et la piètre qualité des services fournis aux personnes demandant des soins dans les hôpitaux publics contribuent à une mortalité maternelle supérieure chez les femmes noires et entraîne de grandes disparités en ce qui concerne d'autres indicateurs de santé reproductive, y compris les grossesses non désirées, les avortements et les infections sexuellement transmissibles (dont le VIH et le cancer du col de l'utérus).

En dépit de cette crise qui empire, le gouvernement américain n'a pas inclus d'informations sur les disparités en matière de mortalité maternelle dans son rapport périodique au Comité. La collecte de données sur la mortalité maternelle ne constitue pas une priorité dans les rapports américains sur les disparités dans le domaine de la santé, et elle n'est pas standardisée entre les différents États du pays. Pour cette raison, les causes de décès maternel et les interventions qui permettraient de répondre à ces disparités ne sont pas adéquatement comprises. Dans 29 des 50 États américains, il n'existe aucune mesure vérifiable permettant de fournir des recommandations et des remèdes systématiques aux victimes.

Pour les autres femmes de couleur, y compris un grand nombre de femmes immigrantes, la

⁹⁹ World Health Organization (WHO), et al., *Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2013*, 43 (2014), http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/112682/2/9789241507226_eng.pdf?ua=1 [hereinafter WHO, *Trends in Maternal Mortality*]. See also Nicholas Kassebaum et al., *Global, Regional, and National Levels and Causes of Maternal Mortality During 1990–2013: A Systematic Analysis for the Global Burden of Disease Study 2013*, *The Lancet* (May 2, 2014), [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)60696-6](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(14)60696-6) (showing the U.S. MMR rate at 18.5 per 100,000 live births relying on a different data set, but showing a similar level of increase as the WHO study on maternal mortality trends).

¹⁰⁰ Centers for Disease Control and Prevention (CDC), *Pregnancy Mortality Surveillance System*, <http://www.cdc.gov/reproductivehealth/MaternalInfantHealth/PMSS.html> (last updated Mar. 3, 2014) [hereinafter CDC, PMSS] (noting that from 2006–2009, the pregnancy-related mortality ratios for White and Black women in the U.S. were 11.7 compared to 35.6 deaths per 100,000 live births, respectively); see also *Deadly Delivery*, *supra* note 16, at 6.

¹⁰¹ Nat'l Women's Law Ctr., *Poverty Rates by State, 2012* (Sept. 2013), http://www.nwlc.org/sites/default/files/pdfs/final_compiled_state_poverty_table_2012.pdf. Of the women living in poverty in the U.S. in 2012, 25.1% were African American and 24.8% were Hispanic; Farah Ahmad & Sarah Iverson, *The State of Women of Color in the United States*, Ctr. for Am. Progress, 12 (Oct. 2013), <http://www.americanprogress.org/wp-content/uploads/2013/10/StateOfWomenColor-1.pdf>. The poverty rates of White, non-Hispanic women compared to Latina and African American women were 10.8%, 27.9%, and 28.6%, respectively; Kaiser Family Foundation (KFF), *Uninsured Estimates of the Total Population, American Community Survey (ACS)* (2012), <http://kff.org/uninsured/state-indicator/total-population-2/#map>; Jessica Stevens et al., *Health Coverage and Care in the South in 2014 and Beyond* (Apr. 24, 2014), <http://kaiserfamilyfoundation.files.wordpress.com/2014/04/8577-health-coverage-and-care-in-the-southin-2014-and-beyond1.pdf>; U.S. Dept. Health & Human Servs., *National Healthcare Disparities Report 2012* (May 2013), <http://www.ahrq.gov/research/findings/nhqrdr/nhqr12/2012nhqr.pdf>.

couverture santé est le principal obstacle à l'accès aux services de santé et le principal facteur de disparité dans ce domaine. Bien que le gouvernement fédéral ait promulgué la loi Affordable Care Act (ACA) en 2010 dans le but d'élargir la couverture de l'assurance maladie et de répondre aux disparités dans le domaine de la santé, la Cour suprême des États-Unis a abrogé une disposition de cette loi imposant aux États de participer à l'expansion de Medicaid afin de couvrir les personnes non assurées à bas revenus qui n'ont pas les moyens de se payer une assurance privée. En juin 2014, un état des lieux a révélé que les législatures de 19 États ayant des objections idéologiques à la loi ACA ont décliné de participer au programme d'élargissement de Medicaid.¹⁰² Parmi les États n'ayant pas élargi le programme Medicaid figurent un grand nombre des États les plus pauvres du pays,¹⁰³ y compris des États du sud où les pourcentages de personnes de couleur vivant dans la pauvreté sont extrêmement élevés.¹⁰⁴ Le fait qu'un grand nombre d'États envisagent d'adopter ou ont adopté des lois restreignant sévèrement les droits sur l'avortement et l'accès à la contraception réduit également l'accès à la santé reproductive pour les femmes, y compris les femmes de couleur.¹⁰⁵

La politique américaine est discriminatoire vis-à-vis des personnes qui ne sont pas de nationalité américaine en termes d'accès à la médecine, en excluant de larges catégories d'immigrants de l'accès à l'assurance maladie publique. La loi ACA impose aux personnes qui ne sont pas de nationalité américaine mais qui sont légalement sur le territoire d'attendre cinq ans avant de pouvoir s'inscrire à Medicaid (mais notez que certains États n'autorisent pas les immigrants illégaux à s'y inscrire, même après cette longue période d'attente). Les immigrants sans-permis de séjour n'ont absolument aucun accès à Medicaid et ne sont pas autorisés à acheter des assurances privées sur les nouvelles plates-formes d'assurances médicales, même avec leur propre argent.

Articles de la Convention concernés : 2, 5(e)(iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Les informations figurant dans le rapport américain sur les assurances médicales sont incomplètes car elles ne mentionnent pas le fait qu'un nombre des États les plus pauvres des États-Unis ne finance pas le programme d'élargissement de Medicaid en vertu de la loi ACA. Le rapport américain ne mentionne pas non plus l'écart de traitement existant entre citoyens et non citoyens américains prévus par la loi ACA en matière d'accès à des assurances médicales et à des services. Bien que le gouvernement fasse allusion à la couverture élargie concédée aux Latinos en vertu de la loi ACA, environ 6,5 millions de Latinos pourtant en droit d'en bénéficier en raison de leur bas revenus seront exclus uniquement en raison de leur statut d'immigrant aux États-Unis.¹⁰⁶ Le rapport ne mentionne pas non plus l'absence de mécanismes effectifs pour faire appliquer l'obligation du gouvernement américain aux termes

¹⁰² U.S. Census Bureau, *Population Estimates, State Totals: Vintage 2013, Annual Estimates of the Resident Population for the United States, Regions, States, and Puerto Rico: April 1, 2010 to July 1, 2013* (2013), <http://www.census.gov/popest/data/state/totals/2013/index.html>.

¹⁰³ Alemayehu Bishaw, *Poverty: 2000 to 2012, American Community Survey Briefs*, U.S. Census Bureau (Sept. 2013), <https://www.census.gov/prod/2013pubs/acsbr12-01.pdf>; KFF, *Status of State Action on the Medicaid Expansion Decision, as of March 26, 2014* (2014), <http://kff.org/health-reform/state-indicator/state-activity-aroundexpanding-medicaid-under-the-affordable-care-act/#note-2>.

¹⁰⁴ See Poverty USA, U.S. Poverty Map (2011), <http://www.povertyusa.org/the-state-of-poverty/poverty-map-state/> (last visited May 30, 2014).

¹⁰⁵ Ann Fagan Ginger, Meiklejohn Civil Rights Institute: *Report on Abortion*

¹⁰⁶ KFF, *Health Coverage for the Hispanic Population Today and Under the Affordable Care Act*, 4 (Apr. 2013), <http://kaiserfamilyfoundation.files.wordpress.com/2013/04/84321.pdf>.

de la Convention de mettre un terme à la discrimination d'un impact disparate dans de nombreux domaines, y compris dans celui de la santé, particulièrement depuis le jugement de la Cour suprême des États-Unis en 2001, *Alexander c. Sandoval*¹⁰⁷, qui limite la capacité des particuliers à engager des poursuites pour discrimination d'un impact disparate en vertu de la loi sur les droits civiques (U.S. Civil Rights Act).

Le rapport américain admet que davantage pourrait être fait pour renforcer l'accès des femmes à la santé, réduire les grossesses non désirées et soutenir la santé maternelle et infantile¹⁰⁸. Cependant, il omet de fournir des données spécifiques sur ces disparités dans le domaine des services de santé sexuelle et reproductive, d'expliquer de manière détaillée pourquoi il n'est pas parvenu à atteindre de tels objectifs ou de proposer un plan d'action. Les données sur des indicateurs clé de la santé des femmes, y compris la mortalité maternelle, les taux de grossesses non désirées, les taux d'avortement et les statistiques de santé non liés à des grossesses, comme celles dans le domaine du cancer du col de l'utérus, sont également absentes du rapport américain.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Center for Reproductive Rights, National Latina Institute for Reproductive Health, et SisterSong Women of Color Reproductive Justice Collective : *Reproductive Injustice: Racial and Gender Discrimination in U.S. Health Care*

Ann Fagan Ginger, Meiklejohn Civil Rights Institute : *Report on Abortion*

* * * * *

VIH : criminalisation, pauvreté et absence d'accès à la médecine

Les taux d'infection par le VIH persistent dans les communautés de couleur, particulièrement au sein des communautés LGBT, en raison de la criminalisation, des taux de pauvreté et de chômage disparates persistants, et d'une absence d'accès à des services de santé abordables.

Recommandations prioritaires :

1. Le gouvernement américain devrait mandater l'abrogation systématique de toutes les lois de criminalisation du VIH et/ou la modernisation de la loi ACA, afin de refléter avec précision les informations médicales et scientifiques les plus récentes sur les voies de transmission, les risques et les conséquences du VIH. Ceci inclut l'adoption de la loi sur l'abrogation des politiques qui encouragent et permettent la discrimination sur la base du VIH dans le domaine juridique (Repeal Existing Policies that Encourage and Allow Legal HIV Discrimination (REPEAL) Act), une législation présentement examinée par le Congrès américain (H.R. 1843/S.1790) et qui, si elle est adoptée, constituerait une première étape

¹⁰⁷ *Alexander v. Sandoval*, 532 U.S. 275, 293 (2001).

¹⁰⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 196 (13 June, 2013).

essentielle pour répondre aux problèmes des lois injustes de criminalisation du VIH.

2. Il faut immédiatement procéder à l'élargissement du programme Medicaid dans tous les États-Unis afin de soulager les non assurés et d'éliminer l'absence d'accès à des services de santé à laquelle sont confrontées les communautés de couleur et les personnes vivant avec le VIH, et afin de réduire les disparités raciales dans l'ensemble des domaines de soins liés au VIH. Le gouvernement américain devrait également développer des mécanismes permettant de mesurer les progrès réalisés en matière de réduction à la fois des disparités raciales dans le domaine de la santé et des problèmes d'accès aux services de santé dans le contexte de la mise en route et de la mise en œuvre de la loi ACA.

3. Le gouvernement américain devrait appuyer l'intégration, au sein du système de santé national, de cadres et de pratiques médicaux basés sur une connaissance de l'histoire des patients afin de répondre au problème des traumatismes intériorisés au sein des communautés de couleur résultant de leurs expériences de victimes du racisme, du sexisme, de la pauvreté, de l'homophobie, de la transphobie, de la stigmatisation, de la discrimination, de la criminalisation, des incarcérations et/ou de violences, et ce dans les différents domaines de soins concernés.

4. Le gouvernement américain devrait soutenir le développement d'un plan opérationnel robuste et effectif à travers une nouvelle itération de la Stratégie nationale pour le VIH/SIDA (National HIV/AIDS Strategy) qui, à la fois, se concentre sur les facteurs sociaux ayant un impact dans le contexte de l'épidémie du VIH aux États-Unis et comprend des objectifs considérablement plus ambitieux. Le gouvernement devrait également adopter le Programme de développement de l'après 2015 en cours de rédaction par l'ONUSIDA, qui appelle à des réductions de 90 % des taux de nouvelles infections, de discrimination et de décès d'ici 2030.

5. Le gouvernement américain devrait fournir une assistance et des ressources fédérales spécifiques pour s'assurer que les établissements de santé aux États-Unis sont compétents concernant les enjeux spécifiques aux personnes transgenres, et pour que les personnes transgenres soient mieux incluses au sein de la société ; mettre en place un système de collecte de données solide, non stigmatisant et précis sur les personnes transgenres à l'aide du Sondage national sur la santé comportementale (National Behavioral Health Survey, NHBS) ; et, à titre de stratégie de prévention puissante, mettre en œuvre des politiques spécifiques aux personnes transgenres afin de renforcer leur accès aux services de santé et aux opportunités/protections professionnelles existantes, particulièrement au bénéfice des femmes transgenres.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les Noirs ne représentent qu'environ 12 % de la population américaine, mais ils représentaient environ 40 % des nouvelles infections par le VIH en 2010.¹⁰⁹ Cette même année, le taux de nouvelles infections par le VIH des hommes latinos était 2,9 fois supérieur à celui des hommes blancs, et le taux de nouvelles infections des femmes latinos était 4,2 fois

¹⁰⁹ CDC. *HIV among African Americans*. (February 2014). Available at: <http://www.cdc.gov/nchhstp/newsroom/docs/CDC-HIV-AA-508.pdf>

supérieur à celui des femmes blanches.¹¹⁰ À la demande insistante des organisations militantes dans le domaine du SIDA aux États-Unis, le gouvernement américain a mis en œuvre une Stratégie nationale VIH/SIDA (National HIV/AIDS Strategy, NHAS) en 2010, qui fixe des objectifs à cinq ans pour réduire le taux de nouvelles infections, renforcer l'accès aux services de santé et réduire les disparités en termes de santé effective des personnes. Malheureusement, ces objectifs sont loins d'être atteints, les raisons clé étant la criminalisation des populations vulnérables et des personnes vivant avec le VIH, la pauvreté et le chômage, ainsi que l'absence d'accès à des services de santé.

La discrimination basée sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle joue également un rôle, entraînant des taux d'infection par le VIH disproportionnés chez les hommes noirs et les femmes noires transgenres.¹¹¹ Concernant les impacts de la criminalisation, les communautés LGBT de couleur, particulièrement les femmes de couleur et les jeunes transgenres, sont systématiquement perçus comme des personnes travaillant dans l'industrie du sexe et commettant d'autres crimes sexuels.¹¹² Dans un tel contexte, le simple fait d'avoir sur soi des préservatifs masculins est utilisé comme preuve de prostitution (ce qui conduit à la confiscation et à la criminalisation des préservatifs masculins).¹¹³ Trente-deux États américains criminalisent l'exposition au VIH et sa transmission.¹¹⁴ Un grand nombre de ces lois criminalisent l'exposition au VIH par le biais d'une morsure et d'un crachat – des « voies de transmission » dont il est avéré qu'elles constituent un risque négligeable de transmission.¹¹⁵ De manière disproportionnée, les personnes de couleur sont accusées de ces crimes.¹¹⁶

De manière croissante, le VIH est considéré comme une maladie associée à la pauvreté. Selon le Center for Disease Control (CDC) aux États-Unis, la pauvreté « est susceptible de limiter l'accès aux services de santé, aux tests de dépistage du VIH et aux médicaments permettant de réduire le niveau de VIH dans le sang et de contribuer à prévenir la transmission. De plus, ceux n'ayant pas les moyens de financer leurs besoins les plus élémentaires de la vie courante pourraient se retrouver dans des situations où le risque de contracter le VIH est accru ». ¹¹⁷ En dépit des progrès réalisés pour élargir l'accès aux services de santé grâce à la loi ACA, la mise en œuvre incomplète et inégale de cette loi continue de limiter cet accès, particulièrement dans les États ayant décidé de ne pas élargir le programme Medicaid. Les communautés de couleur et les personnes LGBT de couleur sont également victimes de discrimination dans le domaine de la santé, ce qui les décourage de se soigner et explique pourquoi elles sont souvent en moins bonne santé. Parmi les nombreux exemples de discrimination recensés, citons le refus catégorique de fournir des soins, la violence et le

¹¹⁰ CDC. *HIV among Hispanics/Latinos* (December 3, 2013). Available at: <http://www.cdc.gov/hiv/risk/raciaethnic/hispaniclatinos/index.html>

¹¹¹ CDC. *HIV Among African American Gay and Bisexual Men* (May 21, 2014). Available at: <http://www.cdc.gov/hiv/risk/raciaethnic/bmsm/facts/index.html>; CDC. *HIV and Young Men Who Have Sex with Men* (June 2012). Available at: http://www.cdc.gov/healthyyouth/sexualbehaviors/pdf/hiv_factsheet_ymsm.pdf; National Gay and Lesbian Taskforce. *Injustice at Every Turn: A Report of the National Transgender Discrimination Survey* (February 3, 2011). Available at: http://www.thetaskforce.org/downloads/reports/reports/ntds_full.pdf.

¹¹² *Supra* note 28

¹¹³ *Supra* note 28

¹¹⁴ Center for HIV Law and Policy. *Ending and Defending Against HIV Criminalization: State and Federal Laws and Prosecutions* (May 12, 2014). Available at: <http://www.hivlawandpolicy.org/resources/ending-and-defending-against-hiv-criminalization-state-and-federal-laws-and-prosecutions>

¹¹⁵ NAM Publications. *Non-sexual HIV exposure or transmission*. Aidsmap (2010). Available at: <http://www.aidsmap.com/Non-sexual-HIV-exposure-or-transmission/page/1444047/>

¹¹⁶ *Id.*

¹¹⁷ Centers for Disease Control. *Socioeconomic Factors Affecting HIV Risk* (June 25, 2013). Available at: <http://www.cdc.gov/nchhstp/newsroom/HIVFactSheets/Epidemic/Factors.htm>

harcèlement, les abus sexuels, la compétence des prestataires de soins concernant le VIH et l'inaccessibilité des assurances médicales.¹¹⁸

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 4, 5, 5(d)(i) & (iii), 5(e)(i) & (iii)-(v), 6, & 7

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain mentionne la publication, en 2011, du Plan d'action pour réduire les disparités raciales et ethniques dans le domaine de la santé (Action Plan to Reduce Racial and Ethnic Health Disparities) par le Département de la santé et des services humains (Department of Health and Human Services) ;¹¹⁹ et il annonce également la promulgation de la loi ACA.¹²⁰ Malheureusement, le fait qu'un certain nombre d'États aient refusé d'élargir le programme Medicaid en vertu de la loi ACA limite le potentiel de cette dernière à renforcer l'accès à la santé. Le rapport américain mentionne également la publication de la stratégie NHAS.¹²¹ Cependant, étant donné que la fin de la période cible de cette stratégie NHAS approche, il est certain que l'objectif visant à réduire les disparités raciales en matière de statistiques, de traitement et de soins ne sera pas atteint. La réponse du gouvernement américain ne prend pas en compte le fait que les taux d'infection élevés découlent en partie des politiques et des lois injustes et inégales qui renforcent le racisme, la stigmatisation, la criminalisation et la discrimination, ce qui limite l'accès à la médecine. En outre, dans son dernier rapport, le gouvernement américain n'apporte aucune réponse à la conclusion du Comité selon laquelle « les disparités croissantes en termes de taux d'infection par le VIH des femmes de communautés minoritaires (art. 5 (e) (iv)) »¹²².

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

AIDS Foundation of Chicago, Center for HIV Law and Policy, Counter Narrative Project, HIV Prevention Justice Alliance, National Working Positive Coalition, Positive Women's Network of the United States of America, Sero Project, Treatment Action Group, Women With a Vision : *HIV Criminalization, Poverty, and Health Care Access—United States' Violations of the International Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination*

* * * * *

Sur-médication des jeunes afro-américaines vivant dans une famille d'accueil

Les faits semblent indiquer que les filles afro-américaines vivant en famille d'accueil se voient sur-prescrire des médicaments psychotropes de manière disproportionnée, ceci ayant des effets pernicieux sur leur santé et sur leur vie.

¹¹⁸ *National Transgender Discrimination Survey Report on Health and Health Care*, (examining experiences of discrimination by transgender people in the US health system.)

¹¹⁹ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 140 (13 June, 2013).

¹²⁰ *Id.*, at ¶ 134.

¹²¹ *Id.*, at ¶ 201.

¹²² Committee on the Elimination of Racial Discrimination, *Concluding Observation: United States of America* ¶ 33 (72d Sess., 2008), U.N. Doc. CERD/C/USA/CO/6 (May 8, 2008). Available at: http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Countries.aspx?CountryCode=USA&Lang=EN.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait exiger du gouvernement fédéral et des gouvernements des États et locaux qu'ils collectent des données organisées selon la race et l'origine ethnique, et sous-divisées selon le genre et l'identité sexuelle au sein de chacune des catégories raciales et ethniques.
2. Le gouvernement américain devrait promulguer une législation à l'échelon fédéral, des États et local élargissant la supervision et le contrôle de l'utilisation de médicaments psychotropes par les enfants vivant en famille d'accueil, afin d'aller au-delà des agences de services sociaux et d'inclure, mais sans restrictions, les tribunaux, les académies scolaires, les systèmes de services aux juvéniles, etc.
3. Les agences fédérales, d'État et locales devraient être tenues de fournir des moyens financiers et non financiers pour recruter, embaucher et former spécifiquement des professionnels de la santé mentale capables de fournir des traitements sexospécifiques, culturellement adaptés et basés sur une bonne connaissance des antécédents médicaux du patient en tant que méthode plus humaine pour traiter les filles afro-américaines souffrant de problèmes mentaux et affectifs.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Alors que les cris d'alarme vont grandissants concernant l'utilisation excessive, par l'administration américaine, de médicaments psychotropes chez les enfants placés dans une famille d'accueil, un certain nombre de faits émergent indiquant que : les enfants vivant en famille d'accueil se voient prescrire des médicaments psychotropes à des taux neuf fois supérieurs à celui des autres enfants,¹²³ les enfants afro-américains en famille d'accueil sont diagnostiqués comme étant affectés par des taux de troubles d'humeur/psychotiques et comportementaux plus élevés, ce qui entraîne les prescription de médicaments antipsychotiques,¹²⁴ et, selon les diagnostics, les filles en famille d'accueil souffrent de taux de dépression plus élevés.¹²⁵ Ce domaine étant gravement sous-étudié, il n'existe aucunes informations détaillées sur les médicaments psychotropes prescrits aux jeunes afro-américaines vivant en famille d'accueil, mais divers témoignages démontrent qu'un tel excès

¹²³ Abdelmalek, Mark Dr., Adhikari, B., Koch, S., Diaz, J., and Weinraub, C. "New Studies Shows U.S. Government Fails to Oversee Treatment of Foster Children With Mind-Altering Drugs." November 30, 2011.

<http://abcnews.go.com/US/story-shows-foster-children-high-rates-prescription-psychiatric/story?id=15058380>; Government Accounting Office. Children's Mental Health. "Concerns Remain About Appropriate Services for Children in Medicaid And Foster Care." December 2012. <http://www.gao.gov/assets/660/650716.pdf>; Government Accounting Office. "Foster Children: HHS Guidance Could Help States Improve Oversight of Psychotropic Prescriptions." December 1, 2011. <http://www.gao.gov/products/GAO--12---270T>.

¹²⁴ "Mental Health Surveillance Among Children—United States- 2005-2011," Centers for Disease Control and Prevention, May 17, 2013 <http://www.cdc.gov/mmwr/preview/mmwrhtml/su6202a1.htm#Tab2>; Nauert, R., Ph.D., "Child's Mental Health Diagnosis Influenced by Ethnicity," May 20, 2008 <http://psychcentral.com/news/2008/05/20/childs-mental-health-diagnosis-influenced-by-ethnicity/2317.html>

¹²⁵ "Mental Health Surveillance Among Children—United States- 2005-2011," Centers for Disease Control and Prevention, May 17, 2013 <http://www.cdc.gov/mmwr/preview/mmwrhtml/su6202a1.htm#Tab2>; Nauert, R., Ph.D., "Child's Mental Health Diagnosis Influenced by Ethnicity," May 20, 2008 <http://psychcentral.com/news/2008/05/20/childs-mental-health-diagnosis-influenced-by-ethnicity/2317.html>

de ce type de sur-médication constitue un abus de droit de l'Homme.¹²⁶ Leurs effets secondaires et leurs effets à long terme peuvent être néfastes pour la santé et le bien-être.¹²⁷

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 2(1)(c), 5, 6, 7

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son rapport, le gouvernement américain n'indique pas qu'il a collecté des données désagrégées par âge, genre, race, origine ethnique ou nationale et handicap éventuel concernant les enfants vulnérables dans certaines catégories de la population, telles que celle des enfants vivant en famille d'accueil, afin de répondre aux disparités en termes de soins de santé affectant les personnes appartenant à des minorités raciales, ethniques ou nationales.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Stephanie S. Franklin, avocate, The Franklin Law Group : *African-American Girls in Foster Care & Psychotropic Medication : Her Right to Survival & Development, Bodily Integrity & Self-Determination*

* * * * *

Injustice environnementale dans l'Illinois

Les nombreuses communautés locales à travers l'Illinois qui sont menacées par les industries polluantes sont constituées de manière disproportionnée de personnes de couleur et de pauvres, et leur lutte pour obtenir des changements susceptibles de répondre à leurs besoins concernant ces industries et les politiques associées devient de plus en plus difficile.

Le problème :

Dans l'Illinois, les communautés à bas revenus et les communautés de couleur souffrent des effets disparates sur la santé et font l'expérience du racisme environnemental. Sur le rivage du Lac Michigan, la centrale électrique à charbon de Waukegan, l'une des plus anciennes du pays, est une source de pollution considérable contribuant à des niveaux élevés de maladie associées, ce qui affecte de manière disproportionnée la communauté minoritaire environnante. Dans le sud de l'Illinois, le peuple autochtone Shawnee est affecté par des pertes de terre et par la pollution de son air et de son eau en raison de l'exploitation de sa terre par la Peabody Coal Company. Dans le sud-est de Chicago, une communauté de couleur à bas revenus qui subit déjà les retombées environnementales de la très forte industrialisation de la région, souffre d'une autre répercussion de la pollution industrielle : le coke de pétrole (le « pétrocoke »), qui émane actuellement des raffineries pétrolières de la région. Dans le sud-ouest de Chicago, dans la communauté de Pilsen, lourdement affectée par les émissions nuisibles des fonderies et d'autres polluants environnementaux, l'instance d'appel en matière de zonage (Zoning Board of Appeals) a approuvé la mise en place d'un

¹²⁶ See, e.g., Stephanie S. Franklin, Esq., The Franklin Law Group: *African-American Girls in Foster Care & Psychotropic Medication: Her Right to Survival & Development, Bodily Integrity & Self-Determination* at 4-5.

¹²⁷ Breggin, Peter, MD, "The Psychiatric Drugging of America's Foster Children," May 28, 2014, Citizens Commission on Human Rights International, <http://www.cchrint.org/2014/05/29/psychiatric-drugging-of-americas-foster-children/>.

nouveau déchiqueteur de métaux dont le traitement des métaux lourds aggraverait la pollution dans la région et nuirait à la santé de ses habitants.

Articles de la Convention concernés : 5(b), 5(e)(iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son rapport, le gouvernement américain parle de la discrimination en rapport au droit à la santé étant donné qu'il s'agit d'un enjeu de justice environnementale,¹²⁸ mais il ne dit pas que les efforts qu'il a déployés ont permis d'éliminer les impacts environnementaux disparates affectant une quelconque communauté minoritaire en termes d'autorisations, de contrôles et de définition des règles. Il cite le Plan EJ 2014 comme une mesure positive pour répondre au racisme environnemental.¹²⁹ Cependant, le Plan EJ 2014 est uniquement une « feuille de route » pour réintégrer la justice environnementale dans les programmes environnementaux nationaux, et il n'a produit aucun progrès concrets.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Little Village Environmental Justice Organization : *2014 CERD Report—Environmental Justice Struggles in Illinois*

* * * * *

Raffinerie de pétrole de Chevron à Richmond (Californie)

La raffinerie de pétrole de Chevron à Richmond, en Californie, est une source de pollution dangereuse pour la communauté environnante, ce qui affecte de manière disproportionnée les personnes de couleur.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait garantir la sûreté et la protection des travailleurs et des communautés dans et autour des usines chimiques et des raffineries de pétrole, insister pour que Chevron et les autres entreprises mettent adéquatement à niveau leurs installations afin de prévenir les incendies et les explosions et réduisent leurs émissions à l'aide des technologies les plus avancées.
2. Le gouvernement américain devrait insister pour que Chevron et les autres entreprises fournissent des services de santé aux communautés affectées par la pollution créée par leurs usines et leurs raffineries.
3. Le gouvernement américain devrait proprement assainir les sites toxiques classifiés « site Super Fund », et fournir les fonds nécessaires pour que les agences chargées de la réglementation de ce secteur disposent du personnel suffisant pour superviser adéquatement toutes les usines et toutes les raffineries de pétrole.

¹²⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 144 (13 June, 2013).

¹²⁹ *Id.*

Fondement des recommandations ci-dessus :

La raffinerie de pétrole de Chevron est une source considérable de pollution toxique impactant gravement la santé de la communauté environnante, ce qui affecte les personnes de couleur de manière proportionnée. Le comté dans lequel cette raffinerie se situe affiche le taux d'asthmatiques le plus élevé dans cet État, et pourtant les graves violations des lois et des réglementations environnementales de la part de Chevron n'ont que des conséquences minimales pour cette entreprise.

Articles de la Convention concernés : 5(b), 5(e)(iv)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas les droits de l'Homme des communautés vivant à proximité d'une usine chimique et/ou d'une raffinerie de pétrole.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Victoria Sawicki, Meiklejohn Civil Liberties Institute : *Right to Life and Health in Communities of Color*

* * * * *

DROIT À UN TRAITEMENT ÉGAL DEVANT LES TRIBUNAUX ET L'ENSEMBLE DES INSTANCES ADMINISTRANT LA JUSTICE

Surveillance des communautés musulmanes et discriminations associées

La police de New York (New York Police Department, NYPD) cible les quartiers arabes, musulmans et sud-asiatiques pour mener des enquêtes policières, sans qu'il y ait pourtant le moindre soupçon de problème, ce tandis que les agents des forces de l'ordre fédérales utilisent des tactiques coercitives pour recruter des hommes musulmans afin qu'ils deviennent des sources d'information sur la vie des communautés arabes, musulmanes et sud-asiatiques à travers les États-Unis. Les musulmans sont également injustement ciblés à travers les États-Unis, y compris par le biais de législations fédérales discriminatoires.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait s'assurer que le NYPD met fin à son programme de surveillance des musulmans, qui est anticonstitutionnel et discriminatoire, et instruire le DOJ d'enquêter sur les pratiques du NYPD. En outre, il devrait s'assurer qu'aucune agence de forces de l'ordre fédérale, d'État ou locale ne cible les quartiers, entreprises, mosquées, écoles et organisations arabes, musulmanes et sud-asiatique à des fins de surveillance, de contrôle et

de collecte de renseignements en l'absence d'un quelconque indice d'acte fautif.

2. Le DOJ devrait réviser ses Directives concernant l'utilisation de la race par les agences des forces de l'ordre fédérales (Guidance Regarding the Use of Race by Federal Law Enforcement Agencies) afin de mettre fin au profilage racial en fonction de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle ou de l'origine nationale, et éliminer toute faille existante dans ces directives ouvrant la porte à toutes formes de profilage racial en rapport à la sécurité nationale et à la sécurité des frontières.

3. Le gouvernement américain devrait réviser les directives opérationnelles du Garde des Sceaux des États-Unis applicables au FBI afin (1) d'interdire aux forces de l'ordre d'effectuer des « évaluations », des enquêtes préliminaires et des enquêtes approfondies s'il n'existe aucun indice factuel d'acte fautif, (2) d'interdire le mappage racial et ethnique, et (3) d'interdire au FBI d'utiliser des indicateurs et des agents en civil dans le cadre de ses « évaluations » ou de ses enquêtes préliminaires.

4. Le gouvernement américain devrait investiguer l'usage de tactiques de pression illégales ou abusives par les forces de l'ordre pour recruter des indicateurs, et mettre en œuvre des mesures correctives appropriées, y compris en disciplinant les officiers de police en cas de faute professionnelle. En outre, il devrait veiller à ce que les agents des forces de l'ordre (1) n'utilisent jamais de menaces ou de formes d'intimidation dans leurs relations avec leurs indicateurs ou des indicateurs potentiels, et (2) ne fassent aucune promesse et ne menacent jamais quiconque concernant la Liste des passagers interdits de voler (No Fly List) dans le cadre de leurs relations avec leurs indicateurs ou des indicateurs potentiels.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Depuis au moins 2002, le NYPD mène un programme de surveillance qui cible, mappe et surveille les musulmans américains dans les communautés arabes et sud-asiatiques aux quatre coins de la ville de New York, dans le New Jersey et au-delà sur la base de leur religion sans qu'il y ait le moindre soupçon d'acte fautif.¹³⁰ Dans le cadre de ce programme de surveillance de grande envergure, le NYPD a passé au peigne fin plus de 250 mosquées et des centaines d'organisations d'étudiants et d'entreprises, ainsi que des centaines d'organisations communautaires musulmanes.¹³¹ En soumettant les musulmans à une surveillance de la part de la police qui est exclusivement réservée à cette communauté religieuse, ce programme stigmatise tous les musulmans et engendre un climat général de peur et de méfiance au sein des communautés musulmanes.¹³²

Depuis le 11 septembre 2001, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a renforcé son utilisation d'indicateurs. En 2008, le FBI a révélé avoir payé 15 000 indicateurs, un record dans l'histoire de cette organisation.¹³³ Le FBI cible les communautés arabes, musulmanes et

¹³⁰ The AP released a series of articles in 2011 and 2012 documenting the NYPD's surveillance program in detail. See AP's Probe into NYPD Intelligence Operations, ASSOCIATED PRESS, <http://www.ap.org/Index/AP-In-The-News/NYPD> (last visited 27 June 2014).

¹³¹ Eileen Sullivan, "NYPD Spied on City's Muslim Anti-Terror Partners," ASSOCIATED PRESS, 6 Oct. 2011, <http://www.ap.org/Content/AP-In-The-News/2011/NYPD-spied-on-citys-Muslim-anti-terror-partners>.

¹³² CLEAR, MACLC, & AALDEF, MAPPING MUSLIMS: NYPD SPYING AND ITS IMPACT ON AMERICAN MUSLIMS 12-15 (2013), available at <http://www.law.cuny.edu/academics/clinics/immigration/clear/Mapping-Muslims.pdf>.

¹³³ See "Terror Probes have FBI's Informant Numbers Soaring," NPR, 21 Aug. 2011, <http://www.npr.org/2011/08/21/139836377/the-surge-in-fbi-informants?sc=emaf>; TREVOR AARONSON, THE TERROR FACTORY: INSIDE THE FBI'S MANUFACTURED WAR ON TERRORISM 112 (2013).

sud-asiatiques à des fins de surveillance et d'investigation par des indicateurs.¹³⁴ Le FBI demande fréquemment à ces indicateurs de surveiller ce qui se passe au sein de leur communauté, sans qu'il y ait pourtant le moindre indice raisonnable d'activité criminelle, une pratique validée par les directives du FBI.¹³⁵ Bien que ce dernier prétende que ses agents ne sont pas autorisés à user de menaces ou de formes de coercition pour recruter des indicateurs,¹³⁶ les directives du Garde des Sceaux américain concernant l'utilisation d'indicateurs confidentiels n'interdit pas explicitement cette pratique.¹³⁷ Un grand nombre d'indicateurs ont rapporté comment des agents du FBI les avait menacés d'accusations de terrorisme sans fondement, ou de déportation, afin de les obliger à devenir des indicateurs, ou comment ils avaient été poursuivis en justice en représailles après avoir refusé de devenir un indicateur du FBI.¹³⁸ De plus, le FBI menace de placer des personnes sur la liste secrète des passagers interdits de vol (No Fly List) du gouvernement fédéral lorsque celles-ci refusent d'être des indicateurs, une tactique particulièrement coercitive étant donné qu'il n'existe aucune procédure effective transparente pour être retiré de cette liste.¹³⁹

Le sentiment antimusulman a également joué un rôle important en rapport à la promotion de législations antimusulmanes. En 2012, deux lois de ré-autorisation (Reauthorization Acts) du Département de la Sécurité du territoire (U.S. Department of Homeland Security, DHS) contenaient des dispositions focalisées sur les musulmans aux États-Unis afin que ceux-ci soient soumis à une surveillance accrue en rapport à la menace extrémiste aux États-Unis.¹⁴⁰ Un tel environnement a encouragé les fouilles injustes et les saisies injustes de biens, ainsi que d'autres violations des droits civiques des musulmans, y compris dans le cas de l'Imam Syed Fazil Hussain Mosavi à Los Angeles.¹⁴¹

Articles de la Convention concernés : 2, 5(a)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son dernier rapport au Comité, le gouvernement américain note que le profilage racial ou ethnique « ne constitue pas une pratique policière efficace et n'est pas compatible avec le principe d'équité sur lequel notre système judiciaire repose ». Il liste un certain nombre d'enquêtes récentes du DOJ menées au sein de différentes administrations policières pour conduites discriminatoires.¹⁴² À ce jour, cependant, le DOJ n'a mené aucune enquête sur les

¹³⁴ See, e.g., Scott Glover, "FBI Monitored Members of O.C. Mosques at Gyms, Alleged Informant Says," LOS ANGELES TIMES, 28 Apr. 2009, <http://articles.latimes.com/2009/apr/28/local/me-surveillance28>; Jerry Markon, "FBI Accused of Spying on Muslims at Community Outreach Forums," WASHINGTON POST, 2 Dec. 2011, http://www.washingtonpost.com/politics/fbi-illegally-using-community-outreach-to-gather-intelligence-aclu-alleges/2011/11/30/gIQA1qxyGO_story.html.

¹³⁵ FED. BUREAU OF INVESTIGATION, U.S. DEP'T OF JUSTICE, DOMESTIC INVESTIGATIONS AND OPERATIONS GUIDE 89 (2011), available at <http://vault.fbi.gov/FBI%20Domestic%20Investigations%20and%20Operations%20Guide%20%28DIOG%29/fbi-domestic-investigations-and-operations-guide-diog-2011-version>; see also Petra Bartosiewicz, "Deploying Informants, the FBI Stings Muslims," THE NATION, 13 June 2012, <http://www.thenation.com/article/168380/deploying-informants-fbi-stings-muslims>.

¹³⁶ AARONSON, *supra* note 13, at 100 (quoting FBI spokesperson Kathleen Wright).

¹³⁷ See U.S. DEP'T OF JUSTICE, THE ATTORNEY GENERAL'S GUIDELINES REGARDING THE USE OF FBI CONFIDENTIAL HUMAN SOURCES (Dec. 2006), available at <http://fas.org/irp/agency/doj/fbi/chs-guidelines.pdf>.

¹³⁸ See, e.g., AARONSON, *supra* note 13, at 92-97 (recounting cases of Foad Farahi, Tarek Saleh, and Yassine Ouassif); Bartosiewicz, *supra* note 16 (recounting cases of Ahmadullah Niazi and Tarek Mehanna); Nick Baumann, "This American Refused to Become an FBI Informant. Then the Government Made His Family's Life Hell," THE NATION, May/June 2014, <http://www.motherjones.com/politics/2014/05/sudan-fbi-informant-naji-mansour-terrorism>.

¹³⁹ See ACLU, UNLEASHED AND UNACCOUNTABLE: THE FBI'S UNCHECKED ABUSE OF AUTHORITY 46-48 (Sept. 2013).

¹⁴⁰ *Legislating Fear*, "The State of Islamophobia in America," (Council on American Islamic Relations, Washington D.C. 2013) p. 73.

¹⁴¹ See Sayeda Mosavi, Meiklejohn Civil Liberties Institute: *Islamophobia in the United States* at 2-3.

¹⁴² Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 80 (13 June, 2013).

programmes discriminatoires de surveillance des communautés musulmanes du NYPD, et ce en dépit des appels lancés par plus de 125 organisations religieuses, de défense des droits civiques et communautaires.¹⁴³

Dans son rapport 2013, le gouvernement américain ne mentionne pas la question de la surveillance généralisée dont sont victimes les communautés arabes, musulmanes et sud-asiatiques, ni l'utilisation et le recrutement généralisé d'indicateurs musulmans pour espionner les communautés musulmanes. En 2009, à la demande du Comité, le gouvernement américain a soumis un rapport de suivi, dans lequel il indiquait se baser sur une « Directive concernant l'utilisation de la race par les agences policières fédérales » (Guidance Regarding the Use of Race by Federal Law Enforcement Agencies) du DOJ datant de 2003 concernant la formation des différentes agences policières fédérales en matière de profilage racial.¹⁴⁴ Cependant, cette directive de 2003 n'interdit pas le profilage basé sur la religion et autorise les forces de police à prendre en compte la race et l'ethnicité dans certaines enquêtes.¹⁴⁵ Diverses révisions des règles de profilage racial sont en cours, afin de donner au FBI des pouvoirs permanents dans ce domaine.¹⁴⁶ Le gouvernement américain a également indiqué dans son rapport de suivi que le FBI est dans l'interdiction absolue de faire du profilage racial étant donné que les directives du Garde des Sceaux applicables aux activités du FBI sur le territoire américain incluent la directive de 2003.¹⁴⁷ En réalité, en abaissant la barre et en permettant au FBI d'effectuer des enquêtes préliminaires sur quiconque sans qu'il y ait le moindre soupçon d'acte fautif,¹⁴⁸ les directives du Garde des Sceaux sont telles qu'il est beaucoup plus facile pour le FBI de prendre en compte des facteurs illégitimes, tel que la race, l'ethnicité et la religion, dans le cadre de ses actions policières liées à la sécurité nationale.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Center for Constitutional Rights ; American Civil Liberties Union (ACLU) ; Asian Americans Advancing Justice – Asian Law Caucus; Bill of Rights Defense Committee (BORDC) ; Brennan Center for Justice; Council on American-Islamic Relations (CAIR) ; initiative Creating Law Enforcement Accountability & Responsibility (CLEAR) ; Desis Rising Up and Moving (DRUM) ; International Center for Advocates Against Discrimination (ICAAD) ; Muslim Advocates ; Muslim American Civil Liberties Coalition (MACLC) ; Muslim Consultative Network (MCN) ; No Separate Justice; Sikh Coalition; et Women in Islam, Inc. : *Suspicionless Surveillance of Muslim Communities and the Increased Use and Abuse of Muslim Informants*

Sayed Mosavi, Meiklejohn Civil Liberties Institute : *Islamophobia in the United States*

¹⁴³ See Letter to the Department of Justice seeking an investigation into the NYPD's suspicionless surveillance of Muslims, 24 Oct. 2013, https://www.aclu.org/sites/default/files/assets/2013-10-24_doj_investigation_letter_combined.pdf.

¹⁴⁴ CERD, Information Provided by the Government of the United States of America on the Implementation of the Concluding Observations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, ¶ 8, CERD/C/USA/CO/6/Add.1, 13 Jan. 2009, *available at* [www.refworld.org/publisher,CERD,USA,49c8a1a32,0.html](http://www.refworld.org/publisher/CERD,USA,49c8a1a32,0.html).

¹⁴⁵ U.S. DEP'T OF JUSTICE, GUIDANCE REGARDING THE USE OF RACE BY FEDERAL LAW ENFORCEMENT AGENCIES, June 2003, *available at* http://www.justice.gov/crt/about/spl/documents/guidance_on_race.pdf.

¹⁴⁶ Matt Apuzzo, "Profiling Rules Said to Give F.B.I. Tactical Leeway," NEW YORK TIMES, 9 Apr. 2014, <http://www.nytimes.com/2014/04/10/us/profiling-rules-said-to-give-fbi-tactical-leeway.html>.

¹⁴⁷ Information Provided by the United States on the Implementation of the Concluding Observations, *supra* note 31, ¶ 10.

¹⁴⁸ U.S. DEP'T OF JUSTICE, THE ATTORNEY GENERAL'S GUIDELINES FOR DOMESTIC FBI OPERATIONS 19, *available at* <http://www.justice.gov/ag/readingroom/guidelines.pdf>.

Ordres d'incarcération de l'Immigration américaine qui encouragent le profilage racial

Les agences policières fédérales des services de l'immigration américains utilisent de plus en plus souvent des forces de police locales pour faire appliquer les lois sur l'immigration, ce qui encourage un profilage racial illégal et la violation des droits des personnes concernées à bénéficier d'une procédure en bonne et due forme.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain doit mettre en place des mécanismes permettant de repérer tout profilage racial dans le cadre de ses actions policières dans le domaine de l'immigration, et suspendre toute initiative et toute collaboration avec des forces de police locales lorsqu'il est évident qu'elles utilisent le profilage racial.
2. Le congrès américain devrait adopter la loi d'élimination du profilage racial (End Racial Profiling Act), ou une législation similaire permettant d'éliminer le profilage racial.
3. Le gouvernement américain devrait faire appliquer les lois et politiques visant à éliminer le profilage racial dans les agences et administrations policières, et sanctionner celles-ci en cas de manquement au respect de ces politiques.
4. L'administration du président Obama devrait mettre fin au programme Communautés sécurisées (Secure Communities), au programme 287(g), à l'usage d'ordres d'incarcération et à d'autres programmes ICE ACCESS qui encouragent l'utilisation du profilage et sapent la sûreté publique. Il devrait également mettre fin au programme Operation Streamline, et mettre en œuvre toutes les recommandations sur l'usage de la force proposées par le Forum d'étude des responsables des forces de police (Police Executive Research Forum).
5. L'administration du Président Obama devrait remplacer le mémorandum de 2011 sur les priorités de maintien de l'ordre civil, qui est excessivement général, par des directives applicables à l'ensemble du DHS limitant les catégories prioritaires et affinant leurs définitions.
6. Lorsque des immigrants luttent pour la protection de leurs droits de travailleurs et de leurs droits civiques élémentaires, ils ne devraient jamais être sapés par les pratiques policières du gouvernement dans le domaine de l'immigration. L'administration du Président Obama devrait : (1) clarifier et expliciter les procédures prévues par le droit du travail et les droits civiques applicables aux immigrants et qui les autorisent à obtenir immédiatement un permis de séjour et un permis de travail ; (2) interdire les arrestations civiles de travailleurs en rapport à leur statut d'immigrant ou pour des motifs criminels lors d'actions policières dans les entreprises ; (3) examiner les plaintes déposées en rapport au droit du travail et aux droits civiques avant I-9, ou à toutes autres actions policières menées sur des lieux de travail ; et (4) interdire aux employeurs d'utiliser de manière abusive I-9 ou les procédures E-Verify pour violer les droits des travailleurs.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Le DHS se base de manière croissante sur des partenariats avec les agences policières d'État et locales (local law enforcement agencies, LEA) pour faire appliquer le droit de l'immigration à l'intérieur des États-Unis. Un ordre d'incarcération est une demande écrite émanant de la division policière de la direction générale de l'immigration et des douanes (Immigration and Customs Enforcement, ICE), la division policière interne au DHS instruisant les LEA de détenir une personne à hauteur de 48 heures (hors week-ends et jours fériés) au-delà de sa date de libération, de façon à ce que l'ICE puisse enquêter pour déterminer si cette personne doit être expulsée du territoire.¹⁴⁹ Les études réalisées montrent que les officiers de police utilisent fréquemment la race pour juger de la situation d'une personne concernant son statut d'immigrant.¹⁵⁰ L'ICE a émis des milliers d'ordres d'incarcération de citoyens et de non-citoyens américains en droit de ne pas être déportés. Les personnes visées par un ordre d'incarcération dans les prisons de l'immigration américaine sont détenues en moyenne 43 à 72 jours de plus avant leur procès que les personnes qui ne sont pas visées par de tels ordres.¹⁵¹ En violation de la procédure normale, les responsables de l'ICE ne cherchent pas à déterminer par voie judiciaire une cause probable avant d'émettre un ordre d'incarcération dans les prisons de l'immigration. En outre, l'ICE ne notifie jamais la personne visée par un ordre d'incarcération, et il n'existe aucune procédure permettant de faire appel d'une détention prolongée.

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 5(a)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Dans son rapport, le gouvernement américain prétend qu'il mène des efforts pour s'assurer que les initiatives policières dans le domaine de l'immigration ne deviennent pas des conduits menant à des actions policières discriminatoires.¹⁵² Il affirme également que « le DHS veille à ce que ses programmes et activités soient libres de tout profilage racial ou ethnique ». ¹⁵³ Il cite qu'il est clairement interdit de faire du profilage racial ou ethnique dans le cadre des actions du DHS menées en conjonction avec une police d'État ou locale, ainsi que la formation spécialisée que les agents des forces de l'ordre d'État ou locales reçoivent en vertu du programme de 287(g). Cependant, la discrimination raciale prolifère en raison des programmes policiers de l'administration de l'immigration américaine, ce qui requiert la mise en place de mesures additionnelles.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

¹⁴⁹ 8 C.F.R. 287.7(a); *see generally* National Immigrant Justice Center, *Immigration Detainers* (2014), <http://immigrantjustice.org/sites/immigrantjustice.org/files/Detainers.pdf>.

¹⁵⁰ *See generally* Aarti Kohli et al., *Secure Communities By the Numbers: An Analysis of Demographics and Due Process*, Chief Justice Earl Warren Institute on Law & Social Policy (2011), http://www.law.berkeley.edu/files/Secure_Communities_by_the_Numbers.pdf; Trevor Gardner II & Aarti Kohli, *The C.A.P. Effect: Racial Profiling in the ICE Criminal Alien Program*, Chief Justice Earl Warren Institute on Law & Social Policy (2009), http://www.law.berkeley.edu/files/policybrief_irving_FINAL.pdf.

¹⁵¹ Andrea Guttin, *The Criminal Alien Program: Immigration Enforcement in Travis County, Texas*, Immigration Policy Center (2010), <http://www.immigrantjustice.org/sites/immigrantjustice.org/files/Travis%20County%20Texas%20report.pdf>; Aarti Shahani, *New York City Enforcement of Immigration Detainers, Justice Strategies* (2010) <http://www.immigrantjustice.org/sites/immigrantjustice.org/files/NYC%20Detainer%20Report.pdf>.

¹⁵² Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 28 (13 June, 2013).

¹⁵³ *Id.*, at ¶ 83.

National Immigrant Justice Center : *CERD Shadow Report: Immigration Detainers Encourage Racial Profiling*

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil et Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, et National Association for the Advancement of Colored People : *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

DROIT À LA SÉCURITÉ INDIVIDUELLE

Impact des incarcérations parentales sur les enfants de couleur

Les enfants de couleur souffrent de manière disproportionnée de l'absence d'un parent incarcéré, et la plupart de ces parents sont emprisonnés pour des crimes non-violents dans le cadre de la « Guerre contre la drogue » menée par les États-Unis.

Recommandations suggérées :

1. Lors de l'audience sententielle d'une personne condamnée pour un crime non-violent ayant des enfants et/ou d'autres personnes à charge, le tribunal devrait entendre et prendre en compte l'impact d'une telle incarcération sur de tels enfants ou personnes à charge. Les lois sententielles fédérales et d'État devraient permettre aux juges, selon leur discrétion individuelle, de condamner de tels parents à une peine alternative (liberté surveillée, traitement de désintoxication, éducation formation professionnelle, par exemple).
2. Les gouvernements fédéraux et d'État devraient requérir de façon statutaire que les déclarations d'impact sur la famille (Family Impact Statements) soient soumis au tribunal pour examen avant d'imposer une quelconque peine, afin d'aider les juges à évaluer l'impact d'une incarcération parentale sur les enfants et/ou d'autres personnes à charge.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Le Bureau des statistiques judiciaires des États-Unis (U.S. Bureau of Justice Statistics, BJS) a estimé que, d'ici 2007, plus de la moitié (53 %) des 1,5 million de personnes incarcérées dans les prisons américaines auraient un ou plusieurs enfants mineurs. Ceci représente une augmentation de 80 % depuis 1991. Le BJS a également découvert que, de manière disproportionnée, ce sont des parents d'enfants de couleur qui sont incarcérés, les enfants noirs ayant sept fois et demie plus de chances que les enfants blancs d'avoir un parent en prison, et les parents d'enfants latinos étant emprisonnés un taux deux fois et demie supérieur à la moyenne.¹⁵⁴ Étant donné que le taux d'incarcération des Amérindiens est

¹⁵⁴ Lauren E. Glaze & Laura M. Maruschak, U.S. Department of Justice, Bureau of Justice Statistics Special Report, Parents in Prison and Their Minor Children (Aug. 2008) *available at* <http://bjs.ojp.usdoj.gov/content/pub/pdf/pptmc.pdf>.

supérieur de 38 % aux taux nationaux,¹⁵⁵ les enfants amérindiens ont également beaucoup plus de chances d'être affectés par des taux d'incarcération parentale plus élevés. Les politiques de criminalisation accrue et l'alourdissement des peines dans le cadre de la « Guerre contre la drogue » menée par les États-Unis ont entraîné une hausse considérable des taux d'incarcération, ce qui fait que davantage d'enfants voient désormais leurs parents être incarcérés pour des périodes plus longues. Les efforts déployés par le gouvernement américain sont insuffisants pour minimiser l'utilisation de peines de prison, particulièrement pour les crimes mineurs et sans victimes.

Articles de la Convention concernés : 1, 2, 5(e)(iv) et 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Bien que le Comité ait été informé du problème de l'impact des incarcérations parentales sur les personnes de couleur en 2008, le gouvernement américain n'a pas abordé cette question dans son dernier rapport au Comité.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Justice Strategies : *Alleviating the Impact of Incarceration on Indigenous, African-American and Latino Children*

* * * * *

Victimisation des Afro-Américains par la violence avec arme à feu

En dépit des effets disparates et bien documentés des décès par utilisation d'une arme à feu au sein de la communauté afro-américaine, et en dépit du fait que le public américain souhaite très majoritairement qu'une législation de contrôle des armes à feu soit mise en place aux États-Unis, le gouvernement américain n'a promulgué aucune législation pour réduire la violence avec arme à feu.

Recommandations suggérées :

1. En plus de la recommandation du Comité des droits de l'homme concernant l'adoption de législations élargissant les vérifications des antécédents des acheteurs afin que de telles vérifications couvrent désormais tous les transferts privés d'armes à feu, le gouvernement américain doit : a) abroger les Amendements Tiahrt afin de rétablir l'organisme de contrôle public dans ce domaine, et mettre fin à l'obstruction des organisations des forces de l'ordre concernant les ventes illégales d'armes à feu ; b) abroger ou modifier la loi de protection du commerce légal des armes (Protection of Lawful Commerce in Arms Act) afin de limiter l'immunité accordée quasi systématiquement à l'industrie des armes à feu ; c) interdire le port d'armes à feu dissimulées dans les lieux publics ; et d) réviser les lois sur l'autodéfense (Stand Your Ground Laws) afin d'éliminer le degré d'immunité élevé qu'elles procurent et de

¹⁵⁵ Lawrence A. Greenfield and Steven K. Smith, "American Indians and Crime," U.S. Department of Justice (1999), <http://bjs.gov/content/pub/pdf/aic.pdf>.

garantir une adhésion stricte aux principes de nécessité et de proportionnalité au moment d'utiliser une force potentiellement mortelle en situation d'autodéfense.

2. Conformément au paragraphe 36 des Observations de conclusion annotées du Comité CERD concernant les obligations des États-Unis (2012), « l'État partie devrait mettre en place des programmes de sensibilisation et d'éducation du public afin de faire connaître la Convention et ses dispositions, et redoubler d'efforts pour que les responsables des pouvoirs publics, le système judiciaire, les responsables des forces de l'ordre fédérales et des États, les enseignants, les travailleurs sociaux et le public en général aient connaissance des responsabilités de l'État partie aux termes de la Convention, ainsi que le mécanisme et les procédures prévus par la Convention en matière de discrimination et d'intolérance raciale ».

Fondement des recommandations ci-dessus :

De nombreuses études et statistiques démontrent que les Afro-Américains sont victimes de manière disproportionnée de la violence avec arme à feu, les hommes afro-américains ayant sept fois plus de chances de mourir dans le cadre d'un homicide avec arme à feu que les hommes blancs. Cette disparité découle d'un certain nombre de facteurs différents, y compris les manifestations explicites de haine raciale, les préjugés implicites facteurs de violence avec arme à feu (tel que démontré par les verdicts de jurys ayant utilisé les lois sur l'autodéfense pour exonérer des personnes ayant abattu des Afro-Américains dans des affaires où le facteur racial jouait un rôle très important),¹⁵⁶ ainsi que la dépression économique qui persiste dans les zones urbaines principalement habitées par des Noirs, où les Afro-Américains deviennent à la fois les victimes et les auteurs de violences avec arme à feu. En dépit du fait que plusieurs des membres de son directoire soient coupables d'insultes raciales ou aient fait des commentaires inacceptables sur le plan racial, la National Rifle Association reste l'un des lobbys les mieux financés et les plus actifs des États-Unis, utilisant tout son pouvoir pour faire pression contre toutes mesures de contrôle des armes à feu. Le Congrès américain n'a pas adopté de mesures de contrôle des armes à feu, lesquelles mesures sont pourtant extrêmement populaires, et a uniquement promulgué une législation protégeant les personnes responsables de ventes illégales d'armes à feu.

Articles de la Convention concernés : 2, 5 et 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

En dépit des efforts menés par certains parlementaires américains en 2013 pour répondre au problème de la violence avec arme à feu, le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas la victimisation des Afro-Américains par la violence avec arme à feu.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Arthur Kamm, PhD., Violence Policy Center, & Amnesty International : *African American Gun Violence Victimization in the United States*

¹⁵⁶ "Stand your ground" laws change the common law doctrine of self-defense. "Stand your ground" laws have exacerbated the discriminatory treatment toward suspects of color. A recent study found substantial evidence of racial disparities in justifiable homicide outcomes of cross-race homicides nationwide, and that Whites who kill Blacks in "stand your ground" states are far more likely to be found justified in their killings. John K. Roman, The Urban Inst., "Race, Justifiable Homicide, and Stand Your Ground Laws: Analysis of FBI Supplementary Homicide Report Data" (July 2013), available at <http://www.urban.org/UploadedPDF/412873-stand-your-ground.pdf>.

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, et National Association for the Advancement of Colored People : *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

Jeunes issus de minorités criminalisés, traduits en justice et incarcérés en tant qu'adultes

Les politiques éducatives punitives basées sur le principe de la tolérance zéro ont entraîné une présence accrue de la police dans les écoles et les quartiers des minorités, et les lois autorisant de juger les jeunes comme des adultes au sein du système pénal américain ont créé un « pipeline direct de l'école à la prison » au sein duquel les jeunes sont expulsés, arrêtés, traduits devant un tribunal pénal et incarcérés à des taux alarmants, avec un impact disproportionné sur les jeunes de couleur.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait adopter des mesures pour s'assurer que les jeunes issus de minorités et tous les jeunes en conflit avec la loi ne soient pas l'objet de procédures pénales conçues pour les adultes et qui ne prennent aucunement en compte leur âge et leur développement cognitif, ni la désirabilité de promouvoir leur réinsertion.
2. Le gouvernement américain devrait créer des mesures d'incitation et des pénalités significatives pour s'assurer que les États respectent la loi sur l'élimination des viols en prison (Prison Rape Elimination Act, PREA) et appliquent les obligations prévues par cette loi en matière d'audit.
3. Le gouvernement américain devrait amender la loi sur la protection des délinquants juvéniles dans le système judiciaire (Juvenile Justice Delinquency Protection Act), afin d'exiger des États qu'il soumettent un rapport sur les mesures qu'ils ont adoptées pour réduire le contact, actuellement disproportionné, des jeunes issus de minorités avec le système judiciaire à chaque étape des procédures.
4. Le gouvernement américain devrait améliorer la collecte de données aux échelons fédéral, d'État et local afin que ces données reflètent avec précision les disparités raciales et ethniques, et fournir des données spécifiques par race et ethnicité pour chacune des étapes auxquelles les jeunes entrent en contact avec le système, ainsi que des données spécifiques sur les jeunes de moins de 18 ans incarcérés.
5. Le gouvernement américain devrait répondre aux problèmes du « pipeline direct de l'école à la prison » en exigeant des États qu'ils adoptent l'ensemble des normes fédérales en matière d'orientation sur la discipline scolaire, ce afin de limiter les appels à l'intervention de la police et/ou toute interaction avec la police.

6. Le gouvernement américain devrait fournir des subventions et une assistance technique aux académies scolaires afin que celles-ci se conforment aux directives existantes en matière de discipline scolaire, ce afin de limiter le recours aux suspensions, expulsions et interventions de la police, en fournissant aux personnels scolaires une formation aux pratiques avérées, telles que la justice réparatrice, et devrait investir dans des postes de conseillers scolaires, d'assistants sociaux et autres personnels d'assistance plutôt que dans des personnels de police.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les politiques d'enseignement basées sur la tolérance zéro, combinées à un renforcement de la présence de la police dans les écoles, affectent de manière disproportionnée les jeunes de couleur. Les élèves noirs ont 3,5 fois plus de chances d'être expulsés de leur école que les élèves blancs, et les élèves latinos 1,5 fois¹⁵⁷ plus de chances. Un grand nombre d'écoles font directement appel à la police lorsque des jeunes commettent des infractions dans leur école. À l'échelon nationale, plus de 70 % des élèves arrêtés pour des faits liés à leur école ou confiés à la police sont noirs ou latinos.¹⁵⁸ Les jeunes noirs ont deux fois plus de chances d'être arrêtés que les jeunes blancs,¹⁵⁹ et après leur arrestation, ils ont plus de chances d'être jugés comme des adultes. Dans l'État de l'Indiana, par exemple, les fortes disparités raciales dans le système pénal résultent des attaques visant l'école publique combinées à la criminalisation des jeunes de couleur.¹⁶⁰

Les lois pénales des États autorisent, et dans certains cas exigent, que les jeunes, définis comme des personnes de moins de 18 ans, soient visés par les mêmes procédures pénales et les mêmes peines que les adultes. Chaque année, environ 200 000 jeunes sont jugés en tant qu'adultes par un tribunal pénal,¹⁶¹ et chaque jour, des milliers sont incarcérés dans des prisons et des établissements pénitentiaires pour adultes.¹⁶² La vaste majorité des jeunes qui sont criminalisés et incarcérés dans des établissements pour adultes sont issus de minorités raciales et ethniques. Une fois dans le système judiciaire pénal pour adultes, les jeunes issus de minorités ont beaucoup plus de chances de recevoir les peines les plus élevées applicables aux adultes. Les jeunes envoyés dans des établissements pénitentiaires et des prisons pour adultes sont victimes de nombreux autres violations des droits de l'Homme. Ils sont exposés

¹⁵⁷ Advancement Project, *Test, Punish, and Push Out: How "Zero Tolerance" and High-Stakes Testing Funnel Youth into the School-to-Prison Pipeline* (Washington, DC: Advancement Project, 2010).

¹⁵⁸ http://www.abajournal.com/news/article/gestapo_tactics_must_end_say_school_discipline_panelists/.

¹⁵⁹ In 2011, the arrest rate for black youth was 8380.5 per 100,000 blacks 10-17. The arrest rate for white youth was 3786.7 per 100,000 whites aged 10-17. National Center for Juvenile Justice (February 25, 2014). *Juvenile Arrest Rates by Offense, Sex, and Race*. Available: http://www.ojjdp.gov/ojstatbb/crime/excel/JAR_2011.xls. See Sentencing Project, *Disproportionate Minority Contact in the Juvenile Justice System*, p. 2.

¹⁶⁰ Rev. Dwight Gardner & Rev. Cheryl Rivera, Northwest Indiana Federation of Interfaith Organizations; Renee Hatcher, Esq.; Chicago Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law; Rev. Dr. John E. Jackson, Sr.; Trinity United Church of Christ, Gary; & M. Thandabantu Iverson, PhD.: *Workers' Human Rights in Indiana: A Critical Look at Recent Violations*, at 2.

¹⁶¹ Patrick Griffin, Sean Addie, Benjamin Adams, and Kathy Firestone, *Trying Juveniles as Adults: An Analysis of State Transfer Laws and Reporting*, U.S. DEP'T OF JUSTICE, OFFICE OF JUVENILE JUSTICE AND DELINQUENCY PREVENTION NATIONAL REPORT SERIES, BULLETIN, 20-1 (Sept. 2011). This figure combines the estimated number of youth transferred from juvenile to adult criminal court and the estimated number of youth prosecuted as adults in states that exclude 16 and 17 year olds from juvenile court jurisdiction. The conservative estimate of youth who are tried as adults in states that try all 16 and 17 year olds as adults is 175,000. *Id.* at 21. There were 14,000 reported transfers of youth into the adult system in 2007, but most states do not track or report the data. *Id.* at 20.

¹⁶² The combined single day count for youth in adult jails and prisons in 2012 was over 6,800. This figure combines counts of children in adult prisons on December 31, 2012 and children in adult jails on June 30, 2012. See e.g., Todd D. Minton, U.S. DEP'T OF JUSTICE, BUREAU OF JUSTICE STATISTICS, *JAIL INMATES AT MIDYEAR 2012 – STATISTICAL TABLES*, 5 tbl. 2 (2013) available at: <http://www.bjs.gov/content/pub/pdf/jim12st.pdf>; E. Ann Carson, U.S. DEP'T OF JUSTICE, BUREAU OF JUSTICE STATISTICS, *PRISONERS IN 2012: TRENDS IN ADMISSIONS AND RELEASES, 1991-2012*, 26 (2013) available at: <http://www.bjs.gov/content/pub/pdf/p12tar9112.pdf>.

à un risque élevé d'agression physique et sexuel.¹⁶³ Ils sont privés d'un cursus adapté à leur âge, d'une éducation et de services médicaux et de santé mentale. Étant donné que les prisons ne sont pas conçues pour répondre à leurs besoins, les jeunes incarcérés sont visés de manière disproportionnée par des mesures disciplinaires et des périodes d'emprisonnement cellulaire.¹⁶⁴

Articles de la Convention concernés : 1(a), (c) & (d), 5(a), (b), (e)(iv) et (v), et 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le gouvernement américain ne traite pas la question des jeunes jugés en tant qu'adultes. Les efforts mentionnés dans le rapport qui sont déployés au niveau fédéral pour faire appliquer les lois anti-discrimination et la loi JJDP¹⁶⁵ portent sur les jeunes qui sont dans le système judiciaire pour juvéniles, et pas sur ceux qui sont jugés et incarcérés dans le système judiciaire pénal pour adultes. La loi PREA ne comporte aucune norme nationale exigeant que les jeunes incarcérés dans des prisons pour adultes soient placés dans une section distincte au sein de la prison. Cependant, la loi PREA ne fait rien pour le problème sous-jacent, c'est-à-dire que les jeunes sont jugés en tant qu'adultes, car elle leur inflige des peines pour adultes et les incarcère dans des établissements pour adultes. En outre, les normes existantes sont uniquement applicables aux établissements fédéraux,¹⁶⁶ et les jeunes incarcérés dans des établissements pénitentiaires et des prisons pour adultes sont dans des établissements d'État ou locaux. À ce jour, seuls deux États ont déclaré être en conformité à la loi PREA.¹⁶⁷

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

International Women's Human Rights Clinic, City University of New York Law School ; ACLU Michigan/Juvenile Life Without Parole Initiative ; Campaign for Youth Justice ; Correctional Association of New York ; The Project on Addressing Prison Rape, American University, Washington College of Law ; University of Miami Human Rights Clinic ; Jessica Chiappone, NSU Shepard Broad Law Center, Children and Families Clinic, Education and Advocacy Program ; Marlene Sallo, ABA Commission on Youth at Risk : *Criminalization of Minority Youth: Youth Criminally Tried and Incarcerated as Adults*

Rev. Dwight Gardner et Rev. Cheryl Rivera, Northwest Indiana Federation of Interfaith Organizations ; Renee Hatcher, avocate ; Chicago Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law ; Rev. Dr. John E. Jacson, Sr. ; Trinity United Church of Christ, Gary ; & M. Thandabantu Iverson, PhD. : *Workers' Human Rights in Indiana: A Critical Look at Recent Violations*

* * * * *

¹⁶³ 77 Fed. Register 119 (June 20, 2012), p. 37128 (noting that state prison inmates under 18 were more than 8 times more likely to have a substantiated incident of sexual abuse than the average inmate) available at <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2012-06-20/pdf/2012-12427.pdf>

¹⁶⁴ American Civil Liberties Union & Human Rights Watch, *Growing Up Locked Down: Youth In Solitary Confinement in Jails and Prisons Across the United States*, 63-65, 68 (October 2012). Solitary confinement has devastating psychological effects on youth, including an increased risk of suicide. *Id.* at 23-24.

¹⁶⁵ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 19, 73 (13 June, 2013).

¹⁶⁶ *Id.*, at ¶ 28.

¹⁶⁷ See, Department of Justice List for PREA State Certifications (May 28, 2014) found at <http://www.wcl.american.edu/endsilence/documents/PREAStateList.pdf>.

Disparités raciales dans le système de justice pénale américain

Non seulement les minorités raciales sont incarcérées de manière disproportionnée, mais elles ont également davantage de chances d'être condamnées à des peines plus lourdes que les accusés blancs pour des crimes similaires. Les disparités raciales imprègnent tous les aspects du système pénal américain, y compris l'assignation de prisonniers à des conditions d'incarcération basées sur une ségrégation brutale dans des Unités de gestion de la communication (Communication Management Units, CMU).

Recommandations suggérées :

1. Compte tenu des injustices et de l'inégalité résultant de la mise en œuvre de politiques de peines plancher incompressibles, le gouvernement américain devrait tout faire pour abroger ces politiques, y compris en encourageant les États à les abroger pour les crimes de drogue. De plus, certaines politiques, telles que la loi sur les peines justes (Fair Sentencing Act), ayant permis de rectifier des injustices au sein du système, devraient être appliquées rétroactivement aux personnes condamnées, avant l'adoption de cette législation, à des peines correspondantes.
2. Suite à la décision de la Cour suprême des États-Unis en l'affaire *Miller c. Alabama* en 2012, les personnes de moins de 18 ans ne peuvent plus être condamnées à perpétuité sans libération conditionnelle avant que des alternatives moins punitives aient été examinées au niveau judiciaire. Étant donné que les États se conforment désormais à cette décision, ils devraient établir que la peine plancher à effectuer avant qu'une libération conditionnelle puisse être envisagée ne soit en aucun cas supérieure à 15 ans de prison, en fonction de la capacité du jeune concerné à changer et à tirer parti des opportunités de réinsertion qui lui sont offertes en prison.
3. Le gouvernement américain devrait veiller à ce que personne ne soit envoyé dans une unité CMU en raison de son ethnicité ou de sa religion, ou en raison d'activités ou de croyances protégées, et à ce que ces facteurs ne sont pas utilisés de manière déguisée pour transférer des jeunes dans de telles unités.
4. Le DOJ devrait réviser ses directives en matière de profilage racial afin de clarifier toute ambiguïté, éliminer toutes failles et abroger toutes dispositions permettant une quelconque forme de profilage.
5. Le Président Obama devrait signer un décret présidentiel interdisant aux forces de l'ordre de pratiquer le profilage racial ou de sanctionner son usage par les forces de l'ordre des États et locales en rapport avec un quelconque programme fédéral.
6. Le Président Obama devrait lancer une investigation rigoureuse sur l'usage disproportionné de la force létale contre les personnes de couleur par l'ensemble des forces de l'ordre, en exigeant des organisations policières qu'elles collectent des données détaillées par race, et il devrait utiliser ses pouvoirs de subventionnement fédéral pour encourager ces organisations à réduire l'usage de la force létale par les forces de police.

7. La Commission fédérale des communications (Federal Communications Commission) devrait interdire aux entreprises du secteur des télécommunications fournissant leurs services dans les prisons et les établissements pénitentiaires de partager leurs bénéfices avec les agences qui les contractent, et devrait fixer des tarifs maximums pour les appels téléphoniques réalisés à partir d'un établissement de correction, ainsi que promulguer une réglementation détaillée sur le contrôle des autres facturations et méthodes prédatrices couramment pratiquées par cette industrie.

8. Le DOJ devrait élargir et clarifier son soutien au rétablissement automatique des droits de vote des citoyens américains libérés après avoir purgé une peine qui les avait privés de ces droits, et s'opposer aux restrictions imposées aux personnes en liberté conditionnelle ou en liberté surveillée, ou qui n'ont pas payé leurs factures ou amendes.

9. Le gouvernement américain doit signer la Convention contre la corruption, et prendre des mesures pour éviter qu'aucun agent des forces de l'ordre fédéral ou autre ne cherche à profiter de son statut de policier pour abuser des lois de droit civil sur les saisies d'actifs.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les disparités raciales sont omniprésentes dans le système judiciaire pénal américain. Non seulement les minorités raciales sont incarcérées de manière disproportionnée, mais elles ont également davantage de chances d'être condamnées à des peines plus lourdes que les accusés blancs pour des crimes similaires.¹⁶⁸ La Guerre contre la drogue a exacerbé les inégalités raciales en raison des méthodes policières discriminatoires et de la disparité des lois sententielles. Bien que la loi fédérale de 2010 sur l'équité des peines (Fair Sentencing Act, FSA) ait permis de réduire de 100:1 à 18:1 le ratio des disparités en matière d'ampleur des peines qui entraînent des peines plancher incompressibles concernant le crack/la cocaïne, une disparité de traitement persiste concernant les peines pour crimes relatifs à ces deux drogues, pourtant identiques sur le plan pharmacologique.¹⁶⁹ Étant donné que les Afro-Américains représentent 80 % des personnes condamnées en vertu des lois fédérales sur le crack, cette disparité entraîne des peines plus lourdes pour les accusés noirs.¹⁷⁰ La loi FSA n'a également pas modifié les peines plancher incompressibles prononcées pour une majorité de crimes liés à la drogue, ce qui continue à alimenter le problème des emprisonnements racialement disproportionnés.¹⁷¹ Bien que la commission américaine des peines (U.S. Sentencing Commission) ait voté l'application des modifications des directives associées à la loi FSA, toute personne condamnée avant l'adoption de cette loi demeure visée par le niveau des peines plancher incompressibles antérieur.¹⁷² Bien que toutes les catégories raciales de la population utilisent et vendent des drogues à environ le même taux, les Noirs et les Latinos représentent 60 % des personnes incarcérées dans des prisons d'État pour des crimes de

¹⁶⁸ See, Cassia Spohn, *Thirty Years of Sentencing Reform: The Quest for a Racially Neutral Sentencing Process*, in 3 POLICIES, PROCESSES, AND DECISIONS OF THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM 427, 481-82 (2000), available at <http://www.justicestudies.com/pubs/livmlink3-1.pdf> (concluding that race and ethnicity play a role in sentencing decisions accounting for the seriousness of the offense and the offender's prior criminal record).

¹⁶⁹ MICHELLE ALEXANDER, *THE NEW JIM CROW: MASS INCARCERATION IN THE AGE OF COLORBLINDNESS* 51 (The New Press 2012); KARA GOTSCH, *THE SENTENCING PROJECT, BREAKTHROUGH IN U.S. DRUG SENTENCING REFORM: THE FAIR SENTENCING ACT AND THE UNFINISHED REFORM AGENDA* 9 (Washington Office on Latin America, 2011), available at http://sentencingproject.org/doc/dp_WOLA_Article.pdf.

¹⁷⁰ U.S. SENTENCING COMM'N, 2012 SOURCEBOOK OF FEDERAL SENTENCING STATISTICS, tbl.34 (2012).

¹⁷¹ U.S. SENTENCING COMM'N, REPORT TO THE CONGRESS: MANDATORY MINIMUM PENALTIES IN THE FEDERAL CRIMINAL JUSTICE SYSTEM, 142 fig.7-15 (Oct. 2011).

¹⁷² *Fair Sentencing Act*, ACLU, <https://www.aclu.org/fair-sentencing-act> (last visited June 16, 2014).

drogue, et 72,1 % des personnes condamnées pour des crimes de trafic de drogue fédéraux.¹⁷³

De façon disproportionnée, les personnes de couleur reçoivent les peines les plus lourdes, y compris des condamnations à la prison à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle (JLWOP) prononcées à l'encontre de juvéniles. Sur les 2 500 personnes actuellement incarcérées pour des peines JLWOP, 61 % sont des Afro-Américains, 27 % sont des Blancs et 12 % sont des « Autres ».¹⁷⁴ Bien que, dans l'affaire *Miller c. Alabama*,¹⁷⁵ la Cour suprême des États-Unis ait jugé que les peines JLWOP incompressibles sont anticonstitutionnelles, dans la plupart des États, les juvéniles sont toujours susceptibles d'être condamnés à des peines de ce type à condition que celles-ci ne soient pas imposées de manière obligatoire,¹⁷⁶ et nombre d'États n'appliqueront pas cette décision de la Cour suprême rétroactivement.¹⁷⁷ De plus, la loi JJDDPA n'a pas été ré-autorisée depuis plus de cinq ans. Une telle ré-autorisation renforcerait le mandat de cette loi et permettrait de répondre aux disparités raciales et ethniques affectant les systèmes judiciaires pour juvéniles à travers le pays en exigeant des États qu'ils prennent des mesures concrètes pour réduire et surveiller ces disparités.

Il est important de mentionner les disparités raciales permanentes dans les cas de peine de mort. Les personnes condamnées pour avoir tué des Blancs ont plus de chances d'être condamnées à la peine de mort que celles condamnées pour avoir tué des Noirs,¹⁷⁸ et les accusés noirs ont plus de chances d'être condamnés à la peine de mort, quelque soit la race de leurs victimes.¹⁷⁹ L'inégalité raciale est également visible une fois que les peines entrent en vigueur. Selon des estimations, 5,85 millions de personnes ne sont plus en droit de voter suite à une condamnation pour un crime récent ou passé, ce qui a un impact disparate sur la population afro-américaine.¹⁸⁰ Un Afro-Américain sur 13 en âge de voter a perdu ce droit, ce qui représente un taux plus de quatre fois supérieur à celui des non Afro-Américains.¹⁸¹ De plus, les familles de personnes de couleur incarcérées sont lourdement affectées sur le plan financier par le fait que leurs êtres chers sont emprisonnés, et doivent notamment payer des factures de téléphone exorbitantes à des compagnies privées pour rester en contact avec la personne incarcérée.¹⁸² Enfin, les lois de droit civil sur les saisies d'actifs, qui autorisent souvent la saisie de biens même lorsque la personne visée n'a été ni accusée ni condamnée pour de quelconques actes fautifs, sont appliquées de manière disproportionnée aux personnes de couleur.¹⁸³

¹⁷³ E. Ann Carson And Daniela Golinelli, Bureau Of Justice Statistics, Prisoners In 2012 - Advance Counts, Table 10 (July 2013); U.S. Sentencing Comm'n, Annual Report, Table 34, Race of Drug Offenders in Each Drug Type, *available at* <http://www.ussc.gov/sites/default/files/pdf/research-and-publications/annual-reports-and-sourcebooks/2012/Table34.pdf>.

¹⁷⁴ *Id.* at 1.

¹⁷⁵ *Miller v. Alabama*, 132 S. Ct. 2455 (2012).

¹⁷⁶ JOSHUA ROVNER, THE SENTENCING PROJECT, TWO YEARS LATER, STATES RESIST SUPREME COURT MANDATE ON JUVENILE LIFE WITHOUT PAROLE 3 (June 2014).

¹⁷⁷ *Id.* at 1-2.

¹⁷⁸ U.S. GOV'T ACCOUNTABILITY OFFICE, GAO GGD-90-557, DEATH PENALTY SENTENCING: RESEARCH INDICATES PATTERN OF RACIAL DISPARITIES, 5 (Feb. 1990) [hereinafter GAO GGD-90-557].

¹⁷⁹ David Baldus et al., *Racial Discrimination and the Death Penalty in the Post-Furman Era: An Empirical and Legal Overview, With Recent Findings from Philadelphia*, 83 CORNELL L. REV. 1638 (1998); GAO GGD-90-557, *supra* note 23, at 6.

¹⁸⁰ Christopher Uggen, Sarah Shannon & Jeff Manza, STATE-LEVEL ESTIMATES OF DISENFRANCHISEMENT IN THE UNITED STATES, 2010 1, 15 (The Sentencing Project 2012).

¹⁸¹ *Id.* at 1-2.

¹⁸² Leadership Conference Educ. Fund, A Second Chance (Oct. 2013) (discussing how prison systems and telephone companies take unfair advantage of incarcerated individuals and their families through exorbitant telephone rates).

¹⁸³ "Taken: The Use and Abuse of Civil Forfeiture", Published August 12, 2013, <https://www.aclu.org/>; "Forfeitures and Fairness," February 28, 2000, *New York Times*; Scott Bullock, "End Policing for Profit," *The Huffington Post*, April 12, 2010.

Les unités CMU représentent un autre domaine de disparités raciales. La première CMU, ces unités pénitentiaires conçues pour isoler les prisonniers au sein du système carcéral fédéral, a été créée en 2006 dans le secret et en l'absence de tout critère écrit de procédure spécifique.¹⁸⁴ Le Bureau des prisons a finalement établi par écrit des critères vagues en réponse aux types de personne dont le transfert dans ce type d'unités avec été approuvé,¹⁸⁵ entraînant une surreprésentation de près de 1000 % des musulmans dans les CMU,¹⁸⁶ ce qui indique clairement qu'aucunes mesures ne sont adoptées pour s'assurer que les hommes musulmans et arabes ne sont pas sélectionnés de manière prioritaire en matière de transfert vers des unités CMU. Un grand nombre de prisonniers n'ont ni des antécédents significatifs sur le plan disciplinaire, ni commis des fautes à répétition dans le domaine de la communication. Il existe clairement de nombreuses violations à tous les niveaux de la procédure d'affectation des prisonniers et d'examen des dossiers en rapport avec les unités CMU.¹⁸⁷

Articles de la Convention concernés : 2, 2(1), 2(1)(c), 5, 5(1)(a)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

En réponse aux Observations de conclusion de 2008 du Comité, le gouvernement américain met en exergue la loi sur les peines équitables (Fair Sentencing Act) promulguée en 2010 et qui a permis de réduire les disparités entre les peines prononcées pour le crack et celles prononcées pour la cocaïne en poudre.¹⁸⁸ Le rapport indique que la Commission des peines a voté l'application rétroactivement l'amendement de la directive de mise en œuvre de la loi FSA, mais le DOJ a fait appel auprès d'un tribunal fédéral de cette décision en faveur de l'application rétroactive de la loi FSA.

Le gouvernement américain cite un rapport de l'organisation The Sentencing Project qui indique que les disparités existantes au sein de la population carcérale sont potentiellement en train de diminuer.¹⁸⁹ Cependant, cette baisse des disparités raciales est essentiellement le fait des femmes et, de manière significative, fonction du fait que davantage de femmes blanches sont incarcérées, et elle ne résulte pas de mesures adoptées par le gouvernement pour réduire les disparités actuelles.¹⁹⁰ Les disparités raciales et ethniques entre femmes restent très répandues, même si elles sont moins substantielles que chez les hommes.¹⁹¹

¹⁸⁴ CCR, Statement of Undisputed Facts and supporting exhibits, in *Aref v. Holder*, April 23, 2014, available: <http://ccrjustice.org/ourcases/current-cases/aref-et-al-v-holder-et-al> at ¶ 84, 85.

¹⁸⁵ *Id.* at ¶ 127.

¹⁸⁶ The Muslims detained in these two CMUs are both of Middle Eastern descent and also African-American (many who converted during their time in the prison system). CCR, Statement of Undisputed Facts and supporting exhibits, in *Aref v. Holder*, April 23, 2014, available: <http://ccrjustice.org/ourcases/current-cases/aref-et-al-v-holder-et-al> at ¶ 274; CCR, Memorandum of Law in Support of Plaintiffs' Motion for Summary Judgment in *Aref v. Holder*, April 23, 2014, available: <http://ccrjustice.org/files/Memo%20in%20Support%20of%20Summary%20Judgment%20Motion.pdf>.

¹⁸⁷ For detail, see Center for Constitutional Rights: *Violations of CERD at the Communications Management Units*, at 3.

¹⁸⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 66 (13 June, 2013).

¹⁸⁹ *Id.*, at ¶ 68.

¹⁹⁰ MARC MAUER, THE SENTENCING PROJECT, THE CHANGING RACIAL DYNAMICS OF WOMEN'S INCARCERATION (2013) available at http://sentencingproject.org/doc/publications/rd_Changing%20Racial%20Dynamics%202013.pdf.

¹⁹¹ *Id.*

Concernant la réponse du gouvernement américain au paragraphe 21 des Observations de conclusion du Comité,¹⁹² et bien que la Cour suprême ait jugé que les peines de prison à vie incompressibles sans libération conditionnelle (JLWOP) constituent une violation du Huitième Amendement de la Constitution, il existe encore environ 2 500 personnes aux États-Unis purgeant de telles peines pour des crimes commis avant l'âge de 18 ans, et les États continuent d'appliquer leurs peines.¹⁹³

La réponse du gouvernement américain au paragraphe 23 des Observations de conclusion du Comité¹⁹⁴ note que six États ont abrogé la peine de mort aux cours des sept dernières années, et pourtant il reste plus de 3 000 personnes condamnées à mort dans les prisons.¹⁹⁵ Au cours des dix dernières années, 42 personnes en moyenne ont été exécutées chaque année aux États-Unis, et vingt ont déjà été exécutées en 2014.¹⁹⁶

Concernant la réponse du gouvernement américain au paragraphe 27 des Observations de conclusion du Comité,¹⁹⁷ l'abrogation disparate du droit de vote des prisonniers en fonction de leur crime reste une conséquence significative de la politique de justice pénale aux États-Unis.¹⁹⁸

Le gouvernement américain prétend dans son rapport que le profilage racial ou technique « ne constitue pas une pratique policière efficace et n'est pas compatible avec le principe d'équité sur lequel notre système judiciaire repose ». ¹⁹⁹ Cependant, ce rapport ne mentionne pas l'existence des unités CMU, qui constituent un exemple frappant de manquement à faire appliquer le principe d'équité et à lutter contre la discrimination.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Center for Constitutional Rights : *Violations of CERD at the Communications Management Units*

Sentencing Project, Correctional Association of New York, Drug Policy Alliance, Grassroots Leadership, Justice Strategies, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), National Law Center on Homelessness & Poverty, New Jim Crow Action Group – Atlanta, Southern Center for Human Rights : *Shadow Report of the Sentencing Project to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination*

¹⁹² Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 71-74 (13 June, 2013).

¹⁹³ JOSHUA ROVNER, THE SENTENCING PROJECT, POLICY BRIEF: JUVENILE LIFE WITHOUT PAROLE 1(2014) *available at* http://sentencingproject.org/doc/publications/jj_Juvenile%20Life%20Without%20Parole.pdf.

¹⁹⁴ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 69-70 (13 June, 2013).

¹⁹⁵ *States With and Without the Death Penalty*, DEATH PENALTY INFORMATION CENTER, <http://www.deathpenaltyinfo.org/states-and-without-death-penalty> (last visited June 17, 2014); *Death Row Inmates By State and Size of Death Row by Year*, DEATH PENALTY INFORMATION CENTER, <http://www.deathpenaltyinfo.org/death-row-inmates-state-and-size-death-row-year?scid=9&did=188#year> (last visited June 17, 2014).

¹⁹⁶ *Executions by Year Since 1976*, DEATH PENALTY INFORMATION CENTER, <http://www.deathpenaltyinfo.org/executions-year> (last visited June 17, 2014).

¹⁹⁷ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 102 (13 June, 2013).

¹⁹⁸ Christopher Uggen, Sarah Shannon & Jeff Manza, STATE-LEVEL ESTIMATES OF DISENFRANCHISEMENT IN THE UNITED STATES, 2010 1-2, 15 (The Sentencing Project 2012).

¹⁹⁹ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 80 (13 June, 2013).

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People : *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

David Nelson, Meiklejohn Civil Liberties Institute: *De Facto Racial Discrimination Resulting from Civil Asset Forfeiture Laws*

* * * * *

Déportations depuis les États-Unis vers Haïti

En dépit de la crise humanitaire continue et des conditions dangereuses et insalubres sur le terrain en Haïti après le tremblement de terre, les États-Unis ont repris les déportations de Haïtiens condamnés pour des crimes et délits, y compris des délits mineurs et non violents, et notamment celles de personnes souffrant de graves problèmes de santé physique ou mentale, malgré les demandes de nombreux organes internationaux de défense des droits de l'homme.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait suspendre les déportations vers Haïti, et il ne devrait pas les recommencer jusqu'à ce qu'il soit déterminé que les conditions sont sûres et humaines pour que les Haïtiens puissent retourner dans leur pays.
2. Le gouvernement américain devrait s'assurer que les pratiques de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) sont conformes à sa politique d'avril 2011, selon laquelle un contrôle équilibré substantiel est réalisé avant qu'une personne ne soit déportée vers Haïti.
3. Le gouvernement américain devrait demander à l'ICE de créer une procédure formelle et transparente pour évaluer si des personnes doivent être retirées de la liste des expulsions prioritaires en vertu de la politique d'avril 2011.
4. Le gouvernement américain devrait demander à l'ICE de créer une procédure d'appel et de contrôle judiciaire pour les décisions négatives prises en vertu de la politique d'avril 2011.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les États-Unis ciblent depuis longtemps les migrants haïtiens de façon disproportionnée dans sa politique et sa pratique d'immigration. Après le tremblement de terre dévastateur de 2010 en Haïti, les États-Unis ont suspendu les déportations vers Haïti. Un an après le tremblement de terre, les États-Unis ont repris les déportations de Haïtiens condamnés au pénal, en dépit de la poursuite de la crise humanitaire en Haïti et malgré les conditions insalubres et parfois mortelles pour ces déportés, qui avaient traditionnellement été détenus dans des prisons insalubres en Haïti après leur déportation des États-Unis.²⁰⁰ De nombreux

²⁰⁰ Centers for Disease Control and Prevention, *Cholera in Haiti. What is the Current Situation?* <http://wwwnc.cdc.gov/travel/notices/watch/haiti-cholera> (updated Sept. 4, 2013) (citing figures provided by Haiti's Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) as of August 4, 2013); see also *The United Nations' Duty in Haiti's Cholera Outbreak*, THE

déportés ont vécu la plus grande partie de leur vie aux États-Unis, ont des membres de leur famille ayant le statut de résident permanent et souffrent de discrimination et de stigmatisation sociale, ainsi que du déni de multiples droits économiques et sociaux, à leur retour en Haïti.²⁰¹ Le 1^{er} avril 2011, l'U.S. Immigration and Customs Enforcement (ICE) a émis une nouvelle politique sur les déportations vers Haïti, exigeant la prise en compte de nombreux facteurs, y compris la gravité et le nombre des condamnations, contre les liens familiaux de la personne et d'autres facteurs, avant de décider de mettre une personne sur la liste des expulsions prioritaires.²⁰² Cependant, l'ICE n'a pas établi de procédures pour évaluer si des personnes devraient être retirées de la liste des expulsions prioritaires,²⁰³ et il continue à déporter des personnes condamnées à des crimes ou délits mineurs et non violents, y compris des personnes souffrant de maladies graves et ayant des liens familiaux étroits avec des détenus américains qui ne peuvent pas demander une révision judiciaire de ces décisions.²⁰⁴

Articles de la Convention concernés : 2, 5, 6, & 7

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain au Comité ne mentionne pas les déportations vers Haïti.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

University of Miami School of Law Human Rights Clinic, University of Miami School of Law Immigration Clinic, FANM/ Haïtian Women of Miami, Alternative Chance, Americans for Immigrant Justice: *Deportations From the United States to Haiti: A Violation of the Convention on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination*

* * * * *

Utilisation excessive de la force par la Police des Frontières américaine

WASHINGTON POST (Aug. 11, 2013),

http://articles.washingtonpost.com/2013-08-11/opinions/41299675_1_u-n-peacekeepers-united-nations-artiboniteriver; Independent Expert on the Situation of Human Rights in Haiti, *Rep. on Forced Returns of Haitians by Third States*, Human Rights Council, ¶ 40, U.N. Doc. A/HRC/20/35/Add.1 (June 4, 2012) (by Michel Forst),

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session20/A-HRC-20-35-Add1_en.pdf; Travel Warning, U.S. Dep't of State, Haiti (Aug. 13, 2013), http://travel.state.gov/travel/cis_pa_tw/tw/tw_5850.html.

²⁰¹ Independent Expert on the Situation of Human Rights in Haiti, *Rep. on Forced Returns of Haitians by Third States*, Human Rights Council, ¶ 8, U.N. Doc. A/HRC/20/35/Add.1 (June 4, 2012) (by Michel Forst),

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session20/A-HRC-20-35-Add1_en.pdf

²⁰² Press Release, Immigration and Customs Enforcement, Policy for Resumed Removals to Haiti, ICE's Removal Policy for Haitian Deportation (Apr. 1, 2011), <http://www.ice.gov/news/releases/1104/110401washingtondc2.htm>.

²⁰³ Joint Statement by Non-Governmental Organizations Condemning the U.S. Government's Resumption of Deportations to Haiti from the American Civil Liberties Union to the Human Rights Council (June 16, 2011), http://www.aclu.org/files/assets/haiti_joint_statement_final.pdf.

²⁰⁴ Independent Expert on the Situation of Human Rights in Haiti, *Rep. on Forced Returns of Haitians by Third States*, Human Rights Council, ¶ 53, U.N. Doc. A/HRC/20/35/Add.1 (June 4, 2012) (by Michel Forst),

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session20/A-HRC-20-35-Add1_en.pdf

L'U.S. Customs and Border Protection (CBP) (Police des frontières) continue à utiliser une force excessive, essentiellement contre les Latinos. Un manque de redevabilité caractérise ces incidents, et la CBP manque de transparence sur ses enquêtes et politiques.

Recommandations suggérées :

1. En raison de son importance comme organe fédéral américain, l'U.S. Department of Homeland Security (Département de la Sécurité intérieure) devrait mettre en œuvre des politiques qui imposeraient des enquêtes approfondies sur toute allégation de force excessive et d'utilisation de force mortelle.
2. Le gouvernement américain doit assurer que la procédure d'enquête à la CBP exige la divulgation des détails sur les cas d'emploi de force mortelle pour permettre aux victimes de chercher des remèdes et dissuader les agents d'appliquer une force excessive.
3. Comme il existe peu de preuves publiques selon lesquelles le DOJ (Département de la Justice) aux États-Unis a effectué des enquêtes sérieuses sur les abus d'emploi de la force, le gouvernement américain devrait mener des enquêtes pénales complètes et transparentes pour assurer la redevabilité des responsables.
4. Le gouvernement du président américain Obama devrait renforcer la supervision et la redevabilité en ce qui concerne un emploi inapproprié de la force ; mettre fin aux pouvoirs allégués de l'U.S. Customs and Border Protection's (CBP) (Police des frontières) dans une zone de 160 kilomètres de toute frontière ; créer des normes applicables et assurer une supervision efficace des centres de détention à court terme de la CBP ; limiter soigneusement l'utilisation des drones ; équiper tous les agents de la CBP de caméras miniatures ; et fournir plus de ressources humanitaires telles que des balises de sauvetage et des postes d'eau potable près des frontières.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les agents de l'U.S. Customs and Border Protection (CBP) (Police des frontières) s'engagent dans l'emploi de force excessive, et la grande majorité des victimes sont des Latinos.²⁰⁵ Selon une enquête de 2013, des agents de la CBP ne respectent pas la politique de l'organisation en matière de force, et ils utilisent parfois une force mortelle plus par frustration que par nécessité,²⁰⁶ même quand d'autres options sont disponibles.²⁰⁷ Une liste des personnes tuées ou blessée à la suite de contact avec des agents de la CBP entre janvier 2010 et février 2013 inclut 42 cas, et la plupart des victimes sont des Latinos.²⁰⁸ Il n'y a pas eu d'enquêtes

²⁰⁵ See American Civil Liberties Union, *List of Dead and Injured by CBO Officials since January 2010 (as of February 15, 2013)* (Attachment 1). See also Terri Burke et al, *Complaint and request for investigation of abuse of power, excessive force, coercion, and unlawful confiscation of property by Customs and Border Protection at ports of entry along the U.S.-Mexico border*, May 9, 2012, (hereinafter "ACLU Complaint"). See also Bob Ortega and Rob O'Dell, *Deadly border agent incidents cloaked in silence*, The AZ. Central, Dec. 16, 2013, available at <http://www.azcentral.com/news/politics/articles/20131212arizona-border-patrol-deadly-force-investigation.html>. See also Steve Inskeep, *After Shootings, Extended Silence: What The Border Patrol Hasn't Said*, NPR, June 9, 2014, available at <http://www.npr.org/2014/06/09/320220093/foi-request-sheds-some-light-on-border-patrol-shootings>.

²⁰⁶ See Police Exec. Research Forum (PERF), *U.S. Customs And Border Protection Use of Force Review: Cases and Policies*, 8 – 9, (2013) (hereinafter "PERF Report"), available at <http://1.usa.gov/1nKOBQ5>.

²⁰⁷ *Id.* at 6.

²⁰⁸ American Civil Liberties Union, *List of Dead and Injured by CBO Officials since January 2010 (as of February 15, 2013)* (Attachment 1).

transparentes sur ces incidents.²⁰⁹ Un article de *The Arizona Republic* a conclu que 42 personnes avaient été tuées par des agents de la Police des frontières depuis février 2005. Le rapport donne des détails sur huit cas de force excessive et sur le manque de redevabilité.²¹⁰ Lors de chaque incident, les agents de la CBP ont affirmé que des mesures disciplinaires ont été prises contre les agents impliqués, mais ils n'ont pas divulgué la nature et la gravité de la mesure disciplinaire prise.²¹¹ Les informations obtenues en vertu de la loi Freedom of Information Act (FOIA) ont révélé un nombre d'enquêtes sérieuses étonnamment faible sur les plaintes en cas d'emploi de la force par la CBP. Sur 809 plaintes pour abus déposées contre des agents de la CBP à moins de 160 km de la frontière du Sud-ouest, seulement treize (moins de deux pour cent) ont conduit à des mesures disciplinaires.²¹² De plus, de nombreux rapports ont montré que les agents de la Police des frontières « outrepassent régulièrement les limites de leurs pouvoirs », non seulement en utilisant une force excessive, mais aussi en « s'engageant dans des fouilles illégales, en effectuant des arrestations à motivation raciale, en detenant des personnes dans des conditions inhumaines et en déportant des personnes des États-Unis en utilisant la coercition et la désinformation ». ²¹³

En septembre 2013, l'Office of Inspector General (OIG) (les services de l'inspecteur général) de l'U.S. Department of Homeland Security (Département de la Sécurité intérieure) a indiqué que le système de reporting de la CBP ne permettait pas de contrôler les cas d'emploi de force et que la CBP ne mentionnait pas les assauts contre des agents lors desquels une force mortelle n'avait pas été utilisée. Le rapport de l'OIG a conclu que le contrôle et l'analyse des incidents lors desquels une force mortelle n'avait pas été utilisée aideraient la CBP à mettre en œuvre des politiques visant à éviter l'emploi de force excessive. La CBP manque de transparence dans ces domaines qui préoccupent beaucoup le public. Bien qu'elle ait fini par diffuser son guide en matière de politique d'emploi de la force à la suite de la pression du public, ainsi que le rapport de l'OIG du DHS, elle a effacé des parties importantes du rapport de l'OIG, notamment celles concernant la redevabilité et l'emploi de la force.²¹⁴ De plus, la CBP ne publie pas les noms des agents impliqués dans des cas d'emploi de la force, n'indique pas quelles mesures disciplinaires ont été prises et ne communique pas les résultats des enquêtes.²¹⁵

Articles de la Convention concernés : 5, 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

²⁰⁹ See American Civil Liberties Union, *Shadow Report to the Fourth Periodic Report of the United States*, September 13, 2014, available at https://www.aclu.org/files/assets/american_civil_liberties_union_shadow_report_to_the_u.s._fourth_periodic_report_final.pdf.

²¹⁰ See Bob Ortega and Rob O'Dell, *Deadly border agent incidents cloaked in silence*, The AZ. Central, Dec. 16, 2013, available at <http://www.azcentral.com/news/politics/articles/20131212arizona-border-patrol-deadly-force-investigation.html>. See also Steve Inskeep, *After Shootings, Extended Silence: What The Border Patrol Hasn't Said*, NPR, June 9, 2014, available at <http://www.npr.org/2014/06/09/320220093/foi-request-sheds-some-light-on-border-patrol-shootings>.

²¹¹ See *id.*

²¹² See Daniel E. Martinez, Guillermo Cantor, Walter A. Ewing, *No Action Taken: Lack of CBP Accountability in Responding to Complaints of Abuse* (American Immigration Council) <http://www.immigrationpolicy.org/special-reports/no-action-taken-lack-cbp-accountability-responding-complaints-abuse>

²¹³ See, e.g., Daniel E. Martinez et al., Am. Immigration Council, *No Action Taken: Lack of CBP Accountability in Responding to Complaints of Abuse* (April 2014), available at <http://bit.ly/SwNbye>; The Ctr. For Latin Am. Studies, Univ. of Ariz., *In The Shadow of The Wall: Family Separation, Immigration Enforcement and Security, Preliminary Data from the Migrant Border Crossing Study* (2013), available at <http://las.arizona.edu/mbcs>.

²¹⁴ DHS OIG Report at 16 - 17; Andrew Becker and G.W. Schulz, *Border agency watchdog censurs recommendations to curb deadly force*, The Center For Investigative Reporting, January 29, 2014. <http://cironline.org/reports/border-agency-watchdog-censurs-recommendations-curb-deadly-force-5761>

²¹⁵ ACLU Complaint; Bob Ortega and Rob O'Dell, *Deadly border agent incidents cloaked in silence*; Steve Inskeep, *After Shootings, Extended Silence: What The Border Patrol Hasn't Said*.

Le rapport du gouvernement américain concernant le paragraphe 25 des Observations sur les conclusions du Comité en 2008 énumère les lois interdisant la brutalité policière et les pratiques discriminatoires de police. Le rapport indique également que les condamnations en vertu de ces lois sont plus nombreuses. Par ailleurs, le rapport indique que la CBP effectue des enquêtes internes, le cas échéant, concernant les cas d'assauts, de harcèlement, de menaces ou de tirs impliquant des employés. Enfin, le rapport indique que des particuliers peuvent intenter des procès contre les organes chargés de l'exécution de la loi en cas d'activités discriminatoires de la police en citant *Elliot-Park v. Manglona*, 592 F.3d 1003 (9th Cir. 2010). Cependant, il n'y a pas de mention du nombre de plaintes déposées à cet égard.²¹⁶ Le gouvernement américain énumère les remèdes disponibles mais ne démontre pas que la CBP a pris des mesures pour que ses agents soient disciplinés pour des violations de sa politique.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

University of California, Irvine School of Law International Justice Clinic: *United States Customs and Border Protection Has Not Addressed the 2008 CERD Committee Recommendation and Engages in Excessive Force for Which There is no Accountability and the Organization Lacks Transparency*

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

Criminalisation basée sur la race et le genre

Les personnes de couleur transgenre, transsexuelles ou non conformes à un genre (Transgender, transsexual or gender nonconforming people of color – TGNC POC) sont fréquemment arrêtées, harcelées, profilées et détenues abusivement par la police. En prison, elles subissent des assauts, du harcèlement, un isolement cellulaire et d'autres violences.

Recommandations suggérées :

1. Le Département de la Justice (DOJ) devrait adopter et mettre en œuvre une directive mise à jour sur le profilage par la police fédérale interdisant le profilage basé sur l'orientation sexuelle (réelle ou perçue), le genre, l'identité et l'expression du genre, l'invalidité, l'immigration, le logement, le statut matrimonial ou le VIH, et il devrait limiter son financement des services de police locaux en cas de non-conformité. Le DOJ devrait aussi adopter des politiques pour assurer que les TGNC soient appelés par le nom et avec le pronom correspondant au genre qu'ils utilisent régulièrement.

²¹⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 89-93 (13 June, 2013).

2. Le DOJ devrait réexaminer sa politique intitulée « Model State Provisions on Pimping, Pandering, and Prostitution » pour en éliminer les dispositions criminalisant et mettant en danger les travailleurs du sexe, les personnes victimes de trafics et les personnes travaillant dans les métiers du sexe.

3. Conjointement avec les Centers for Disease Control and Prevention et d'autres organisations, le DOJ devrait condamner la pratique actuelle de saisie des préservatifs comme preuve en cas d'arrestation pour prostitution ou d'engagement dans une intention criminelle.

4. Le DOJ devrait contrôler étroitement l'application de la loi Prison Rape Elimination Act pour assurer que les personnes TGNC ne subissent pas de pratiques discriminatoires et réviser les réglementations de la loi PREA pour inclure une interdiction explicite des fouilles dans le seul but de déterminer les caractéristiques génitales.

5. Le Bureau fédéral des prisons (Federal Bureau of Prisons – BOP) devrait éliminer toutes les formes d'isolement cellulaire dans les prisons fédérales, mais particulièrement pour les personnes TGNC en détention protectrice ; et assurer la transparence concernant l'hébergement des prisonniers transgenre et permettre l'engagement de personnes pour les défendre dans ces déterminations.

6. Le législateur américain devrait accorder la priorité aux besoins critiques identifiés par les survivants de ce trafic par rapport aux réponses basées sur l'application des lois pour le Federal Strategic Action Plan on Services for Victims of Human Trafficking. Il devrait également créer un groupe de travail faisant participer activement des travailleurs du sexe actuels et d'anciens travailleurs du sexe, des personnes impliquées dans ce métier et leurs alliés, pour faire une enquête sur l'impact de la criminalisation de l'implication dans les métiers du sexe sur la santé publique, la sécurité, les budgets et l'économie, et examiner de nouvelles approches pour atténuer les préjudices subis par les personnes travaillant dans ce secteur en réduisant la pauvreté et le nombre des sans logis, et en répondant aux besoins fondamentaux des groupes les plus représentés dans le commerce du sexe.

Fondement des recommandations ci-dessus :

En raison de la nature variée et persistante de la discrimination contre les personnes de couleur transgenre, transsexuelles ou non conformes à un genre (TGNC POC), les personnes TGNC POC doivent surmonter des obstacles pour avoir accès à l'emploi, au logement, aux soins de santé et à l'éducation.²¹⁷ L'inaccessibilité de ces ressources peut faire pression sur elles et les pousser à trouver d'autres sources de revenus, y compris dans les métiers du sexe et d'autres activités criminalisées. Les personnes TGNC POC sont fréquemment profilées, arrêtées et harcelées par la police qui les soupçonne de s'engager dans un métier du sexe ou une autre activité sexuelle illicite, même quand ce n'est pas le cas. Les femmes de couleur transgenre, en particulier, sont souvent arrêtées et détenues sous

²¹⁷ Catherine Hanssens, Aisha C. Moodie-Mills, Andrea J. Ritchie, Dean Spade, and Urvashi Vaid, *A Roadmap for Change: Federal Policy Recommendations for Addressing the Criminalization of LGBT People and People Living with HIV*, NEW YORK: CENTER FOR GENDER & SEXUALITY LAW AT COLUMBIA LAW SCHOOL 54 (2014), available at https://web.law.columbia.edu/sites/default/files/microsites/gender-sexuality/files/roadmap_for_change_full_report.pdf.

prétexte de l'application des lois contre la prostitution.²¹⁸ Ainsi, les personnes TGNC POC, qu'elles soient engagées ou non dans les métiers du sexe, sont très exposées au risque d'entrée dans le système de justice pénale.²¹⁹ De plus, les jeunes et les adultes LGBT impliqués dans des métiers du sexe et qui subissent des abus ou de la violence, font l'objet de profilage et de l'indifférence de la police et des prestataires de service, qui ne les reconnaissent pas comme des survivants d'actes de violence.²²⁰

Le contrôle de la prostitution par la police, combiné avec des profilages discriminatoires, a un impact négatif sur la santé et la sécurité des personnes TGNC POC. Par exemple, la police se sert souvent de la possession ou de la présence de préservatifs comme preuve de délits en liaison avec la prostitution.²²¹ Les personnes TGNC POC en contact avec la police subissent souvent des fouilles illégales et des agressions sexuelles par des policiers ainsi que par d'autres détenus.²²² Les détenus TGNC sont souvent isolés des autres prisonniers pour leur « protection » – ce qui les rend vulnérables à des abus par des policiers.²²³ Les femmes transgenre sont particulièrement vulnérables parce qu'elles sont souvent détenues avec des hommes, et qu'elles sont donc exposées à des actes de violence.²²⁴ Par ailleurs, en vertu de la loi Prison Rape Elimination Act (PREA), les prisonniers TGNC sont souvent punis et placés en isolement en raison des politiques qui interdisent un comportement non conforme au genre et punissent tout contact physique consensuel.²²⁵

Articles de la Convention concernés : 2, 5, 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas de mesures exhaustives visant à réviser les politiques et pratiques policières fédérales pour mettre fin aux violences et à la discrimination contre les personnes TGNC POC.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Best Practices Policy Project, Streetwise and Safe (SAS), & Legal Aid Society—Trafficking Victims Advocacy Project: *Criminalization of Transgender, Transsexual and Gender Nonconforming People of Color*

* * * * *

²¹⁸ MAKE THE ROAD NEW YORK, *Transgressive Policing: Police Abuse of LGBTQ Communities of Color in Jackson Heights* 4 (October 2012), available at http://www.maketheroad.org/pix_reports/MRNY_Transgressive_Policing_Full_Report_10.23.12B.pdf; HUMAN RIGHTS WATCH, *Sex Workers at Risk: Condoms as Evidence of Prostitution in Four US Cities* 2 (July 2012), available at http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/us0712ForUpload_1.pdf; Mogul, Ritchie and Whitlock, *Queer (In)Justice: The Criminalization of LGBT People in the United States* (Beacon Press 2011); Amnesty International, *Stonewalled: Police Abuse and Misconduct Against LGBT People in the United States*, AMR 51/122/2005, 2005.

²¹⁹ Hanssens et al., *supra* note 217, at 58.

²²⁰ *Id.*, at 64.

²²¹ HUMAN RIGHTS WATCH, *supra* note 8, at 29; see also PROS NETWORK & URBAN JUSTICE CENTER SEX WORKERS PROJECT, *Public Health Crisis: the Impact of Using Condoms As Evidence in New York City* (April 2012), available at <http://sexworkersproject.org/downloads/2012/20120417-public-health-crisis.pdf>.

²²² Hanssens et al., *supra* note 217, at 16.

²²³ *Id.*, at 20.

²²⁴ *Id.*, at 22.

²²⁵ *Id.* For example, as a result of a prohibition on consensual sexual contact or touching, a facility in West Virginia sentenced a prisoner to sixty days in solitary confinement. PREA also prohibits prisoners from dressing or displaying the appearance of the opposite gender. TGNC individuals are typically targeted for violating PREA mandates and are frequently punished through the use of solitary confinement. See *id.* at 21.

Crimes de la police contre les femmes de couleur

Les femmes de couleur sont ciblées de façon disproportionnée par la police, faisant l'objet de profilage, d'arrestations injustifiées, de passages à tabac, d'agressions sexuelles, de viols, de meurtres, de déni de soins et d'autres violations — le tout commis avec des taux d'impunité très élevés.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait établir une Commission nationale pour l'élimination des viols par la police afin de reconnaître, d'étudier et d'éliminer les agressions sexuelles par des policiers et de créer des politiques, pratiques et procédures visant à licencier rapidement les coupables, les poursuivre en justice et aider et dédommager les victimes.
2. Le Département de la Justice (DOJ) des États-Unis devrait employer plus d'agents spéciaux de couleur pour le FBI dans le cadre d'enquête « sur le terrain » sur des crimes ou délits commis par des policiers.
3. Le gouvernement américain devrait critiquer les procureurs des États qui ont démontré un manque de sensibilité vis-à-vis du public et n'ont pas réussi à condamner beaucoup d'accusés au sein de la police selon les statistiques ; et il devrait augmenter ses dons aux ONG et aux groupes de réflexion en matière d'application de la loi qui sont spécifiquement axés sur la documentation et la création de stratégies visant à éliminer la violence contre les femmes lors de contacts avec la police.
4. Le gouvernement américain devrait donner la priorité aux communications de décès de civils en détention : tout comme il publie tous les ans la liste des agents tués dans l'exercice de leurs fonctions, l'U.S. Bureau of Justice Statistics devait également publier la liste des décès de détenus (Arrest Related Deaths – ARD) chaque année, au lieu de tous les trois ans. Il devrait exister une obligation de communication de données pour le rapport ARD.
5. Le Congrès des États-Unis devrait immédiatement ré-autoriser la loi Deaths in Custody Act (H.R. 1447) et obliger tous les services de police à soumettre des rapports annuels sur les décès en détention.
6. Le DOJ devrait faire une enquête sur les pratiques, politiques et procédures racialement discriminatoires du Département de la police de Chicago ; pour toutes les formes de violence contre les femmes ; pour les meurtres extrajudiciaires d'Africains et de personnes de couleur et pour son code du silence institutionnalisé et ses tentatives de dissimulation d'actes criminels de ses agents.
7. Le gouvernement américain devrait analyser l'emploi et l'abus des règlements relatifs à la résistance à l'arrestation que les services de police et les procureurs utilisent pour harceler, accuser et condamner des personnes ayant été arrêtées illégalement et/ou ayant subi des abus par la police, et pour empêcher les victimes de violence policière et de harcèlement d'accéder à la justice.

8. Le gouvernement américain devrait permettre à des enquêteurs indépendants de faire des enquêtes sur les agressions sexuelles, les abus et les harcèlements par le personnel de police, et retirer cette fonction des pouvoirs de la division des affaires intérieure de chaque département de police aux États-Unis.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les femmes de couleur sont confrontées à de multiples formes de violence aux mains de la police, et on leur refuse également l'accès à la justice quand elles tentent de signaler des crimes commis contre elles. La Guerre contre les drogues a entraîné l'apparition de nouvelles politiques punitives axées sur la stigmatisation, une surveillance renforcée de la police et l'interprétation des femmes de couleur pauvres comme une catégorie de criminels, ce qui a causé l'incarcération de ces femmes, essentiellement des femmes de couleur condamnées pour des crimes commis afin de survivre.²²⁶ Le CATO Institute estime que le taux de violence de la police criminelle est plus élevé que celui de la population dans son ensemble, et que cette violence n'est sanctionnée qu'occasionnellement. Plus spécifiquement, il indique que les « taux d'agression sexuelle sont nettement plus élevés dans la police que dans l'ensemble de la population », et que l'agression sexuelle est le deuxième des crimes les plus fréquents que les policiers commettent.²²⁷ À Chicago, le Département de la Police a reçu en moyenne 9 700 plaintes par an contre ses 13 000 agents. Sur la base des données disponibles sur les plaignantes, plus de 71 % des victimes sont des femmes africaines, et plus de 87 % sont des femmes de couleur. Les femmes africaines et latinos étaient trois fois plus susceptibles d'être arrêtées par la police de Los Angeles que les femmes blanches.²²⁸ Le cas d'Anna Brown est l'un des nombreux cas qui illustrent la criminalisation par la police des femmes de couleur et l'absence de réponse à leurs besoins en cas d'urgence. Mme Brown recherchait des soins médicaux d'urgence quand la police l'a arrêtée, emprisonnée dans une cellule et laissé mourir au lieu de veiller à ce qu'elle reçoive des soins.²²⁹

Articles de la Convention concernés : 2, 4, 5, 5(a), 5(b), 5(d)(i), (viii) & (ix), 5(f)

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Crista E. Noel & Dr. Olivia Perlow, Women's All Points Bulletin: *American Police Crimes Against African Women and Women of Color*

* * * * *

Incarcération des Noirs souffrant de troubles mentaux, et violences associées

Les membres des minorités raciales qui souffrent de maladies mentales sont régulièrement dirigés de façon disproportionnée vers le système de justice pénale, en particulier à Los Angeles, Californie, où ils sont victimes de violence et de mauvais traitements au lieu de

²²⁶ According to the Sentencing Project, the number of women in prison increased by 646% between 1980 and 2010.

²²⁷ CATO Institute's 2010 *National Police Misconduct Reporting Project* (NPMRP).

²²⁸ http://assets.lapdonline.org/assets/pdf/consent_decree_fdr_02_07_11.pdf; Samuel Walker, May 2002 Special Report, "Driving While Female: A National Problem In Police Misconduct."

²²⁹ See <http://www.dailykos.com/story/2012/04/02/1079918/-Anna-Brown-Surveilled-to-Death#>.

programmes communautaires qui répondraient mieux à leurs besoins.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain, y compris au niveau des États et au niveau local, devrait exiger des programmes communautaires complets de diversion pour traiter la santé mentale²³⁰ à l'intention des personnes souffrant de troubles mentaux qui sont accusées de crimes plutôt que d'investir dans des prisons au coût élevé, et surveiller l'application de ces programmes au niveau du comté, en particulier dans les régions où la population carcérale est élevée. Le gouvernement américain devrait assurer la supervision fédérale des lois sur les Droits civiques, y compris la loi Civil Rights of Institutionalized Persons Act, et il devrait s'attaquer aux questions d'identités intersectionnelles et aux violations concernant la race et la santé mentale dans le système de justice criminelle
2. Le gouvernement américain devrait exiger que les organisations et institutions pertinentes recueillent des données intersectionnelles et produisent des analyses sur le genre, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la race et l'ethnicité en rapport avec un diagnostic de santé mentale pour informer les services de prévention et de traitement dans la communauté et dans le système de justice criminelle, et les adapter en conséquence. Il devrait instituer des recherches et des publications périodiques sur le déterminant social de l'incarcération en liaison avec les disparités raciales pour l'accès aux services de santé mentale et l'impact disproportionné de l'incarcération sur les minorités raciales et ethniques.
3. Le gouvernement américain, y compris au niveau des États et au niveau local, devrait créer des organes de supervision civils indépendants chargés de surveiller la protection des droits de la personne et des droits constitutionnels des membres de minorités ethniques et raciales incarcérés, tout particulièrement la protection contre la violence, les abus médicaux et la négligence, et devant collaborer avec les services de police locaux, au niveau des comtés.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Les noirs ne représentent que 9,6 % de la population de Los Angeles, en Californie (LA), mais ils constituent 31 % de la population carcérale du comté de LA,²³¹ et 43,7 % des personnes diagnostiquées comme souffrant d'une « maladie mentale grave » nécessitant un hébergement distinct dans les prisons.²³² L'accès limité des noirs aux soins de santé mentale cause « des symptômes plus graves, une implication plus grande dans des activités criminelles et des arrestations plus fréquentes ».²³³ Les noirs sont surreprésentés parmi les personnes souffrant de maladies mentales qui sont arrêtées et incarcérées, ils ont des « taux plus élevés de schizophrénie diagnostiquée, moins de chances de recevoir les médicaments psychiatriques les plus récents et plus de mal à s'intégrer avec succès dans la communauté ».²³⁴ En raison du manque de capacité et de la surpopulation, plus d'un tiers

²³⁰ Programs should utilize integrative wrap-around services using models that have been proven to reduce recidivism and improve mental health outcomes. Counties should further pursue and implement additionally methods such as split-sentencing, pre-trial release, and other practices that have been proven to reduce jail overcrowding and recidivism.

²³¹ The JFA institute, *Evaluation of the Current and Future Los Angeles County Jail Population*, p. 15 (April 10, 2012) at <http://www.jfa-associates.com/publications/LA%20Jail/LA%20County%20Jail%20Report.pdf>.

²³² Email from Jim Austin, President of the JFA Institute, (June 10, 2014)

²³³ Cuellar AE, Snowden LM, Ewing T., Criminal records of persons served in the public mental health system, 58(1) *Psychiatric Services* pp. 114-20 (2007) at <http://ps.psychiatryonline.org/article.aspx?articleid=97584>.

²³⁴ *Id.*

des 3 200 personnes identifiées comme souffrant d'une maladie mentale débilatante sont logées avec le reste de la population carcérale plutôt que dans des locaux dédiés aux malades mentaux.²³⁵ Les conditions alarmante dans la prison du comté de LA posent des risques majeurs de déclenchement ou d'aggravation de problèmes mentaux causant un état de stress post-traumatique et menant au suicide, y compris pour les personnes n'ayant pas été diagnostiqués antérieurement comme souffrant d'une maladie mentale.²³⁶ La surreprésentation des noirs dans les prisons les rend particulièrement vulnérables à la violence caractéristique de l'incarcération. Un tiers de tous les cas d'emploi de la force par des agents contre des prisonniers affectent des prisonniers souffrant de troubles mentaux.²³⁷ En dépit de la reconnaissance de l'efficacité des programmes communautaires de santé mentale, le LA County Board of Supervisors vient d'adopter un plan d'agrandissement massif de la prison coûtant 2,3 milliards \$ US pour un nouveau « centre de traitement pénitentiaire des maladies mentales » de 4 860 lits avec un budget d'exploitation annuel de 456 millions \$ US.

Articles de la Convention concernés : 5(a), 5(b), 5(e)(iv), 7

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport américain concède que malgré les lois et mécanismes « en place pour assurer l'égalité d'accès et de traitement dans le système de justice criminelle, ... les disparités raciales et ethniques continuent à exister » et « la proportion de membres des populations minoritaires dans les systèmes de justice et de prisons » nécessite des études complémentaires et une « vigilance continue ». ²³⁸ Néanmoins, ceci ne tient pas compte du chevauchement entre les taux disproportionnés d'incarcération des noirs et des personnes souffrant de troubles mentaux, ce qui souligne la nécessité de solutions autres que l'incarcération, ainsi que des études sur les causes sous-jacentes des multiples discriminations qui s'entrecoupent. Le rapport indique également que le DOJ/CRT conduit des enquêtes sur des pratiques ou méthodes discriminatoires dans les prisons et les établissements de soins de santé mentale. ²³⁹ Cependant, le DOJ/CRT a fait une enquête sur le traitement des prisonniers souffrant de troubles mentaux dans le système pénitentiaire du comté de L.A. en 1997, à la suite de laquelle une entente négociée a été conclue avec les responsables locaux, mais elle a été jugée insuffisante en juin 2014 car elle ne produisait pas les progrès anticipés. ²⁴⁰ En l'absence de directives claires pour s'attaquer aux violations intersectionnelles, de telles enquêtes ne permettent pas de détecter les multiples discriminations basées sur la race, l'ethnicité, le genre et l'invalidité dans le système de justice criminelle.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

²³⁵ Department of Justice, Civil Rights Division (DOJ CRT), *Compliance Mental Health Care and Suicide Prevention Practices at Los Angeles County Jails*, (June 4, 2014) [Compliance Letter].

²³⁶ *A Way Forward: Diverting People with Mental Illness from Inhumane and Expensive Jails into Community-Based Treatment that Works*, ACLU Southern California, (forthcoming; July 1, 2014)

²³⁷ *Id.*

²³⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 65 (13 June, 2013).

²³⁹ *Id.*, at ¶ 216.

²⁴⁰ Department of Justice, Office of Public Affairs, *Justice Department Concludes That Los Angeles County Jails System Has Made Progress, but Serious Deficiencies Continue* (June 6, 2014) at <http://www.justice.gov/opa/pr/2014/June/14-crt-610.html>.

Psychiatrie forcée et abus psychiatriques contre les personnes de couleur

Les Américains d'origine africaine et les autres personnes de couleur subissent un impact disproportionné du traitement cruel et impitoyable administré par le système de santé mentale aux États-Unis, y compris l'application de mesures restrictives, de restrictions et d'isolement cellulaire.

Recommandations suggérées :

Le Comité devrait s'appuyer sur l'approche de la Convention on the Rights of Persons with Disabilities afin de fixer des normes pour l'abolition de la psychiatrie forcée et de développer des supports qui respectent les désirs et les préférences des gens, et recommander ce qui suit au gouvernement américain :

1. Le gouvernement américain devrait interdire les traitements forcés et les assignations à résidence dans les centres de traitement des maladies mentales de façon à mettre fin à la fonction de contrôle social qui a été attribuée au système de santé mentale, ce qui a un impact discriminatoire sur les personnes de couleur.
2. Le gouvernement américain devrait transférer des ressources des recherches et services basés sur le modèle médical de la santé mentale à des programmes de recherche, de développement et d'expansion de solutions différentes respectant totalement l'autonomie de la personne, ses choix, sa dignité et sa vie privée, qui soient culturellement appropriées, qui tiennent compte des traumatismes et qui soient capables de répondre aux besoins variés de personnes en état de détresse grave ou ayant une perception altérée de la réalité, et incluant de l'aide pour se sevrer de médicaments psychiatriques.
3. Afin de mettre en œuvre la transition entre un modèle médical et des services axés sur la personne, le gouvernement américain devrait engager des consultations, d'une manière redevable envers les communautés et la population affectée et les membres de leurs familles et les personnes qui les soutiennent, pour en apprendre sur des modèles tels que Soteria, Open Dialogue, Family Group Conferencing, Intentional Peer Support, WRAP, Personal Ombud et Personal Board, et pour créer un menu de tels services permettant aux personnes et aux communautés de faire des choix.
4. Le gouvernement américain devrait soutenir les efforts communautaires de rétablissement de la paix et les programmes de justice restauratrice visant à réduire la violence et à créer des solutions constructives, ainsi qu'à promouvoir la construction communautaire sur la base de la justice raciale et de l'équité, ainsi qu'en voyant la justice et l'équité du point de vue des invalides.

Fondement des recommandations ci-dessus :

Le système de santé mentale des États-Unis sert de système de contrôle social existant parallèlement au système de justice pénale, et il est régi par des garanties minimales de recours, il rend légitime la discrimination basée sur l'invalidité et il laisse carte blanche aux préjugés raciaux. Les Américains d'origine africaine et d'autres personnes de couleur – y compris les enfants – subissent l'impact démesuré de ce système aux États-Unis. En particulier, ils subissent son traitement le plus cruel et le plus abusif,²⁴¹ l'application disproportionnée de mesures restrictives telles que l'internement dans des hôpitaux,²⁴² les restrictions et l'isolement cellulaire,²⁴³ l'impact combiné des systèmes de santé mentale et de justice criminelle,²⁴⁴ l'application de classifications de diagnostic qui déshumanisent²⁴⁵ et l'invocation de systèmes de contrôle de toutes sortes pour un comportement de moindre intensité que cela n'est le cas pour la plupart des blancs. Comme exemple de cet impact différentiel, une étude d'une institution psychiatrique médico-légale de New York (internement psychiatrique résultant de poursuites pénales) a constaté que les Américains d'origine africaine comprenaient 56 % des détenus et représentaient 65 % des cas de séclusion (isolement cellulaire), bien qu'ils ne constituent que 25 % de la population de la ville.²⁴⁶

Articles de la Convention concernés : 5, 5(b)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas le problème de la psychiatrie forcée et de l'abus psychiatrique des personnes de couleur.

²⁴¹ A FY 2013 report by the State of Colorado showed that, "like blacks, Hispanics are more likely to be subject to the most punitive conditions while in care. About 30 percent of the people put into seclusion and restraint last year were Hispanic." Colorado Moves Away from Seclusion, Restraint in Mental Health Crisis Cases, Inequities Remain, by Kristin Jones, June 11, 2014, available at: <http://inewsnetwork.org/2014/06/11/colorado-moves-away-from-seclusion-restraint-in-mental-health-crisis-cases-in-equities-remain/>. See also Campaign to Repeal Mental Health Laws, M.O.M.S.—Movement of Mothers and Others Standing Together, Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry, Law Project for Psychiatric Rights, Victorious Black Women, MindFreedom International, World Network of Users and Survivors of Psychiatry, & International Disability Alliance: *Report on Forced Psychiatry and Psychiatric Abuse Against African Americans as Intersectional Discrimination Based on Race and Disability*, § III, IV, and Appendix I.

²⁴² African Americans are more often coerced into treatment and hospitalization, are hospitalized as inpatients disproportionately to whites, are more often subjected to restraints and seclusion, and receive diagnoses that lead them to be considered as "severely mentally ill." Julian Chun-Chung Chow, Kim Jaffee, Lonnie Snowden, Racial/Ethnic Disparities in the Use of Mental Health Services in Poverty Areas, *Am J Public Health*. 2003 May; 93(5): 792–797; David T. Takeuchi, Mang-King Chung, Coercive and voluntary referrals: How ethnic minority adults get into mental health treatment; Arnold Barnes, Race, Schizophrenia and Admission to State Psychiatric Hospitals, *Administration and Policy in Mental Health and Mental Health Services Research* Vol. 31, No. 3 (2004); Lonnie R. Snowden, Julia F. Hastings, Jennifer Alvidrez, Overrepresentation of Black Americans in Psychiatric Inpatient Care, *Psychiatric Services*, Vol. 60 No. 6 (2009).

²⁴³ Two-Year Trends in the Use of Seclusion and Restraint Among Psychiatrically Hospitalized Youths, Abigail Donovan, B.S.; Robert Plant, Ph.D.; Allyson Peller, M.P.H.; Lesley Siegel, M.D.; Andrés Martín, M.D., M.P.H., *Psychiatric Services* 2003; doi: 10.1176/appi.ps.54.7.987; Armando Barragán, Jr, Seclusion and Mechanical Restraints Among Ethnic Minorities: Understudied and Needed Area of Research, *Mental Health Law & Policy Journal* Vol. 1 99-125 (2012); Paul J Toriello, Stephen J Leierer, Joseph E Keferl, The Impact of Race on the Use of Physical Restraint on Adolescent Males with Behavioral Disabilities: An Initial Study, *Journal of Applied Rehabilitation Counseling* Vol. 34 No. 4 (Winter 2003).

²⁴⁴ African Americans are especially over-represented in forensic psychiatric settings, i.e. those that are part of the criminal justice system. Michael Rembis, The New Asylums, in *Disability Incarcerated*, ed. Liat Ben-Moshe, Chris Chapman & Alison C. Carey (2014) (citing Patricia E. Erickson and Steven K. Erickson, Crime, Punishment, and Mental Illness: Law and the Behavioral Sciences in Conflict [2008]).

²⁴⁵ Schizophrenia, a highly controversial and stigmatizing diagnosis once more closely associated with gender bias and stereotypically passive resistance, and applied to white women, has shifted since civil rights movement protests to be consistently applied disproportionately to African American men, and to be seen as linked with violence. Christopher Lane, "How Schizophrenia Became a Black Disease: An Interview with Jonathan Metzl [author of *The Protest Psychosis* (2010)]." *Psychology Today*, <http://www.psychologytoday.com/blog/side-effects/201005/how-schizophrenia-became-black-disease-interview-jonathan-metzl>; Caroline Helwick, "Schizophrenia May Be Overdiagnosed in Black Patients," *Medscape Medical News*, 31 July 2012 (citing study by Lawson et al. in *Arch Gen Psychiatry*. 2012;69:593-600).

²⁴⁶ Tracy Benford Price, MD, Bruce David, DO, JD, and David Otis, PhD, The Use of Restraint and Seclusion in Different Racial Groups in an Inpatient Forensic Setting, *J Am Acad Psychiatry Law* 32:163–8, 2004.

Rapports sur lesquels la section ci-dessus est basée :

Campaign to Repeal Mental Health Laws, M.O.M.S.—Movement of Mothers and Others Standing Together, Center for the Human Rights of Users and Survivors of Psychiatry, Law Project for Psychiatric Rights, Victorious Black Women, MindFreedom International, World Network of Users and Survivors of Psychiatry, & International Disability Alliance: *Report on Forced Psychiatry and Psychiatric Abuse Against African Americans as Intersectional Discrimination Based on Race and Disability*

* * * * *

Poursuites pénales contre les migrants et état de délabrement et de ségrégation des prisons privées

Depuis 2000, le nombre de migrants – la grande majorité étant des ressortissants mexicains – poursuivis pour des crimes liés à l’immigration commis aux abords des frontières et incarcérés dans des prisons privées insalubres pratiquant la ségrégation à l’égard des immigrants a fortement augmenté.

Recommandations suggérées :

1. Le DOJ (Département de la Justice) et l’U.S. Department of Homeland Security (le Département américain de la sécurité intérieure) devraient adresser des directives aux organes compétents leur demandant de mettre fin à la pratique répandue consistant à traiter les infractions liées à l’immigration devant un tribunal pénal et d’avoir à nouveau recours au système civil en matière d’immigration pour traiter les cas de personnes appréhendées pour des motifs liés à l’immigration, que ce soit à la frontière ou à l’intérieur du pays.
2. Le DOJ devrait entreprendre un examen approfondi des prisons fédérales privées pratiquant la ségrégation à l’égard des immigrants. En attendant les conclusions de cet examen, aucun nouveau contrat avec ce type d’établissement ne devrait être conclu. Dans l’hypothèse où cet examen révélerait l’existence de conditions différentes de celles que l’on trouve dans les établissements publics, les contrats avec les sociétés de prisons privées concernées devraient être rompus.

Fondement des recommandations :

Depuis 2000, avec l’introduction de l’« Opération Streamline », les infractions aux lois criminalisant la migration sont devenues les infractions ayant fait l’objet du plus grand nombre de poursuites auprès des tribunaux fédéraux. Avant l’Opération Streamline, ayant pour effet de prescrire des poursuites pénales à l’égard de toutes les personnes traversant la frontière États-Unis-Mexique si elles ne sont pas en mesure de présenter des documents en règle lorsqu’elles sont arrêtées, les personnes traversant la frontière étaient principalement prises en charge par le système civil pour l’immigration. Au cours des dix dernières années, la proportion des personnes non-ressortissantes condamnées par les tribunaux fédéraux a

augmenté jusqu'à atteindre 45 % du total des condamnations prononcées en 2013.²⁴⁷ Parmi les personnes purgeant une peine de prison dans le système carcéral fédéral pour une infraction liée à l'immigration, 91,6 % sont d'origine hispanique ou latino.²⁴⁸

Pour faire face au nombre croissant de migrants mexicains condamnés à purger des peines dans des prisons fédérales après l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain, le Bureau of Prisons (BOP) fédéral a initié une vaste opération de privatisation en 1999. Les responsables du BOP ont créé une nouvelle catégorie de population parmi les détenus fédéraux, dénommée « criminels étrangers » et vouée à faire l'objet d'une ségrégation par rapport au reste de la population carcérale abritée au sein des prisons privées sous contrat (CAR). À l'heure actuelle, les non-ressortissants représentent 25,1 % de la population carcérale du BOP, et 17,4 % d'entre eux sont des mexicains. Les prisons CAR sont notoirement exposées à des cas de violations des droits de l'Homme. Une enquête menée durant plusieurs années portant sur cinq prisons « CAR » au Texas a démontré que : « les hommes détenus dans ces prisons privées sont victimes d'abus choquants et de mauvais traitements, et qu'ils font l'objet de discrimination découlant des politiques du BOP qui empêchent les contacts avec la famille et les excluent des programmes de réhabilitation ». Beaucoup trop de ces prisonniers sont maintenus en isolement cellulaire, près du double du taux des prisonniers détenus dans les prisons gérées par le BOP. Certains ont été victimes de propos racistes à leur égard de la part de gardiens. L'accès aux soins médicaux, aussi bien courants que d'urgence, est limité. Les conditions sont généralement sordides, tout particulièrement au sein de la plus grande prison CAR, the Willacy Correctional Institution, où les prisonniers sont amassés sous de grandes tentes.²⁴⁹ Les responsables du BOP ont reconnu qu'ils traitaient les migrants comme une catégorie inférieure de prisonniers, notamment parce que ces prisonniers risquent de se faire expulser au terme de leur peine.²⁵⁰

Articles de la Convention concernés : 1, 5(b)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Le rapport du gouvernement américain ne mentionne pas la poursuite pénale des migrants et leur emprisonnement dans les prisons privées.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Grassroots Leadership, & Justice Strategies: *Shadow Report of Grassroots Leadership and Justice Strategies to the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination Regarding Criminal Prosecutions of Migrants for Immigration Offenses and Substandard Privately-Operated Segregated Prisons*

* * * * *

²⁴⁷ U. S. Sentencing Commission's 2013 *Annual Report*, <http://www.ussc.gov/research-and-publications/annual-reports-sourcebooks/2013/annual-report-2013>

²⁴⁸ Marc Motivans. (Juillet 2012) *Immigration Offenders in the Federal Criminal Justice System, 2010*. Washington, DC: Federal Justice Statistics Program.

²⁴⁹ Carl Takei *et. al.* (Juin 2014) *Warehoused and Forgotten: Immigrants Trapped in Our Shadow Private Prison System*. Washington DC: American Civil Liberties Union.

²⁵⁰ Forrest Wilder and Priscilla Mosqueda, "Immigrants in Federal Prisons 'Subjected to Shocking Abuse and Mistreatment'," *Texas Observer*, Juin 9 2014; Judith Greene. "Bailing Out Private Jails," *American Prospect*, Septembre 2001.

Discrimination raciale et violences sexuelles faites aux femmes de couleur

L'initiative récente de la justice raciale fédérale *My Brother's Keeper* (MBK) écarte la mise en œuvre de solutions visant à mettre fin aux discriminations raciales persistantes à l'égard des femmes et des jeunes filles de couleur – alors qu'au titre de la loi *The Violence Against Women Act* (VAWA), les communautés de couleur continuent à se voir attribuer une part des ressources disproportionnellement inférieure à ce qui est nécessaire – afin que la loi traite davantage les sujets qui en ont le plus besoin.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait refondre l'initiative fédérale « My Brother's Keeper » (MBK), ainsi que « My Brother's and Sister's Keeper Initiative », et suivre les recommandations contenues dans la/les lettre(s) du forum des politiques afro-américaines (African American Policy Forum letter(s)),²⁵¹ afin de s'assurer que les problèmes faisant obstacle au développement sain des femmes et jeunes filles de couleur soient mis en exergue et traités de manière comparable aux stratégies relevant de l'initiative MBK.
2. Le gouvernement américain devrait allouer des financements adéquats aux communautés de couleur afin qu'elles puissent élaborer des réponses durables impulsées par la communauté aux questions portant sur les violences sexuelles.
3. Le gouvernement américain devrait accroître de manière significative le financement des communautés de couleur relevant de la loi fédérale Violence Against Women Act (VAWA), et veiller à ce que celle-ci soit reconduite dans une forme compatible avec ses objectifs consistant à remédier aux taux disproportionnés de violences faites aux femmes et aux jeunes filles aux États-Unis. Des fonds supplémentaires alloués au VAWA devraient avoir pour vocation de former les opérateurs d'intervention d'urgence du 911 afin de réduire le nombre de cas de viols et d'autres violences sexuelles non déclarés.
4. Le gouvernement américain devrait lutter contre la discrimination raciale à l'égard des victimes et de toutes les personnes de couleur en mettant en œuvre des formations spécifiques pour les acteurs collaborant avec le système judiciaire criminel, y compris les officiers de police, les avocats, les procureurs, ainsi que les juges et le personnel médical.
5. Le gouvernement américain devrait mettre un terme aux politiques d'arrestation et de poursuite systématiques qui entretiennent la discrimination raciale et ne permet pas de protéger les victimes contre les préjudices.
6. Le gouvernement américain devrait entreprendre des campagnes d'information visant à faire connaître aux femmes issues de minorités raciales, ethniques et nationales les mécanismes et procédures prévus par la législation nationale sur le racisme et la discrimination en matière de droits de l'Homme.

²⁵¹ [African American Policy Forum](http://aapf.org/2014/06/woc-letter-mbk/), "Why We Can't Wait: Women of Color Urge Inclusion in My Brother's Keeper," <http://aapf.org/2014/06/woc-letter-mbk/>

Fondement des recommandations :

La discrimination raciale et les violences basées sur le genre restent des problématiques fortement présentes aux États-Unis où les femmes de couleur, y compris les femmes lesbiennes, bisexuelles ou transsexuelles, sont affectées d'une manière qui exige un examen plus approfondi et mérite l'attention particulière de la population et des décideurs politiques. Les femmes et les personnes LGBT de couleur font face à une discrimination raciale persistante qui se manifeste également par un taux disproportionné de chômage et de sous-emploi, et les femmes afro-américaines sont victimes d'une discrimination salariale par rapport aux hommes bien plus importante que celle qui concerne les femmes blanches. Les femmes et les LGBT font également l'objet d'un taux culminant en matière d'arrestation et d'emprisonnement.²⁵² Le Président des États-Unis a créé l'initiative « My Brother's Keeper Initiative » en février 2014 afin de pouvoir proposer des opportunités aux jeunes hommes de couleur dans le domaine de l'éducation et de l'emploi notamment ; mais elle n'a pas réussi à cibler les disparités effectives et les conditions de détérioration pour les femmes et les jeunes filles de couleur.²⁵³ En outre, le fait que les États-Unis se basent principalement sur des méthodes pénales pour traiter les cas de violence n'apporte pas plus de sécurité à l'égard des femmes de couleur, et les États-Unis ne parviennent pas à allouer correctement les ressources pour remédier aux violences et abus sexuels dont souffrent les femmes et les LGBT de couleur, dans le cadre d'une justice raciale.²⁵⁴

Articles de la Convention concernés : 1-6, et, en particulier, 5(b)

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

Il convient de saluer le fait que le gouvernement américain souligne la discrimination et les violences dont les femmes et les LGBT de couleur sont victimes de manière disproportionnée au sein de son rapport,²⁵⁵ et cela devrait constituer un tremplin pour les futures actions. En particulier, les États-Unis reconnaissent que « la meilleure réponse à la violence contre les femmes – la réponse la plus susceptible de faire en sorte que les survivants deviennent autonomes et de tenir les délinquants responsables de leurs actes est une réponse qui doit être apportée et définie par la communauté elle-même ». ²⁵⁶ Cependant, le gouvernement américain doit prendre des mesures pour endiguer les différentes pratiques liées au racisme institutionnel – incluant les brutalités policières, les incarcérations en nombre, le système éducatif insuffisamment financé et la pauvreté – qui entravent la capacité des femmes de couleur à trouver des solutions aux problèmes de violence au sein de leur communauté. Il convient également de tenir compte du préjudice important et du poids des

²⁵² "Quick Facts: Women and Criminal Justice - 2009," Institute on Women and Criminal Justice <http://www.wpaonline.org/resources/quick-facts>; Simmons, Aishah Shahidah, "Who Will Revere Us? (Black LGBTQ People, Straight Women and Girls)" (Part 3), *The Feminist Wire* 4/25/14 <http://thefeministwire.com/2012/04/who-will-revere-us-black-lgtbq-people-straight-women-and-girls-part-3/>; Richie, Beth E., *Arrested Justice: Black Women, Violence, and America's Prison Nation*, New York University Press, 2014, http://nyupress.org/books/book-details.aspx?bookid=3170#.U7Hc_14fLA4.

²⁵³ "FACT SHEET: Opportunity for all: President Obama Launches My Brother's Keeper Initiative to Build Ladders of Opportunity For Boys and Young Men of Color," The White House, Office of the Press Secretary, 2/27/14, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/02/27/fact-sheet-opportunity-all-president-obama-launches-my-brother-s-keeper>.

²⁵⁴ Farah Tanis, L. Michelle Odom, & Aishah Shahidah Simmons, *Black Women's Blueprint: Report on Racial Discrimination and Sexual Violence Against Women of Color, Including Those Identifying as LGBTQ and the Impact of Inadequate Racial Justice Initiatives and Violence Prevention Policy Implementation in the United States*, at 4-5.

²⁵⁵ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 186-88 (13 juin 2013).

²⁵⁶ *Id.*, at ¶ 187.

actions violentes émanant des forces de l'ordre et du système judiciaire dont les femmes et les LGBT de couleur sont victimes.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Farah Tanis, L. Michelle Odom, & Aishah Shahidah Simmons, *Black Women's Blueprint: Report on Racial Discrimination and Sexual Violence Against Women of Color, Including Those Identifying as LGBTQ and the Impact of Inadequate Racial Justice Initiatives and Violence Prevention Policy Implementation in the United States*

* * * * *

DROIT DE LA LIBERTÉ D'OPINION ET D'EXPRESSION

Militants politiques et défenseurs des droits de l'Homme emprisonnés

Depuis plusieurs décennies, les États-Unis emprisonnent injustement et illégalement des défenseurs de couleur des droits de l'Homme et beaucoup d'entre eux ont été incarcérés suite à un programme fédéral illégal élaboré pour mettre fin à des mouvements réclamant la justice raciale durant l'U.S. Civil Rights Era (le mouvement des droits civiques américain).

Recommandations suggérées :

1. Les États-Unis et les gouvernements de chaque État des États-Unis doivent immédiatement et inconditionnellement libérer tous les militants politiques emprisonnés dans la cadre du COINTELPRO/ Civil Rights Era, et tout particulièrement ceux affectés par des maladies graves ou chroniques.
2. Le gouvernement américain devrait, conjointement avec les organisations de la société civile, constituer une commission nationale pour la vérité et la réconciliation afin de mettre un terme à la persécution des militants politiques visés dans le cadre du COINTELPRO/ Civil Rights Era.
3. Le gouvernement des États-Unis doit nommer un procureur spécial afin d'enquêter sur les décès et les emprisonnements de tous les défenseurs des droits de l'Homme et militants politiques visés dans le cadre du COINTELPRO/ Civil Rights Era afin d'identifier les actes de violation des droits de l'Homme et des droits civils qui ont eu lieu, et de remplir ses obligations visant à garantir aux victimes un droit d'indemnisation.

Fondement des recommandations :

Les États-Unis maintiennent emprisonnés des défenseurs de couleur des droits de l'Homme, la plupart desquels sont âgés et infirmes et ont été acteurs des luttes pour la justice raciale et économique au cours du Civil Rights era aux États-Unis. Beaucoup de ces personnes ont été

emprisonnées consécutivement à l'application du programme de contre-espionnage (COINTELPRO) du Federal Bureau of Investigation (FBI) américain. Ce programme a été élaboré pour cibler et réprimer la dissidence politique aux États-Unis, et en particulier les mouvements en faveur de la justice raciale. Lors du COINTELPRO, les militants, en particulier les défenseurs noirs et amérindiens des droits de l'Homme qui œuvraient en faveur de la justice raciale, ont été victimes de harcèlement, de surveillance et d'intimidation de la part du gouvernement, d'infiltration de leurs organisations, d'arrestations illégales, de poursuites abusives, de peines d'emprisonnement de longue durée et d'assassinats commis par des responsables locaux, de l'État, et des responsables de l'application des lois fédérales.²⁵⁷ Alors qu'un faible nombre de prisonniers politiques ont été disculpés après de longues années passées derrière les barreaux, la plupart ne l'ont pas été, et beaucoup ont dû faire face à des conditions cruelles, inhumaines et dégradantes incluant une absence de soins médicaux et un isolement prolongé.

Articles de la Convention concernés : 1(4), 2(1) (a & b), 2(2), 4(c), 5, 5(a), (b), (d)(vii-ix), 6, & 7

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

En réponse au paragraphe 15 des observations finales de 2008 du Comité, le gouvernement américain déclare qu'il « s'engage à utiliser tous les outils à sa disposition pour mettre fin aux disparités concernant les éléments – à travers une série d'indicateurs – qui ont un impact démesuré sur les personnes issues de minorités raciales et ethniques... En vertu de la Constitution américaine, la classification raciale est autorisée dans certaines circonstances et à des fins précises, telles que la réparation des actes de discrimination raciale commis antérieurement... »²⁵⁸ Les États-Unis exposent également leur approche en matière d'accès à la justice sous la houlette du DOJ comme ayant été élaboré pour « aider le système judiciaire à livrer des décisions justes et accessibles à tous, indépendamment de critères liés à l'argent et au statut, » et précisent : « l'initiative pour l'accès à la justice a œuvré pour permettre d'accroître la recherche et les financements qui ont pour vocation d'améliorer l'accessibilité des personnes les plus démunies aux avocats ». ²⁵⁹ Toutefois, le rapport ne mentionne pas les défenseurs des droits de l'Homme détenus depuis l'époque du COINTELPRO. En outre, en 2011, l'administration d'Obama a réclamé que le Congrès augmente les fonds dédiés aux sociétés d'avocats et lève la restriction en matière de recours collectifs ; mais le Congrès n'a pas agi en conséquence. Simultanément, les budgets d'État alloués à la défense des personnes les plus démunies ont été gelés.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Malcolm X Center for Self Determination, National Jericho Movement for Amnesty and Freedom for All U.S. Political Prisoners, and Yamasi People: *Political Prisoners: No Access to Justice- Political Repression- Imprisoned COINTELPRO/ U.S. Civil Rights Era HR Defenders and Political Activists, State Repression, Criminalization of Dissent*

²⁵⁷ Ward Churchill and Jim Vander Wall, *THE COINTELPRO PAPERS: DOCUMENTS FROM THE FBI'S SECRET WARS AGAINST DISSENT IN THE UNITED STATES* (1990).

²⁵⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 33 (13 juin 2013).

²⁵⁹ *Id.*, at ¶ 63.

DROIT DE PARTICIPER À LA VIE POLITIQUE

Obstacles au droit de vote

La discrimination raciale en matière de vote continue à être répandue aux États-Unis, et elle se caractérise par les obstacles rencontrés de manière disproportionnelle par les minorités nationales et ethniques pour pouvoir voter, tels que la loi sur l'identification des électeurs, le découpage des circonscriptions électorales et la privation du droit de vote pour les criminels.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement fédéral doit agir pour faire respecter toutes les dispositions de la loi fédérale sur le droit de vote et exhorter le Congrès à adopter une loi visant à empêcher toute introduction de changements en ce qui concerne la discrimination raciale en matière de droit de vote.
2. Le département américain de la justice (DOJ) devrait prendre des mesures contre les États qui n'ont pas intégré l'inscription des électeurs au sein du protocole de leurs organismes concernés en vertu de la loi National Voter Registration Act (NVRA) (la loi sur l'inscription nationale des électeurs), ainsi que contre les États qui s'y sont conformés de manière épisodique seulement. Le gouvernement fédéral devrait encourager la mise en œuvre par d'autres organismes publics couverts actuellement en vertu des échanges rendus possibles par la loi intitulée Affordable Care Act.
3. Le Census Bureau américain doit trouver une solution au problème du découpage des circonscriptions électorales à l'échelle nationale en garantissant que les personnes incarcérées sont comptabilisées comme résidents dans leur communauté d'origine.
4. Le gouvernement américain doit appliquer fermement la loi Voting Rights Act, au nom des électeurs appartenant aux minorités linguistiques afin d'assurer l'accès au processus de vote et de faire cesser la discrimination à l'égard des minorités linguistiques.
5. Le Congrès américain devrait adopter une loi garantissant aux citoyens du District de Columbia le droit à la représentation complète au Congrès.

Fondement des recommandations :

En juin 2013, dans l'affaire *Shelby County contre Holder*, la Cour suprême a invalidé une disposition essentielle de la loi Voting Rights Act de 1965.²⁶⁰ La décision de la Cour suprême a entraîné une vulnérabilité accrue pour des millions d'électeurs de couleur devant la discrimination en matière de vote en ouvrant la porte à des gouvernements des régions anciennement concernées afin qu'ils puissent mettre en œuvre de nouvelles et importantes restrictions au droit de vote. Par exemple, consécutivement à cette décision, la législature de la Caroline du Nord a ajouté de nombreuses barrières procédurales à l'exercice du vote. En

²⁶⁰ *Shelby County v. Holder*, 570 U.S. ____ (2013).

outre, depuis 2012, plus de 40 États ont adopté des lois exigeant des électeurs qu'ils fournissent une photo d'identité pour pouvoir voter au cours d'un scrutin.²⁶¹ Ces lois ont un impact disproportionnel sur les communautés de couleur. Un autre impact disproportionnel sur les communautés de couleur provient également du fait que le département de la justice américaine (DOJ) a pris peu de mesures visant à faire appliquer la loi National Voting Rights Act (NVRA), qui exige que des organismes publics proposent des possibilités d'inscription sur les listes électorales.²⁶² En outre, beaucoup d'États interdisent aux criminels condamnés de voter en s'appuyant sur des lois qui ont en grande partie proliféré au cours de la période Jim Crow qui s'efforçait de retirer le droit de vote aux minorités et en œuvrant conjointement avec le système de justice pénal discriminant pour affaiblir le pouvoir de vote des personnes de couleur.²⁶³

Dans la mesure où le Census Bureau américain comptabilise les prisonniers comme des personnes résidentes de leur cellule et non de leur domicile, et puisque les personnes incarcérées sont disproportionnellement noires et latino, et que les prisons se situent disproportionnellement dans des zones rurales majoritairement blanches, cette méthode renforce l'influence des votes dans les districts ruraux blanc prédominants, et elle dilue celle des minorités à l'échelle de l'État. Les contrôles de citoyenneté après inscription sur les listes électorales constituent un autre obstacle au droit de vote. Les personnes américaines de couleur sont nettement plus exposées au risque de ne pas disposer de tous les documents requis afin de prouver leur citoyenneté américaine.²⁶⁴ Les citoyens appartenant à des minorités linguistiques et qui ne parlent pas encore couramment l'anglais, et en particulier celles qui appartiennent également à des minorités ethniques ou raciales, doivent également faire face à de la discrimination à l'égard de l'exercice du droit de vote, laquelle se manifeste par des hostilités à leur égard, à des environnements peu accueillants ou au refus pur et simple au vote. Ils peuvent également éprouver des difficultés à comprendre les procédures et les outils employés lors des scrutins et se voient souvent refuser de l'aide. Un autre facteur constitue également une entrave à la participation égale à la vie politique : le District de Columbia ne dispose pas d'une représentation complète au Congrès, ce qui crée des disparités sur le plan racial, étant donné que la moitié de la population de la ville est noire.

Articles de la Convention concernés : 2, 5(c)

Recommandations suggérées :

Le gouvernement américain fait état des lois fédérales et d'efforts visant à protéger les droits des électeurs, mais il ne parvient pas à résoudre les problèmes issus de la décision récente de

²⁶¹ Sarah Childress, "Unprecedented" Number of Restrictive Voting Laws Being Introduced, PBS (Mai 31, 2012), <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/government-elections-politics/unprecedented-number-of-restrictive-voting-laws-being-introduced/>.

²⁶² The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America* at 30.

²⁶³ Jean Chung, The Sentencing Project, *Felony Disenfranchisement: A Primer 2* (Juin 2014), *available at* http://sentencingproject.org/doc/publications/fd_Felony%20Disenfranchisement%20Primer.pdf.

²⁶⁴ E.g., Brennan Ctr. for Justice at NYU Sch. of Law, *Citizens Without Proof: A Survey Of Americans' Possession Of Documentary Proof Of Citizenship And Photo Identification 2* (2006), *available at* http://www.brennancenter.org/dynamic/subpages/download_file_39242.pdf; Matt A. Barreto et al., Rates of Possession of Valid Identification, and Public Knowledge of the Voter ID Law in Pennsylvania 34-35, Table 1, Table 3 (Juillet 16, 2012), *available at* <http://www.aclupa.org/downloads/BarretoReport.pdf>; Matt A. Barreto and Gabriel R. Sanchez, Rates of Possession of Accepted Photo Identification, Among Different Subgroups in the Eligible Population, Milwaukee County, Wisconsin 25-26, 44, 46, Table 14, Table 16 (Avril 23, 2012), *available at* <http://www.aclu.org/files/assets/062-10-exhibitexpertreport.pdf>.

la Cour suprême visant à invalider une partie essentielle de la loi Voting Rights Act de 1965. Par ailleurs, il traite les questions liées aux obstacles à l'exercice du vote exposés ci-dessus de manière inadéquate et, plus particulièrement, il affirme que les États sont responsables de la privation du droit de vote aux criminels sans aborder les moyens qui permettraient au gouvernement fédéral de garantir et promouvoir le respect de l'ICERD par les États.²⁶⁵

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

DROIT DE QUITTER UN QUELCONQUE PAYS ET DE RETOURNER DANS SON PROPRE PAYS

Confiscation ou révocation de passeports de ressortissants américains originaires du Yémen

Dans des cas ayant impliqué des interrogatoires coercitifs et des violations évidentes de procédures régulières, les responsables du département d'État des États-Unis ont confisqué les passeports de ressortissants américains originaires du Yémen qui se rendaient à l'ambassade de Sanaa pour des démarches administratives courantes, et ils les ont laissé pour la plupart dans une situation de détresse à l'étranger.

Recommandations suggérées :

1. L'État parti devrait demander au personnel de l'ambassade des États-Unis à Sanaa de considérer les certificats de citoyenneté, de naturalisation et les rapports consulaires de naissance à l'étranger appartenant aux ressortissants américains originaires du Yémen, comme étant des preuves *prima facie* de leur citoyenneté américaine comme l'exigent les lois américaines. Les ressortissants américains originaires du Yémen qui fréquentent l'ambassade pour des démarches administratives courantes ne devraient pas faire l'objet d'enquêtes intrusives à propos de la réalité de leur citoyenneté américaine sur le motif de leur origine nationale.
2. L'État parti devrait immédiatement enquêter sur les allégations portant sur des comportements discriminatoires et injustes qui auraient eu lieu à l'ambassade américaine de Sanaa (y compris, sans toutefois s'y limiter, s'agissant de violations des procédures régulières, d'aveux forcés, d'interrogatoire coercitifs et de comportements de la part du personnel de l'ambassade consistant à généraliser et établir des stéréotypes), et il devrait publier ses conclusions (y compris les résultats des enquêtes ou études antérieures). L'État parti devrait

²⁶⁵ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 99-102 (13 Juin, 2013).

également mettre en place des solutions appropriées incluant : i. le rétablissement des passeports confisqués à tort ; ii. la mise en cause des responsabilités du personnel pour les fautes commises ; iii. l'attribution d'une indemnisation en pleine mesure pour les personnes dont les droits ont été violés ; et iv. la mise en place de formations pour éviter que ne se reproduisent ce type d'agissements.

3. L'État parti devrait mettre en œuvre des mesures au niveau de l'ambassade des États-Unis à Sanaa permettant de prévenir tout interrogatoire coercitif et tout aveux forcé à l'avenir, incluant, sans toutefois s'y limiter : i. l'information obligatoire à tous les citoyens américains de leurs droits avant toute entrevue ou tout interrogatoire ; et ii. l'information à tous les citoyens américains dont le passeport a été révoqué ou confisqué des différentes façons d'exercer leurs droits afin de pouvoir retourner aux États-Unis et contester la révocation de leur passeport par le biais de procédures administratives.

Fondement des recommandations :

Des organisations communautaires et pour la défense des droits civils ont recensé plus d'une dizaine de cas depuis août 2013 dans lesquels des responsables du Département d'État américain ont confisqué ou révoqué des passeports appartenant à des citoyens américains originaires du Yémen à l'ambassade américaine à Sanaa, et à travers des méthodes qui violent de manière flagrante les droits constitutionnels accordés dans le cadre d'une procédure régulière. Le Département d'État n'a pas encore répondu aux exigences de la loi Freedom of Information permettant d'en savoir plus, mais les médias rapportent que le nombre total de passeports confisqués est bien plus élevé. Lorsque les ressortissants américains originaires du Yémen se rendent à l'ambassade américaine pour des démarches administratives courantes, les responsables de l'ambassade les interrogent durant plusieurs heures sans qu'aucun avocat ne soit présent et ils les obligent à signer des aveux suggérant qu'eux-mêmes ou leurs parents ont transformé leur nom de famille lorsqu'ils ont migré aux États-Unis. Ces responsables les ont obligés à signer des aveux en échange de fausses promesses selon lesquelles leur passeport leur serait restitué s'ils signaient et les ont menacés de d'emprisonnement s'ils ne signaient pas. Ils leur ont ensuite confisqué leur passeport, les laissant ainsi exposés en pays étranger. Depuis février 2004, le Département d'État a émis des documents de circulation permettant un retour simple aux États-Unis, mais à l'attention seulement de quelques ressortissants américains originaires du Yémen pour lesquels les passeports avaient été révoqués. Les mesures prises par le Département d'État contournent les garanties procédurales normales qui s'appliquent aux citoyens américains lorsque leur citoyenneté américaine est contestée²⁶⁶ et elles exposent de nombreux ressortissants américains originaires du Yémen à des procédures administratives qui impliquent un niveau moindre d'éléments de preuve et un engagement de dépenses considérables pour les personnes dont les passeports sont contestés.²⁶⁷ Un nombre indéterminé de ces personnes sont encore bloquées à l'étranger.

Articles de la Convention concernés: 5, 5(d)(ii), 5(e)(i), (ii), et (v), entre autres

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

²⁶⁶ See *Kungys v. United States*, 485 U.S. 759 (1988).

²⁶⁷ See 8 U.S.C. § 1504; 22 C.F.R. § 51.65(a), 51.70(a).

Le gouvernement américain n’a pas évoqué ce problème dans son rapport de juin 2013.

Rapport sur lequel la section ci-dessus est basée :

Asian Americans Advancing Justice (Advancing Justice)—Asian Law Caucus, and Advancing Justice—Los Angeles, Arab Resource and Organizing Center, Center for Constitutional Rights, the Creating Law Enforcement Accountability & Responsibility project at CUNY School of Law, Council on American-Islamic Relations—California Chapter, the Muslim Legal Fund of America, the American Civil Liberties Union (ACLU) of Northern California and the ACLU of Southern California: *Stranded Abroad: Shadow Report on Coercive Interrogations and Due Process Violations in the Confiscation or Revocation of Passports of American Citizens of Yemeni Origin*

* * * * *

DROIT DE BÉNÉFICIER DE MESURES DE REDRESSEMENT ET DE RÉPARATIONS EFFECTIVES

Accès des travailleurs agricoles migrants à la justice et à la médecine

Les travailleurs agricoles migrants, qui sont de couleur pour la majorité, sont particulièrement vulnérables aux pratiques abusives des employeurs, et il arrive encore que des travailleurs sociaux se voient refuser l’accès aux camps de travailleurs migrants pour une assistance juridique, des soins de santé et d’autres services.

Recommandations suggérées :

1. Le gouvernement américain devrait prendre toutes les mesures raisonnables en vertu des instruments internationaux en vigueur en matière de droits de l’Homme et en vertu de la législation nationale afin de protéger, faire respecter et faire appliquer les droits des travailleurs migrants, et plus particulièrement afin de garantir l’accès des prestataires communautaires aux camps de travailleurs migrants – y compris lorsque les prestations se rapportent à du conseil juridique, à la santé, à l’éducation et à la religion.
2. Les États-Unis doivent assurer une application renforcée des droits des travailleurs agricoles migrants aux États-Unis par le biais de tous les organes fédéraux, d’États et locaux appropriés.
3. Le gouvernement américain doit garantir l’éducation et la formation du public, ainsi que, et tout particulièrement, la formation des polices locales, s’agissant des droits des travailleurs agricoles migrants qui vivent et travaillent dans les camps de travailleurs migrants, de manière à ce qu’ils puissent recevoir des informations de sensibilisation de la part des prestataires communautaires sur les lieux appartenant à l’employeur.

Fondement des recommandations :

On estime qu'entre 1 et 3 millions de travailleurs agricoles migrants viennent travailler chaque année dans les champs des États-Unis, ceci incluant au moins 100 000 enfants.²⁶⁸ La plupart sont pauvres, et ils vivent et travaillent dans des conditions dangereuses et déshumanisées.²⁶⁹ Environ 89% de ces travailleurs agricoles font partie de minorités raciales (hispaniques et afro-américaines), alors que 72 % des travailleurs agricoles migrants sont nés à l'étranger et que seuls 30 % d'entre eux parlent correctement l'anglais.²⁷⁰ Environ 21 % vivent dans des bâtiments appartenant à l'employeur ou fournis par ce dernier.²⁷¹ Régulièrement, les employeurs des travailleurs agricoles utilisent diverses manœuvres pour refuser l'accès aux travailleurs sociaux qui tentent de fournir aux travailleurs agricoles migrants vivant dans des camps ou des fermes aux États-Unis une assistance juridique, des soins de santé, un apprentissage, des services sociaux et d'autres services fondamentaux. Les travailleurs sociaux sont régulièrement victimes de harcèlement et sont menacés d'arrestation, et même de violence²⁷², par les propriétaires et exploitants de camps de travailleurs migrants. Les travailleurs agricoles doivent également faire face à des menaces d'expulsion, des violences sexuelles,²⁷³ des atteintes à la sécurité des personnes, ainsi qu'à des traitements inhumains et des abus de la part de leurs employeurs.

Les États-Unis ne disposent pas d'un cadre juridique fédéral et national suffisant ou uniforme concernant le droit des travailleurs agricoles migrants pour que ceux-ci puissent recevoir des visites et des informations de la part des travailleurs sociaux dans leur camp de travail agricole. De plus, les travailleurs agricoles sont traditionnellement victimes de discrimination au titre de lois en vigueur aux États-Unis pour des motifs racistes. Ce racisme présent dans le droit du travail et de l'emploi aux États-Unis perdure, et il continue à avoir des conséquences négatives.²⁷⁴ Le Congrès a reconnu les obstacles auxquels se heurtent les travailleurs agricoles pour l'accès à l'assistance juridique et au système judiciaire, et il a identifié les « initiatives sociales » comme étant « le principal facteur » pouvant permettre de briser ces obstacles ;²⁷⁵ mais il n'a encore pris aucune mesure permettant de concrétiser cette recommandation.

Articles de la Convention concernés : 5, 6

Corrélation au rapport du gouvernement américain :

²⁶⁸ National Center for Farmworker Health, *Farmworker Health Factsheet: Demographics 1* (Sept. 2012), <http://www.ncfh.org/docs/fs-Migrant%20Demographics.pdf>; Christine Ahn, Melissa Moore & Nick Parker, *Migrant Farmworkers: America's New Plantation Workers*, 10(2) BACKGROUNDER (Spring 2004), <http://www.acequianstitute.org/researchreports.html>.

²⁶⁹ See generally Oxfam America, *Like Machines in the Fields: Workers Without Rights in American Agriculture* (March 2004), <http://www.oxfamamerica.org/files/like-machines-in-the-fields.pdf>.

²⁷⁰ Findings from the National Agricultural Workers Survey (NAWS) 2007 -2009, <http://www.doleta.gov/agworker/naws.cfm>; National Center for Farmworker Health, *supra* note 2.

²⁷¹ Southern Poverty Law Center, *Who Are Farmworkers?* (2010), <http://www.splcenter.org/sexual-violence-against-farmworkers-a-guidebook-for-criminal-justice-professionals/who-are-farmworkers>.

²⁷² See Colorado Legal Services, Migrant Farm Worker Division, *Overworked and Underpaid: H-2A Herders in Colorado* (2010), <http://users.frii.com/cls/Overworked%20and%20Underpaid.pdf>.

²⁷³ See generally Human Rights Watch, *Cultivating Fear: The Vulnerability of Immigrant Farmworkers in the U.S. to Sexual Violence and Sexual Harassment* (2012), <http://www.hrw.org/news/2012/05/15/us-sexual-violence-harassment-immigrant-farmworkers> (describing the particularly dehumanizing effect of sexual violence and sexual harassment on farmworkers).

²⁷⁴ See e.g., Juan E. Perea, *The Echoes of Slavery: Recognizing the Racist Origins of the Agricultural and Domestic Worker Exclusion from the National Labor Relations Act*, 72 Ohio St. L.J. 95 (2011); *Race & Immigration Symposium: Mexicans, Immigrants, Cultural Narratives, and National Origin*, 44 Ariz. St. L.J. 305, 328 (2012).

²⁷⁵ *Id.*

The U.S. Government's report acknowledged that the U.S. "faces challenges in both its provision of legal representation to indigent criminal defendants and its provision of free and affordable civil legal services to the poor and middle class." It stated that the Government "recognize[s] that these challenges are felt acutely by members of racial and ethnic minorities." It also described establishment of the U.S. Department of Justice (DOJ)'s Access to Justice Initiative (ATJ) in 2010 and its ongoing work to strengthen civil legal services.²⁷⁶ With additional funding and staff, ATJ would likely be able to work with other agencies and make great progress on these access to justice issues, as well as others. However, establishment of ATJ is not enough to address the issue of migrant labor camp access for outreach workers.

Report Informing this Section:

Texas RioGrande Legal Aid, Center for Human Rights & Humanitarian Law Local Human Rights Lawyering Project, Worker Justice Center of New York, Hispanic Affairs Project (HAP), Public Justice Center, National Law Center on Homelessness & Poverty, Global Workers Justice Alliance, California Rural Legal Assistance Foundation, Farmworker Justice, Colorado Legal Services, Northwest Workers' Justice Project, El Comité de Apoyo a los Trabajadores Agrícolas (CATA), Centro de los Derechos del Migrante, Inc. (CDM), & Sarah Paoletti, Esq.: *Illegally Denied: Migrant Farmworkers Fight for Access to Justice and Health Care in the United States*

* * * * *

Access to Counsel in Civil Cases, Including Immigration Proceedings

A lack of a constitutional right to counsel in civil cases, combined with defunding of federal legal aid, leaves millions of poor and low income people, disproportionately people of color, with no legal counsel in crises such as evictions, termination of subsistence income, or deportations.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should support and fund research to assess the disproportionate impact that the lack of a generally-recognized right to counsel in civil proceedings has on indigent persons belonging to racial, ethnic and national minorities, including those in immigration proceedings.
2. The U.S. Government should provide adequate funding for the federal Legal Services Corporation and lift restrictions that prevent legal services lawyers from providing necessary services.
3. The U.S. Government should intensify the Department of Justice Access to Justice Initiative's activities with respect to civil legal services, including immigration proceedings,

²⁷⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 62-64 (13 June, 2013).

and provide it with necessary leadership, funding and other support to reach its full potential.

4. The U.S. Government should support and coordinate efforts to expand and establish a right to counsel at the state level in civil cases implicating basic needs by: funding state access-to-justice initiatives, developing, evaluating, and disseminating “best practices” for state and local governments, and filing supportive amicus briefs in right-to-counsel litigation in state courts.

5. The U.S. Government should prioritize establishing a right to legal counsel for immigrants in civil immigration proceedings and indigent litigants in other federal civil cases where liberty interests or basic human needs are at stake.

Basis of the Recommendations:

The U.S. Constitution does not recognize a categorical right to counsel in civil cases, including in immigration removal proceedings. Thus, millions of poor or low-income people cannot obtain legal representation for crises such as evictions, foreclosures, domestic violence, workplace discrimination, termination of subsistence income or medical assistance, loss of child custody, or deportation.²⁷⁷ This civil justice gap has a disparate impact on racial, ethnic and national minorities.²⁷⁸ In immigration cases, Latin American immigrants are disproportionately targeted for removal proceedings.²⁷⁹ They are also significantly more likely to be poor²⁸⁰ and unable to afford counsel. Lack of access to counsel results in less favorable outcomes for low-income litigants, and serves to keep families poor.²⁸¹ The Legal Services Corporation, the primary delivery system for federal legal aid for poor people, has experienced crushing budget cuts.²⁸² LSC-funded programs have nowhere near the resources necessary to respond to the need for services.²⁸³ LSC-funded organizations are also unable to meet the legal needs of immigrants and low-income and poor clients because of restrictive federal rules governing who may receive their legal services and the types of activities they may engage in.

ICERD Articles Implicated: 5(a), 6

²⁷⁷ Legal Servs. Corp., *Documenting the Justice Gap in America: The Current Unmet Civil Needs of Low Income Americans*, 1 (Sept. 2009), http://www.lsc.gov/sites/default/files/LSC/pdfs/documenting_the_justice_gap_in_america_2009.pdf.

²⁷⁸ While research results point in a consistent direction, research on this issue has been uncoordinated and therefore not comprehensive. See, e.g., Catherine R. Albiston & Rebecca L. Sandefur, *Expanding the Empirical Study of Access to Justice*, 2013 WISC. L.REV. 101, 110 (2013) (stating that we “know little of the impacts of inequality in access to justice on other forms of social inequality,” including race). See also Amelia T. Lafont et al., *Civil Legal Needs of Low-Income Arkansans: 2013 Needs Assessment Final Report* 6-8 (2013), available at http://lri.lsc.gov/sites/default/files/LRI/pdf/13/LAA_needsassessment_2013.pdf (describing wide variety of research approaches adopted by legal needs studies).

²⁷⁹ More than 65% of noncitizens in removal proceedings in 2013 were from just four countries: Mexico, Guatemala, El Salvador, and Honduras. U.S. Dep’t of Justice, Exec. Office for Immigration Review, *FY 2013 Statistics Yearbook* D1 (2014), available at <http://www.justice.gov/eoir/statpub/fy13syb.pdf>. Combined, all Latin American and Caribbean immigrants made up 55% of the immigrant population of the U.S. in 2013. Pew Research Ctr., *Changing Patterns of Global Migration and Remittances* 8 (2013), available at <http://www.pewsocialtrends.org/2013/12/17/changing-patterns-of-global-migration-and-remittances/>. On the disproportionate targeting of Hispanic communities for immigration enforcement, see also Adam B. Cox & Thomas J. Miles, *Policing Immigration*, 80 U. CHI. L. REV. 87, 112-115 (2013) (finding that Obama administration’s “Securing Communities” program, which claimed to focus on removing “criminal aliens” focused on heavily Hispanic communities, rather than high crime communities).

²⁸⁰ Pew Research Ctr., *Statistical Portrait of the Foreign-Born Population in the United States, 2012* (2014), available at <http://www.pewhispanic.org/2014/04/29/statistical-portrait-of-the-foreign-born-population-in-the-united-states-2012/>.

²⁸¹ Wade Henderson & Jonathan Smith, *The Right to Counsel and Civil Rights: An Opportunity to Broaden the Debate*, CLEARINGHOUSE REV. 210, 213 (July-Aug. 2006).

²⁸² Legal Servs. Corp., *LSC Funding*, <http://www.lsc.gov/congress/lsc-funding>.

²⁸³ John G. Levi, *Opening Remarks at the 2013 White House Forum on Increasing Access to Justice* (April 16, 2013), available at <http://www.lsc.gov/board-directors/chairmans-page/statements/lsc-chairman-john-levis-remarks-2013-white-house-forum>.

Correlation to U.S. Government Report:

In its report, the U.S. government notes, “there is no right to counsel at government expense for civil matters.”²⁸⁴ Under U.S. law, the same is true for immigration proceedings.²⁸⁵ Against this backdrop, the government acknowledges that it “faces challenges in . . . its provision of free and affordable civil legal services to the poor and middle class” and “recognize[s] that these challenges are felt acutely by members of racial and ethnic minorities.”²⁸⁶ Chief among mechanisms the Government identifies for mitigating the justice gap are the Legal Services Corporation (“LSC”) and the Department of Justice’s Access to Justice Initiative (“ATJ”).²⁸⁷ However, due to lack of funding and staff, as well as restrictive measures on who LSC can represent, these measures are insufficient to address the serious justice gap in the United States.

Report Informing this Section:

Columbia Law School Human Rights Institute, Northeastern University School of Law Program on Human Rights and the Global Economy, National Legal Aid & Defender Association, Sargent Shriver National Center on Poverty Law, Detention Watch Network, National Center for Access to Justice, Make the Road New York, Northern Manhattan Coalition for Immigrant Rights, American University Washington College of Law Center for Human Rights & Humanitarian Law Local Human Rights Lawyering Project: *Access to Justice: Ensuring Meaningful Access to Counsel in Civil Cases, Including Immigration Proceedings*

* * * * *

Failure to Protect Minority Groups From Hate Crimes

The U.S. Government has failed to protect minority communities from hate crimes through a combination of inadequate data collection, limited training of law enforcement to investigate and document hate crimes, and by failing to devote resources to monitor domestic extremists with supremacist ideologies.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should mandate reporting of hate crimes by all law enforcement agencies, so that local jurisdictions are compelled to accurately reflect the number of hate crimes in their jurisdiction; and encourage states to include voluntarily provided victim demographics including age, gender, race, ethnicity, sexual orientation, disability, and religion in hate crimes data collection efforts. Victims, should at a minimum, be counted and not excluded because the perpetrator(s) perceived target group is different than the victim's group.

²⁸⁴ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 61 (13 June, 2013).

²⁸⁵ 8 U.S.C. § 1229a(4)(A).

²⁸⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 62 (13 June, 2013).

²⁸⁷ *Id.*, at ¶ 61, 63-64.

2. The U.S. Government should mandate law enforcement training for all new recruits regarding investigating and reporting hate crimes, with periodic follow-up training; and allocate sufficient resources to states to provide comprehensive training for officers to identify bias indicators in crime and incorporate hate crimes investigation procedures in *Patrol Guides* used by law enforcement.
3. The U.S. Government should revitalize collaboration between Hate Crimes Task Forces and civil society in every major city across the nation, and have FBI and local law enforcement bridge the hate crimes documentation gap by working with a broad coalition of stakeholders, including civil society, to identify innovative solutions for more robust data collection; recognizing that combating hate crimes must be a shared burden.
4. The U.S. Government should strengthen Department of Homeland Security and FBI monitoring of non-Islamic extremist groups and use Behavioral Threat Assessments (BTAs) to identify individuals or groups who display supremacist ideology to prevent bias-motivated crimes against vulnerable communities.
5. The U.S. Government should “[s]upport research assessing the prevalence, incidence, predictors, and outcomes of hate crimes, as well as the psychological impact of hate crimes on victims, their families, and the community.”²⁸⁸

Basis of the Recommendations:

The FBI has never reported more than 10,000 hate crimes in any given year.²⁸⁹ In contrast, the Bureau of Justice Statistics' 2013 Special Report on hate crime victimizations, relying on data from the National Crime Victimization Survey (NCVS), found an average of 259,700 hate crime victimizations occurred each year from 2007-2011.²⁹⁰ According to NCVS, victims did not notify law enforcement about hate crime victimizations in 65% of the cases it documented.²⁹¹ Also, significant underreporting of hate crimes by law enforcement to the FBI arises from the voluntary nature of local law enforcement compliance with the FBI's request for hate crime data.²⁹² The Department of Justice in 2005 observed that some law enforcement agencies “prefer [] not to acknowledge the role of hate in certain offenses.”²⁹³ In 2009, a senior analyst in the U.S. Department of Homeland Security (DHS) authored a report warning of the dangers of violent rightwing extremism in the U.S. Following the report's publication and ensuing backlash, he reported that “DHS ... cancel[ed] all of its domestic-terrorism-related reporting and training for law enforcement,” and that “the Department not only decided to stop all of our work, but they also disbanded the unit,

²⁸⁸ American Psychological Association, *The Psychology of Hate Crimes*, at 2, available at: <https://counseling.uoregon.edu/DNN/LinkClick.aspx?fileticket=Y6V365uld4w%3d&tabid=420>.

²⁸⁹ Federal Bureau of Investigation, U.S. Department of Justice, *Uniform Crime Reports: UCR Publications*, <http://www.fbi.gov/about-us/cjis/ucr/ucr-publications#Hate>.

²⁹⁰ Nathan Sandholtz, et al., U.S. Dep't. Of Justice, *Hate Crime Victimization, 2003-2011*, 4 (Mar. 2013), <http://www.bjs.gov/content/pub/pdf/hcv0311.pdf>. note 18, at 1.

²⁹¹ Peter P. Lynch, et al., *Understanding Crime Statistics: Revisiting the Divergence of NCVS and UCR*, Cambridge University Press, 5 (2007).

²⁹² See generally, Human Rights First, *First Submission to the Office of the High Commissioner for Human Rights, Universal Periodic Review: United States of America* (Nov. 26, 2010), http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/session9/US/HRF_HumanRightsFirst.pdf; Nicole Krasavage, et al., *Are Victims Falling Through America's Hate Crime Data Gap?*, CNN (March 23, 2013), <http://www.cnn.com/2013/03/15/justice/hate-crime-statistics>.

²⁹³ Michael Shively, *Study of Literature And Legislation On Hate Crimes In America*, Abt Associates, Inc., iii (March 31, 2005), available at <https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/nij/grants/210300.pdf>.

reassigned us to other areas . . . , and then made life increasingly difficult for us.”²⁹⁴ During a Senate hearing on hate crimes, he testified that “domestic rightwing extremists trumped all other forms of ideologically motivated violence in the U.S. for number of deaths” since September 11, 2001. Despite this, disproportionate resources have been used on surveillance and monitoring of Islamic extremism, leaving the U.S. with a blind spot for domestic hate groups. The U.S. has taken some steps to address hate crimes since 2006, but has not addressed failure of proper data collection, law enforcement training, and monitoring of domestic hate groups.

ICERD Articles Implicated: 2, 4, 5(a), 5(b), 6

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government report recognizes that “hate crimes and the intolerance that breeds them remain all too prevalent in the United States.” It reports 2011 FBI statistics on the extent of crimes motivated by bias,²⁹⁵ and describes significant expansion of federal hate crimes law in the U.S. in 2009.²⁹⁶ It also stressed the importance of federal, state, and local authorities and community organizations forming coalitions to track, prevent and combat hate crimes, and noted that in 2010 the FBI devoted some additional resources to combating hate crimes in areas most at risk for them.²⁹⁷ However, the U.S. Government did not acknowledge the disparity between numbers of hate crimes recorded by the FBI’s Uniform Crime Reporting program and the number recorded by the Bureau of Justice-compiled National Crime Victimization Survey. Nor did it recognize underreporting of hate crimes by law enforcement to the FBI.

Report Informing this Section:

Hansdeep Singh, Esq., Jaspreet Singh, Esq., & Murtaza Khwaja, International Center for Advocates Against Discrimination (ICAAD): *Perpetuating Discrimination: How the U.S. Government’s Compliance with the Underreporting of Hate Crimes Leads to a Failure to Protect Minority Groups and Effectively Combat Hate Crimes*

* * * * *

ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS OF DESCENDANTS OF AFRICANS ENSLAVED IN THE U.S.

Descendants of Africans Enslaved in the United States

²⁹⁴ Brian Levin, *U.S. Hate and Extremist Groups Hit Record Levels, New Report Says*, Huffpost Politics (Mar. 8, 2012), http://www.huffingtonpost.com/brian-levin-jd/hate-groups-splc_b_1331318.html; Daryl Johnson, *Daryl Johnson: I Tried to Warn Them*, SALON, http://www.salon.com/2012/08/17/daryl_johnson_i_tried_to_warn_them/; Amy Goodman, *Former DHS Analyst Daryl Johnson on How He Was Silenced for Warning of Far Right Militants in US*, Democracy Now!, http://www.democracynow.org/2012/8/9/former_dhs_analyst_daryl_johnson_on.

²⁹⁵ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 52 (13 June, 2013).

²⁹⁶ *Id.*, at ¶ 51.

²⁹⁷ *Id.*, at ¶ 55.

Descendants of Africans Enslaved in the U.S. (DAEUS) face a system of oppression that results in ongoing disparate outcomes in health and wellbeing. The U.S. fails to know the status of DAEUS and has reconstructed through its laws another system of oppression.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should amend census and data collection category to have more ethnic categories for Blacks including a category for Descendants of Africans Enslaved in the United States (DAEUS).
2. The U.S. Government should conduct racial impact study on all policies and laws with particular attention to impact on DAEUS.
3. The U.S. Government should require any federal, state, county and city that receives any federal funding to collect data on impact of programs using federal funds on DAEUS and publish that data electronically for the public.
4. The U.S. Government should require government agencies and federal contractors to be trained on dismantling anti-black racism, on systemic racism analysis and on ICERD obligations.
5. The U.S. Government should revise anti-discrimination law to include negligent discrimination.

Basis of the Recommendations:

The U.S. was established with a distinctive legal framework that espoused freedom and democracy while brutally suppressing people of African descent who were regarded as property and chattel. Over 396 years the law has been used to oppress people of African descent: the invention of racial slavery, the re-creation of slave-like conditions through legal Apartheid (also known as Jim Crow), and the re-creation of Jim Crow through the new American Apartheid through which this historical legacy of oppression continues. The CIA says that the quality of life in a country can be measured by life expectancy. In the case, of Black Americans then, the quality of life is worse than many developing countries, including Barbados, Cuba and Jamaica.²⁹⁸ This poor health status represents the result of continuing discrimination that DAEUS communities face in wealth and income, healthcare access, housing, education, food security, land access, and employment.²⁹⁹ In addition to disproportionate arrest and imprisonment, DAEUS face extrajudicial killings that approximate the lynchings during the Jim Crow era.³⁰⁰ This system of oppression continues in large part because the U.S. has blocked direct access to the court for disparate impact discrimination and does not allow any remedy for negligent discrimination.³⁰¹ Finally, the U.S. has failed to collect data on DAEUS so their true status is unknown.

²⁹⁸ Vernellia Randall, *Dying While Black* (2006).

²⁹⁹ Professor Vernellia R. Randall & Ms. Zakiya Sankara-Jabar: *Status of Descendants of Africans Enslaved in the United States and the United States' Violation of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination* 28-29.

³⁰⁰ *Id.*, at 26.

³⁰¹ *Alexander v. Sandoval*, 532 U.S. 275, 293 (2001).

ICERD Articles Implicated: 2, 2(1)(a-b) & (d), 3, 5

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government does not mention categorization of issues specific to DAEUS.

Report Informing this Section:

Professor Vernellia R. Randall & Ms. Zakiya Sankara-Jabar, Racial Justice Now and 62 organizations and 212 individuals: *Status of Descendants of Africans Enslaved in the United States and the United States' Violation of the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*

* * * * *

LABOR AND EMPLOYMENT RIGHTS

Legal Child Labor in U.S. Agriculture

The U.S. exempts the agriculture industry from most worker protections, including those protecting children, resulting in hundreds of thousands of primarily Latino children working in fields in harsh and dangerous conditions.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should increase the minimum age for harvesting and for hazardous work in agriculture under The Fair Labor Standard Act to meet ILO standards. The Executive Branch should act to execute a change at the federal level to equalize child labor laws in agriculture to match those with all other industries.
2. The U.S. Government should act to improve labor conditions and equalize labor laws so that agricultural and domestic work receives the same protections as all other work under the FLSA.
3. The U.S. government should consider promoting non-soil based farming when applicable to produce, such as vertical hydroponic farming, to offer agricultural workers stability, less pesticides, and more oversight of working conditions.

Basis of the Recommendations:

An estimated 300,000-500,000 predominately Hispanic children, sometimes younger than twelve, harvest produce in intense hot weather, exposed to toxic pesticides, and using repetitive motions for 10-14 hours a day, in exploitative and poorly regulated work conditions. The high school dropout rate for these children is four times the national rate.³⁰² Piece rate work is grueling and low paid. If minimum wage is paid, the workers may be

³⁰² <http://www.hrw.org/support-care>.

obligated to a quota, requiring more hours than they are paid. Fields may lack water, shade and basic sanitary features. Due to exemptions in the Fair Labor Standards Act, U.S. federal child laws are minimal for agriculture. Farm workers are exempt from minimum wage, overtime pay, and the right to unionize. The U.S. Federal standard for youth in non-agriculture work is age 16 with limits on hours and restrictions for their health until age 18 to protect their education, but these standards do not apply to child laborers in agriculture.

ICERD Articles Implicated: 5(e)(i), (ii), (iv), & (v), 6

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government claims, “all workers in the United States, regardless of immigration status, are entitled to the protections of U.S. labour and employment laws, including those related to minimum wage, overtime, child labour, workplace health and safety, compensation for work-related injuries...,”³⁰³ yet fails to mention its minimal labor standards, regulations or enforcement in agriculture, including for child laborers.

Report Informing this Section:

Julia Perez, MSEE, *The Harvest: Legal Child Labor in U.S. Agriculture*

* * * * *

Attacks on Workers’ Rights and Political Participation in Indiana

In the political climate developed following passage of legislation that suppresses voting by minorities, Indiana also passed anti-union legislation and government officials ignore community and worker rights in negotiating public-private partnerships for economic development.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should investigate the involvement of Indiana officials in the executive and legislative branches for involvement in the media campaign of disinformation used to sway voter opinions regarding “right-to-work” anti-union legislation in Indiana.
2. The U.S. Department of Justice should investigate the activities of Indiana state, regional and municipal officials in their use of funds secured for expansion of construction at the Gary-Chicago International Airport, all publicly-funded projects, and all private-public partnerships.

Basis of the Recommendations:

Indiana’s has a history of racist, anti-worker campaigns, which have led to lowered wages

³⁰³ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 61, 63-64 (13 June, 2013).

and standards of living in Indiana. The campaign for “Right-to-Work” (RTW) legislation, and its passage into law in Indiana 2012, marked an intensification of anti-worker politics in Indiana. RTW laws stop employers and employees from negotiating an agreement, known as a union security clause, requiring all workers who receive the benefits of a collective bargaining agreement to pay their share of the costs of unions representing them. Thus, RTW laws leave dues-paying members in the unfair position of paying costs for non-dues-paying employees.³⁰⁴ Since RTW became law in Indiana, conditions for workers and their ability to advocate on behalf of themselves through unions have deteriorated.³⁰⁵

RTW legislation passed after a number of voter suppression measures were enacted in Indiana. For example Indiana passed one of the first voter-identification (I.D.) laws in the nation despite studies having shown that voter fraud was negligible and unworthy of legislative attention. The U.S. Supreme Court declared the Indiana voter I.D. law constitutional in 2008, despite the fact that the law imposes unjustified burdens on the elderly, poor and minorities. In the current political climate in Indiana, worker’s rights and rights for low-income communities continue to be dismissed in public-private plans for economic development, including expansion of the Gary-Chicago airport.³⁰⁶

ICERD Articles Implicated: 1(1), 2(1), 5(c), 5(e)(i), (ii), & (v)

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. report does not directly address voter-ID vote suppression laws or “Right to Work” anti-union laws.

Report Informing this Section:

Rev. Dwight Gardner & Rev. Cheryl Rivera, Northwest Indiana Federation of Interfaith Organizations; Renee Hatcher, Esq.; Chicago Lawyers’ Committee for Civil Rights Under Law; Rev. Dr. John E. Jacson, Sr.; Trinity United Church of Christ, Gary; & M. Thandabantu Iverson, PhD.: *Workers’ Human Rights in Indiana: A Critical Look at Recent Violations*

* * * * *

Racial Discrimination in Employment

People of color in the U.S. face disproportionately high rates of unemployment, due in part to mis- and over-use of arrest records and wrongful use of credit checks in employment; and lack of access to the court system for low-wage workers. LGBT people of color, in particular face high rates of employment discrimination.

Suggested Recommendations:

³⁰⁴ MINN. AFL-CIO, “Right to Work” Laws: Get the Facts, <http://www.mnaflcio.org/news/right-work-laws-get-facts>.

³⁰⁵ Rev. Dwight Gardner & Rev. Cheryl Rivera, Northwest Indiana Federation of Interfaith Organizations; Renee Hatcher, Esq.; Chicago Lawyers’ Committee for Civil Rights Under Law; Rev. Dr. John E. Jacson, Sr.; Trinity United Church of Christ, Gary; & M. Thandabantu Iverson, PhD.: *Workers’ Human Rights in Indiana: A Critical Look at Recent Violations*, at 1.

³⁰⁶ *Id.*, at 1-2.

1. The U.S. Government should become a “model employer” with respect to the use of credit history and criminal background checks when screening applicants for employment, and follow guidance from the EEOC and DOL.
2. U.S. President Obama’s administration should support, and Congress should pass, employment legislation including the Equal Employment for All Act (H.R. 645/S.1837), the Fairness & Accuracy in Employment Background Checks Act (H.R. 2865), and the Accuracy in Background Checks Act of 2013 (H.R. 2999).
3. The Department of Labor’s (DOL) Office of Federal Compliance Programs should increase the utilization goals to reflect the overall population of women and minorities working in the modern workforce; update and revise its affirmative action requirements and require construction contractors to document their efforts to recruit and retain women and minorities; and increase its oversight of large construction sites including on-site monitoring in order to assess job conditions, job assignments and overall equal opportunity procedures.
4. The DOL should update the long overdue Equal Employment Opportunity in Apprenticeship Regulations without further delay and enforce them with both incentives and penalties.
5. The Equal Employment Opportunity Commission (EEOC) should issue guidance on the scope of protections for LGBT people under Title VII of the Civil Rights Act of 1964, and DOL should adopt rules explicitly prohibiting discrimination based on sexual orientation and gender identity in federally-funded job training and workforce development programs.
6. The Obama administration should support, and Congress should pass, explicit sexual orientation and gender identity workplace non-discrimination protections. Anti-LGBT discrimination should be treated the same as race, color, sex, national origin, age, disability, or genetic information under federal workplace laws.
7. The Obama administration should support, and Congress should pass, legislation to address the *Hoffman Plastics* decision by making clear that nothing in immigration law prevents courts and agencies from fully enforcing core labor laws; and to address the *Sandoval* decision to restore a private right of action to challenge disparate impact race discrimination in federal programs.
8. U.S. President Obama should support, and Congress should pass, legislation to provide and restore adequate remedies and access to the courts limited by recent Supreme Court cases, including the Fair Employment Protection Act,¹⁶⁸ the Protecting Older Workers Against Discrimination Act,¹⁶⁹ the Equal Employment Opportunity Restoration Act,¹⁷⁰ Civil Justice Tax Fairness Act,¹⁷¹ and the Arbitration Fairness Act.¹⁷²

Basis of the Recommendations:

The 2008 - 2009 recession exacerbated the existing wealth gap between Whites and communities of color.³⁰⁷ While the recession affected the entire population, the current unemployment rate for African Americans is roughly double the rate for Whites.³⁰⁸ The overuse and misuse of criminal and arrest records and credit checks have a discriminatory impact on people of color seeking employment.³⁰⁹ Even the U.S. Office of Personnel Management requires applicants for a swath of government positions undergo credit and criminal background checks, contravening guidance from federal agencies. Moreover, in a series of recent cases, The U.S. Supreme Court has made it increasingly difficult for workers, and particularly low-wage workers and workers of color, to access the court system, bring collective action, and seek remedies through the judicial process.³¹⁰

ICERD Articles Implicated: 5(e)(i)-(ii) & (v), 6

Report Informing this Section:

The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America*

* * * * *

ECONOMIC, SOCIAL, AND CULTURAL RIGHTS OF INDIGENOUS PEOPLE

Historic and Current Removal of Indigenous Children from Their Families and Communities

The U.S. Government abducted American Indian and Alaska Native children from their families and subjected them to abusive boarding schools throughout the 19th and 20th centuries, leaving legacies of social disruption that have yet to heal or be redressed. Additionally, Indigenous children continue to be disproportionately targeted for removal from their families and communities through the U.S. child welfare system.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should rescind and nullify laws and regulations relating to the establishment of Indian boarding schools, reform schools or similar that remain “on the books.”

³⁰⁷ Rebecca Tippet, et al., Ctr. for Global Policy Solutions, Why Closing the Racial Wealth Gap is a Priority for Economic Security, available at http://globalpolicysolutions.org/wp-content/uploads/2014/04/BeyondBroke_Exec_Summary.pdf

³⁰⁸ Bureau of Labor Statistics, Household Dated Annual Averages, available at <http://www.bls.gov/cps/cpsaat24.pdf>.

³⁰⁹ See The Leadership Conference Education Fund, The Leadership Conference on Civil and Human Rights, Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law, & National Association for the Advancement of Colored People: *Falling Further Behind: Combating Racial Discrimination in America* 17-19.

³¹⁰ See *Id.*, at 19-20.

2. The U.S. Government should facilitate gathering of data and statistics relating to the era of Indian boarding schools, including but not limited to the number of children who were forced to attend, and the number of children that disappeared while attending.
3. The U.S. Government should, in conjunction with impacted Indigenous Peoples, develop and provide a mechanism with regard to Indian boarding schools to determine ongoing damages and impacts, collect relevant data, information and testimonies and implement appropriate responses and remedies. This should include individual harms experienced by boarding school attendees, intergenerational harms experienced by their descendants, residual harms communities face as historical trauma, and systemic forms of discrimination that are a byproduct of the bias perpetuated by the boarding school era.
4. The U.S. Government should, in consultation with Indigenous Peoples, establish a robust federal review system to ensure that ICWA is fully implemented and enforced, including promulgating federal regulations to ensure that individual states are complying with their ICWA obligations.
5. The U.S. Government should provide Indigenous Peoples with sufficient funding to provide family and child care services; and provide individual states' protection and child welfare systems with sufficient funding to ensure ICWA compliance.
6. The U.S. Government should conduct an investigation into the biased treatment of Indigenous families in individual states' child protection and child welfare systems.

Basis of the Recommendations:

Beginning in 1879, and through the 19th and 20th centuries, the U.S. Government forcibly separated American Indian and Alaska Native children from their families and communities, with the intent of destroying their culture, language and community ties; abducting them to attend Christian boarding schools.³¹¹ In the boarding schools, children were subject to abuse, epidemics, and death.³¹² Many laws to facilitate forcible removal of Indigenous children remain in force.³¹³ The legacy of this assimilation era and the actions by child welfare systems to remove Indigenous children from their families and culture continue to pose serious risk to Indigenous children's identities.

In 1978, the U.S. enacted legislation to address long-standing practice of removing Indigenous children from their families and placing them with non-indigenous families in an effort to assimilate them non-indigenous culture. By advancing a strong presumption of Indigenous custody for Indigenous children, the Indian Child Welfare Act of 1978 ("ICWA") marked a significant change and recognition of Indigenous peoples' right to self-determination.³¹⁴ However, recent studies show widespread non-compliance with the law.

³¹¹ Lajimodiere, Denise K. "American Indian Boarding Schools in the United States: A Brief History and Their Current Legacy" in Stamatopoulou, Elsa and Wilton Littlechild *Indigenous Peoples' Access to Justice, Including Truth and Reconciliation Processes* Institute for the Study on Human Rights at Columbia University, 2014 pp. 255-261.

³¹² For a case study on the high numbers of deaths at one boarding school in the United States, see "A Blueprint for Death in US Off-Reservation Boarding Schools: Rethinking Institutional Mortalities at Carlisle Indian Industrial School, 1879-1918", A Thesis by Preston McBride May 15, 2013, available on request.

³¹³ See "6 Boarding School Laws Still on the Books," by Christina Rose, *Indian Country Today* 4/30/14 online at: <http://indiancountrytodaymedianetwork.com/2014/04/30/6-boarding-school-laws-still-books-154579>.

³¹⁴ For more details from the legislative hearings that lead to the passage of ICWA see H.Rep. 95-1386 at

Indigenous children are still being removed from their homes and communities at disproportionate rates,³¹⁵ preventing them from fully exercising their rights to culture and community. Contributing factors include lack of federal oversight; lack of education and understanding of ICWA on the part of state social workers, judges and other officials; lack of binding regulations on ICWA; and inadequate funding for tribes to ensure ICWA compliance and Indigenous Peoples' ability to care for their children as sovereign entities.³¹⁶

ICERD Articles Implicated: 1.1, 2, 2(c), 5, 5(e) 6

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. does not address issues related to removal of Indigenous children from their families and communities in its report.

Reports Informing this Section:

National Native American Boarding School Healing Coalition, International Indian Treaty Council, National Indian Child Welfare Association: *Indigenous Children and the Legacy and Current Impacts of the Boarding School Policies in the United States and the Lack of Redress, Restitution and Restoration by the United States to Address these Impacts or to Acknowledge Responsibility for Them*

National Native American Boarding School Healing Coalition, International Indian Treaty Council, National Indian Child Welfare Association: *The Continued Removal of Indigenous Children from Their Families and Communities and its Impact on the Right to Culture*

* * * * *

STATE AND LOCAL MULTI-ISSUE REPORTS

Disparities and Solutions in Minnesota

Racial disparities abound in Minnesota, including in the areas of food access and criminal justice. However, state and local initiatives, if fully implemented, are promising steps and offer guidance for decision-makers throughout the U.S on how to implement ICERD.

Suggested Recommendations:

1. The State of Minnesota and the City of Minneapolis should be commended for developing high-level governmental reports that are consistent with the requirements of ICERD Article 2. Minnesota's decision-makers at the state and local levels should adopt

www.narf.org/icwa/federal/lh.htm for a summary see: <http://www.narf.org/icwa/federal/lh.htm>.

³¹⁵ Hill, R. B. Casey-Center for the Study of Social Policy Alliance for Racial Equity in Child Welfare, Race Matters Consortium Westat. (2007), *An analysis of racial/ethnic disproportionality and disparity at the national, state, and county levels*. Seattle, WA: Casey Family Programs; Woods, S. & Summers, A. (2014). Technical assistance bulletin: Disproportionality rates for children of color in foster care (FY 2012). National Council of Juvenile and Family Court Judges: Reno, NV <http://www.ncjfcj.org/resource-library/publications/disproportionality-rates-children-color-foster-care-fiscal-year-2012>.

³¹⁶ See National Native American Boarding School Healing Coalition, International Indian Treaty Council, National Indian Child Welfare Association: *The Continued Removal of Indigenous Children from Their Families and Communities and its Impact on the Right to Culture* 8-10.

policies and practices consistent with the state's *Health Equity Report*. Furthermore, other states should adopt similar policies and practices.

2. In light of the federal government's obligation to ensure fulfillment of the treaty by state and local governments, the U.S. Government should report to the Committee within a year, detailing 1) effective steps it has taken to ensure fulfillment of the treaty in this regard, and 2) progress made in this regard by any state and local governments.

3. Federal state and local officials should adopt the recommendations by the Special Rapporteur on the Right to Food,³¹⁷ and deliver a progress report on the development of state and national food rights action plans within a year.

4. Regarding Disparity in Minority Contact (DMC) with law enforcement, the federal and state legislators should a. strengthen implementation of the established coordinating bodies to oversee efforts to reduce the DMC, b. create systems to collect local data at every point of contact youth have with the juvenile justice system (disaggregated by descriptors such as race, ethnicity and offense) to identify where disparities exist and causes, c. develop and implement plans to address disparities that include measurable objectives for change and publicly report findings, and d. restore funding for Minnesota's anti-DMC activity, which has dropped from \$6,152,300 in 2002 to \$836,490 in 2012.

5. Regarding the racially disparate impact of drug and crime control policies and practices, the Minnesota Supreme Court's Committee on Equality and Justice should file a report within a year using the ICERD Article 2 framework, assessing the affect that incarceration rate disparities have on three of its principal goals: 1) to promote equal treatment before the tribunals and all other organs administering justice; 2) to promote a high level of trust and public confidence in the judicial system; and 3) to implement and monitor the recommendations of the Minnesota Supreme Court Task Force on Racial Bias in the Judicial System's Final Report,³¹⁸ providing the opportunity for stakeholder comment during preparation of the report.

6. To end the school discipline racial disparities, Minnesota decision-makers should formally consider for implementation, the recommendations listed in the Policy Brief *Solutions Not Suspensions*,³¹⁹ which call in part for school discipline policies that align with a restorative framework, and limits the use of law enforcement in schools.

Basis of the Recommendations:

While racial disparities and systemic disadvantages for people of color abound in Minnesota, particularly in the areas of employment, housing, health, access to nutritious food, income, and incarceration rates, the state and a major municipal government recently took initial steps toward addressing this, in line with obligations under the Convention. The Minnesota Department of Health released a report to the legislature: *Advancing Health Equity in*

³¹⁷ Report of the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter, ¶ 44 U.N. Doc. A/HRC/25/57 (24, Jan. 2014).

³¹⁸ Minnesota Supreme Court Task Force on Racial Bias in the Judicial System's Final Report (1993)

http://www.mncourts.gov/documents/0/Public/Court_Information_Office/Race_Bias_Report_Complete.pdf.

³¹⁹ MINNESOTA MINORITY EDUCATION PARTNERSHIP, SOLUTIONS NOT SUSPENSIONS- ENDING THE DISCIPLINE GAP IN MINNESOTA PUBLIC SCHOOLS (2013), available at http://mmep.org/wp-content/uploads/2014/03/official_sns_research-policy_brief.pdf.

Minnesota,³²⁰ which identifies Minnesota's severe racial disparities across multiple sectors, acknowledges that these disparities result in significant measure from practices and public policies that have advantaged European-Americans while disadvantaging communities of color and Indigenous people, and calls for government decision-makers at all levels to examine their policies for impact on the disparities and take effective corrective action. In Minneapolis, Minnesota's largest city, a City Council Task Force chaired by the Mayor is currently working on recommendations from its Civil Rights Department and community groups to develop a mechanism for reviewing its budget-making process/ recommendation and internal operations (hiring, etc.) to formally and routinely consider racial equity implications of its decisions and operations. The City Council also adopted a Resolution recognizing the ratified human rights treaties, including the ICERD, and urging Minneapolis residents to "apply the human rights framework to issues in the United States, the State of Minnesota, the City of Minneapolis."

ICERD Articles Implicated: 2(1)(c), 2(2),

Report Informing this Section:

Ad-Hoc Work Group- Minnesota Re: US Compliance with Human Rights Treaties: *Shadow Report From Minnesota: A Human Rights Perspective on the Land of 10,000 Lakes Disparities*

* * * * *

Municipal Bankruptcy, Privatization Policies and Denial of Services in Detroit, Michigan

The primarily African American population of the City of Detroit is detrimentally impacted by a system of un-elected emergency management, forced bankruptcy and restructuring of the city, imposed by the government of the State of Michigan.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government must take measures to cancel illegitimate debt owed by the City of Detroit to banks.

Basis of the Recommendations:

In November 2012, Michigan voters rejected a proposal designed to allow the state to impose non-elected emergency managers, appointed by the state Governor, and empowered to privatize and control public properties, homes, school systems, municipal pension funds and healthcare programs. However, the state government passed Public Act 436, essentially the same legislative proposal rejected by the electorate, and designed it to be referendum-proof. In 2013, appointed emergency manager Kevyn Orr filed for municipal bankruptcy, despite overwhelming local opposition. This led to cancellation of healthcare coverage for over 30,000 municipal retirees and their families. As part of an effort by the emergency manager and other officials to privatize the publically owned water system, there has been a massive shut off of water services to thousands of households throughout Detroit. The state

³²⁰ Advancing Health Equity in Minnesota, http://www.health.state.mn.us/divs/chs/healthequity/ahe_leg_report_020414.pdf.

has seized a large public park, has privatized the Detroit Public Works, and is privatizing the Detroit Public Lighting System. The backdrop to this is an historical favoring of banks and corporate interests over those of city residents. Resources to help homeowners who were subject to predatory lending, for example, have not been utilized to prevent mortgage or tax foreclosures, but are being used to identify homes to tear down. Currently the emergency manager is threatening cuts to public pensions of municipal retirees. Much of the city debt is related to illegitimate interest rate swap deals, for which no banks or corporations have been held responsible.

ICERD Articles Implicated: 2, 5(a), 5(c), 5(d)(v), 5(e)(i-v)

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government's report does not mention conditions or measures specific to Detroit, Michigan, nor to the racially disparate impacts of "emergency management" paradigms for cities.

Report Informing this Section:

Michigan Emergency Committee Against War & Injustice, & Moratorium Now! Coalition to Stop Foreclosures, Evictions and Utility Shut-Offs: *A Call for Assistance in the Efforts to Halt Racism, Racial Discrimination and Acts of Genocide Directed Towards the People of the City of Detroit in the United States of America*

* * * * *

COMPREHENSIVE ICERD IMPLEMENTATION

Coordination and Support for State & Local Governments

The U.S. Government lacks a national human rights infrastructure, with no transparent, institutionalized mechanisms to coordinate and support human rights education, monitoring or implementation at the federal, state and local levels.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should provide education and training to state and local officials on their obligations under the CERD, including dissemination of Concluding Observations by federal agencies in coordination with the State Department, within one year of the review, along with appropriate guidance on how they relate to state and local policy and effective means of implementation.
2. The U.S. Government should ensure a federal focal point exists to coordinate and liaise with state and local actors regarding human rights reporting and implementation, including by sharing effective practices at the state and local level and ensuring recommendations from international bodies are communicated to state and local governments.

3. The U.S. Government should provide state and local governments with funding to engage in civil and human rights monitoring and implementation, including through grants to Human Rights Agencies, to ensure they have the resources to undertake human rights education, monitoring, reporting and implementation.

4. The U.S. Government should establish institutionalized, transparent and effective mechanisms mandated to coordinate with state and local officials to ensure comprehensive monitoring and implementation of international human rights standards at the federal, state and local levels, such as a reinvigorated Interagency Working Group on Human Rights and a National Human Rights Institution.

Basis of the Recommendations:

In ratifying ICERD, the U.S. indicated that state and local governments share authority to implement the treaty.³²¹ However, the U.S. Government has taken few steps to educate state and local governments about international human rights obligations or to support state and local efforts to implement human rights. No federal entities are tasked to coordinate and support human rights education, monitoring or implementation at any level of government. Many state and local officials are unaware of their obligations with respect to human rights treaty implementation,³²² and resource and staffing constraints further impede promotion and protection of human rights at the local level. What exists at the federal level is an ad hoc approach to implementation without meaningful avenues for state and local government engagement.³²³ While U.S. law may prevent the federal government from compelling state and local compliance with human rights obligations,³²⁴ it has many tools to encourage state and local implementation.³²⁵ These include education, resources and funding to incentivize state and local human rights monitoring and compliance with ICERD.

ICERD Articles Implicated: 2, 5, 7

Correlation to U.S. Government Report:

In its Report, the U.S. Government acknowledged “that mechanisms designed to strengthen coordination are critical,” and that it is “examin[ing] ways to improve human rights treaty implementation at all levels of government.” The U.S. report further discusses

³²¹ The U.S. ratified ICERD subject to the following understanding: “this Convention shall be implemented by the Federal Government to the extent that it exercises jurisdiction over the matters covered therein, and otherwise by the state and local governments. To the extent that state and local governments exercise jurisdiction over such matters, the Federal Government shall, as necessary, take appropriate measures to ensure the fulfilment of this Convention.” 140 CONG. REC. 14326 (1994).

³²² As one example, in 2008, Human Rights Watch sent letters to the Attorneys General of every state to identify whether they were aware of ICERD and their states’ responsibilities under the treaty. Responses were limited but illuminating. The Attorney General of Kansas, for example, responded: “It does not appear that Kansas was a party to any agreement or resolution passed by this body or the federal government” and requested a “cite to the pre-emptive federal law and/or Kansas Statute...creating a legal duty.” Human Rights Watch, *Submission to the Committee on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination During its Consideration of the Fourth, Fifth, and Sixth Periodic Reports of the United States of America CERD 72nd Session 64* (Feb. 2008), available at <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/docs/ngos/usa/HRW.pdf>.

³²³ Columbia Law School Human Rights Institute & International Association of Official Human Rights Agencies (IAOHRA) report, *Closing the Gap: The Federal Role in Respecting and Ensuring Human Rights at the State and Local Level: Response to the Fourth Periodic Report of the United States to the United Nations Human Rights Committee* 18-19 (2013), available at [http://web.law.columbia.edu/sites/default/files/microsites/human-rights-institute/files/State%20and%20Local%20Shadow%20Report%20\(ecopy\).pdf](http://web.law.columbia.edu/sites/default/files/microsites/human-rights-institute/files/State%20and%20Local%20Shadow%20Report%20(ecopy).pdf).

³²⁴ *Medellin v. Texas*, 552 U.S. 491 (2008).

³²⁵ See, e.g., Risa E. Kaufman, “By Some Other Means”: *Considering the Executive’s Role in Fostering Subnational Human Rights Compliance*, 33 CARDOZO L. REV. 1971 at 2009.

“complementary [federal, state and local] protections and mechanisms” that foster human rights protections.³²⁶ Yet, these are not oriented around international human rights treaty standards nor adequately resourced to monitor or promote compliance with these standards. To date, the federal government has not disseminated U.N. Concluding Observations or UPR recommendations to state and local governments, nor offered guidance on how they relate to state and local policy or on effective practices to comply with these recommendations. While the U.S.’s one-year follow-up response to the Committee in 2009 noted that some agencies would incorporate CERD into trainings, there is no information available on whether this has occurred. Permanent federal human rights institutions and focal points are essential to address these gaps.

Report Informing this Section:

Columbia Law School Human Rights Institute & International Association of International Human Rights Agencies: *The Need for Effective Federal Outreach and Mechanisms to Coordinate and Support Federal, State and Local Implementation of the Convention—Response to the Seventh to Ninth Periodic Report of the United States of the Committee on the Elimination of all Forms of Racial Discrimination*

* * * * *

U.S. Federalism & Impact on ICERD Obligations

By framing its recommendations in ways that directly acknowledge and leverage the U.S.’ federalist structure, the Committee can best facilitate the U.S.’ meaningful compliance with its ICERD obligations.

Suggested Recommendations:

The following example recommendations account for the federalist structure:³²⁷

1. With respect to immigration, the U.S. Department of Justice (DOJ), Office of Legal Counsel should issue an opinion clarifying that federal immigration law enforcement falls within the exclusive jurisdiction of the federal government, and rescind its 2002 opinion asserting that states have “inherent authority” to enforce federal immigration law.³²⁸
2. With respect to education, the Department of Education should require all states to ensure that schools in minority neighborhoods have the resources they need to ensure equitable implementation of existing Common Core State Standards as a condition of their continuing receipt of Title I funding. It should also develop programs and policies to incentivize racial and socioeconomic educational integration, as well as school improvement. DOJ should require school districts to collect and report enhanced discipline data

³²⁶ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 31-32 (13 June, 2013).

³²⁷ For more examples, see Lawyers’ Committee for Civil Rights Under Law: *U.S. Federalism and its Impact on ICERD Compliance* at 6-8.

³²⁸ U.S. DEPT. OF JUSTICE, OFFICE OF LEGAL COUNSEL, MEMORANDUM FOR THE ATTORNEY GENERAL RE: NON-PREEMPTION OF THE AUTHORITY OF STATE AND LOCAL LAW ENFORCEMENT OFFICIALS TO ARREST ALIENS FOR IMMIGRATION VIOLATIONS (2002), available at <https://www.aclu.org/files/FilesPDFs/ACF27DA.pdf> (last visited Jul. 1, 2014). For a detailed refutation of the 2002 Office of Legal Counsel memo’s analysis and conclusions, see ACLU IMMIGRANTS’ RIGHTS PROJECT, 2002 OLC OPINION ON STATE AND LOCAL IMMIGRATION ENFORCEMENT (2009), available at <https://www.aclu.org/files/assets/olc-exp-ag-4.pdf> (last visited Jul. 1, 2014).

disaggregated by race, ethnicity, and English Language Learner status.

Basis of the Recommendations:

The principles of American federalism do not excuse the U.S. from performance of its obligations under ICERD. However, the federalist structure may impact the manner in which performance is carried out. While the scope of the power to implement legislation pursuant to treaties was traditionally understood to be broad in the U.S., the extent of that power is less certain today. Nonetheless, the U.S. retains effective tools at its disposal to achieve state cooperation with federal efforts to combat racial discrimination beyond legislation. These include the creation of additional federal-state coordination entities; the use of spending conditions to incentivize states to act in accordance with federal policy prerogatives; the robust use of existing statutory, regulatory and constitutional authority; and persuading the states to act on their own, either through affirming its support for anti-discrimination initiatives or leading by example. Through these and other avenues, the U.S. can continue to make progress toward the elimination of racial discrimination in a way that is consistent with both its obligations under ICERD and its federal structure.

ICERD Articles Implicated: 1-7

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. responded to paragraphs 12 and 13 of the Committee's 2008 Concluding Observations, by reaffirming its position that numerous mechanisms already exist to ensure adequate coordinated approaches to ICERD implementation at the federal, state and local levels. For example, it again cited enforcement agencies at the federal level and mentioned the recently established UPR Working Groups and Equality Working Group.³²⁹ However, its report provides very little detail on how these groups intend to accomplish their goals, especially regarding coordination between federal, state, and local governments. Instead, it recites their goals on a general level, without providing much explanation of their approach or actions to date.

Report Informing this Section:

Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law: *U.S. Federalism and its Impact on ICERD Compliance*

* * * * *

INDEPENDENT INDIGENOUS PEOPLES' HUMAN RIGHTS

Submission by Yamasi People

³²⁹ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 31-32 (13 June, 2013).

Yamasi are a Southeast Indigenous People, but the U.S. continues to impose on Yamasi the structure of its Bureau of Indian Affairs, fails to recognize the Yamasi extended family network for caring for Yamasi children, and causes violence to Yamasi people in numerous ways.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should immediately prioritize dialogue with Indigenous Peoples with the U.S. state department as a part of US plans for peace, ending the U.S. refusal to negotiate treaties with female indigenous leaders and the systematic exclusion of Indigenous Peoples with traditions of female leadership from political participation, especially prioritizing dialogue for the protection of children.
2. The U.S. Government should end the use of apartheid 'Indian law,' use of Natives as mascots, and forced affiliation of Indigenous Peoples with US criminal agency: BIA.
3. The U.S. Government should promote the climate change mitigation efforts of all Indigenous Peoples protecting ecosystems where the US occupies.
4. The U.S. Government should deal with Indigenous children in local, state, and federal institution or child services equally, allowing all Native children to retain their language, culture, family, People, and identity, regardless of their ancestral orientation to the U.S. Bureau of Indian Affairs.

Basis of the Recommendations:

Yamasi People (YP) are a free and independent Indigenous People, governed and protected by the constitution and laws of Guale Nation. Yamasi are not "Indian" and at no time have been consensually affiliated with the U.S. Bureau of Indian Affairs (BIA). 'Indian law' is an apartheid construct that applies different rules, penalties, taxes, and obligations to citizens based on their ancestry. The U.S. has continued to impose on Indigenous Peoples its BIA. U.S. apartheid 'Indian law' violates ICERD in relegating Indigenous people to a separate legal system that deprives them of the right to govern themselves, and thus prevents them from accessing healthy food, water, education, shelter, and health opportunities. This discrimination is the U.S.' primary basis for dispossessing, defrauding, and attacking Indigenous Peoples, including YP, in the continued U.S. war of aggression to appropriate the natural blessings of Indigenous Peoples. As an example, the U.S. is enrolling indigenous citizens and entire Indigenous Peoples in the BIA, which promotes casinos and the transnational criminal corporations that profit from and control them. This policy and practice is exploiting Indigenous Peoples of the Americas by enrolling them, without their knowledge or consent, as beneficiaries in BIA casino scams.

ICERD Articles Implicated: 2, 5, 7

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government report does not address issues related to Indigenous Peoples governed by their own nations.

Report Informing this Section:

Yamasi People: *Original Nations' Laws Supersede US Law*

* * * * *

Impact of the Border Wall on Lipan Apache (Ndé) Peoples

U.S. construction of the U.S.-Mexico border wall has had, and will continue to have a racially discriminatory and negative impact on the Lipan Apache People in Texas.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government should consult immediately with the Lipan Apache concerning the impact of the border wall sections that have been erected and any future plans to expand the border wall; compensate Lipan Apache landowners for land taken that reflects the indigenous value of sacred land; and apply knowledge gained from consultation with the Lipan Apache concerning the border wall to restore access to and protect traditional lands, resources, and sacred sites.
2. The U.S. Government should assist the Lipan Apache Band of Texas as they navigate the complicated federal recognition application process to ensure speedy and successful recognition.
3. The U.S. Government should amend legislation to account for the rights of Lipan Apache and other stakeholders living in the affected border wall region to have access to land, consultation, remedies and fair compensation.

Basis of the Recommendations:

U.S. Congress began enacting legislation in 2005 to build a wall along the Texas-Mexico border.³³⁰ The wall has been erected through sensitive environmental areas, indigenous lands, and small private properties, but nonetheless skips some segments of the more lucrative properties owned by businesses, resulting in racially discriminatory impact to the Lipan Apache, whose territory is directly impacted.³³¹ Using new, congressionally-granted power to waive any law that could possibly interfere with the construction of the wall,³³² the U.S. Department of Homeland Security (DHS) waived 36 federal and state laws, including laws for the protection of indigenous peoples.³³³ Construction of the border wall has restricted

³³⁰ REAL ID Act of 2005, Pub. L. No. 109-13, 119 Stat. 231 (codified in scattered sections of 8 U.S.C.).

³³¹ Leah Nedderman, Ariel Dulitzky and Denise Gilman, *Violations on the Part of the United States Government of the Right to Property and Nondiscrimination Held by Residents of the Texas Rio Grande Valley*, The Working Group on Human Rights and the Border Wall (June 2008), [hereinafter Working Group Report], available at <http://www.utexas.edu/law/clinics/humanrights/work/Border-Wall-right-to-property.pdf>.

³³² Secure Fence Act of 2006, Pub. L. No. 109-367, 120 Stat. 2638 (codified in scattered sections of 8 U.S.C.).

³³³ Notice of Determination for Illegal Immigration Reform and Immigration Responsibility Act of 1996, 73 Fed. Reg. 19078, 19079-80 (Apr. 8, 2008); 42 U.S.C. § 300f (2006); 5 U.S.C. § 551 (1946). See also Jenny Neeley, *Over the Line: Homeland Security's Unconstitutional Authority to Waive all Legal Requirements for the Purpose of Building Border Infrastructure*, ARIZ. J. ENV. L. & POL'Y, Vol. 1, No. 2 at 141 (2011).

access to traditional indigenous lands, resources and sacred places;³³⁴ has not reflected the necessary free, prior and informed consent of indigenous peoples; and has discriminated against indigenous peoples without providing effective compensation or remedies. Through takings of Lipan Apache land and the increased presence of armed border patrol agents, the wall threatens the Lipan Apache People's very existence.³³⁵ Additionally, Lipan Apache and other area indigenous families suffered exploitation, land grabs, and manipulation in the court system over subsequent generations.³³⁶ The U.S. still has not yet federally recognized the Lipan Apache Band of Texas, and has an unfair system for determining recognition,³³⁷ which denies members the right to seek benefits accorded to other indigenous peoples living within United States.

ICERD Articles Implicated: 2, 5, 7

Correlation to U.S. Government Report:

In its report, the U.S. Government recognized "the potential impact that physical security barriers may have on local communities and landowners," but did not address CERD's particular concern regarding the situation of the Lipan Apache People except to admit that it did not consult with the Lipan Apache People at all.³³⁸

Report Informing this Section:

The Human Rights Clinic at the University of Texas at Austin Law School, The Lipan Apache Band of Texas, Lipan Apache Women Defense, & Dr. Margo Tamez, University of British Columbia, *The Situation at the Texas-Mexico Border and the Racially Discriminatory Impact of the Border Wall on the Lipan Apache (Cúelcábén Ndé) Peoples in Texas*

* * * * *

Violations of Juaneño Indigenous People's Rights

Federal, state and local officials are violating the human rights of the Juaneño Indigenous People in California, by allowing and encouraging construction on their sacred sites and failing to provide the Juaneño federal recognition.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government must immediately notify U.S. Fish and Wildlife Service and the U.S. Army Corp of Engineers of their duties under ICERD to: a. deny any application by St.

³³⁴ Stephen R. Kelly, *A Bend in the River*, N.Y. TIMES, Nov. 7, 2013, available at http://www.nytimes.com/2013/11/08/opinion/a-bend-in-the-river.html?amp_r=0&hp=&rrref=opinion&adxnnl=1&adxnnlx=1383924276-GsJw3NSAWl4+eoccecR9Fg&r=1&.

³³⁵ *¿Que Pasa?*, (Film of Eloisa García Tamez discovering a government and contractor meeting to construct the colossal Border Wall gate Feb. 2013) [hereinafter *¿Que pasa?* film], available at <http://lipan.communitydefense.wordpress.com/2013/02/28/que-pasa/>.

³³⁶ Margo Tamez, *Nádasi né' Ndé' Isdžane Begogaa'hi' Shimaa Shini' Gokal Gowa gashjaa Ha'ána' idli Texas-Nakaiyé Godesdžog* [Translation: Returning Lipan Apache Women's Laws, Lands, & Power in El Calaboz Ranchería, Texas-Mexico Border] (May 2010) (unpublished Ph.D. dissertation, Washington State University) (on file with author) [hereinafter Ph.D. dissertation].

³³⁷ The Human Rights Clinic at the University of Texas at Austin Law School, The Lipan Apache Band of Texas, Lipan Apache Women Defense, & Dr. Margo Tamez, University of British Columbia, *The Situation at the Texas-Mexico Border and the Racially Discriminatory Impact of the Border Wall on the Lipan Apache (Cúelcábén Ndé) Peoples in Texas* at 10-13.

³³⁸ Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Seventh to Ninth Periodic Reports of States Parties Due in 2011, United States of America, U.N. Doc. CERD/C/USA/7-9 ¶ 182 (13 June, 2013).

Michael's to use sacred land of the Juaneño Nation or to build thereon a school and athletic field; and b. to publicize the texts of ICERD and other human rights treaties throughout local offices.

Basis of the Recommendations:

The St. Michael's Nobertine Fathers of Orange County Project, in California, is in the final stages of federal permits to build a large high school/monastery and athletic fields on the Holtz Ranch site of the Juaneño Indigenous People. This land has both spiritual importance and is a high value cultural resource. Other key sites for the Juaneño People have already been destroyed. The U.S. Government fails to federally recognize the Juaneño People, as its requirements for recognition exclude Peoples under a certain number of members.

ICERD Articles Implicated: 2, 5, 6

Correlation to U.S. Government Report:

The U.S. Government's Report fails to mention human rights violations of the Juaneño Indigenous People.

Report Informing this Section:

Ann Fagan Ginger, Meiklejohn Civil Rights Institute: *Indigenous Peoples Rights Violated*

* * * * *

COMPREHENSIVE U.S. COMPLIANCE WITH ICERD OBLIGATIONS

Racial Injustice in the U.S.

As described in-depth in the NAACP report cited below, the U.S. is violating its obligations under ICERD in multiple ways. This summary highlights lack of compliance regarding "Stand Your Ground" laws, but more information on the following areas are to be found in the full report: criminal justice, prisons, police brutality, juvenile justice, hate groups, death penalty, immigration rights—Haitian Asylum Seekers, wealth gap, residential segregation and housing discrimination, education, schools' use of force, health care, and voting rights.

Suggested Recommendations:

1. There must be a repeal of all U.S. State Stand your Ground laws, and the federal government must use its authority to require modification of state self-defense laws to include the removal of blanket immunity and a duty to retreat.
2. The U.S. Government must enact safe, sane, sensible and effective gun violence prevention legislation to include: a ban on military-style assault weapons; a ban on the manufacture or sale of high-capacity ammunition clips; an increase in the effectiveness and

comprehensiveness of background checks; and a ban on ‘straw purchasers’ of all sizes.

3. The U.S. Government must pass and enact the End Racial Profiling Act to address the racially biased manner in which SYG and other laws are implemented through the U.S. criminal justice system.

Basis of the Recommendations:

Since 2005, twenty-one additional states have adopted “shoot first” statutes that generally permit the use of deadly force in public places with no duty to attempt retreat. The Florida law has particularly dangerous provisions, including one that enables a shooter to escape liability in a pretrial hearing, and another preventing law enforcement from arresting a shooter without probable cause that the force used was unlawful. SYG laws are based on fear, which is often rooted in racism and explains the different outcomes and applications of the law. Florida, the first state to pass a “Stand Your Ground” (SYG) law in 2005, was the site of the controversial killing of a 17 year-old African American student, Trayvon Martin, in 2012. Though Martin was unarmed, George Zimmerman, his attacker, discharged a gun he had concealed in his waist, killing Martin. Nearly six weeks later, amidst public outcry around the failure to charge Zimmerman for murder, Zimmerman was finally taken into custody and charged by a special prosecutor, but ultimately a jury found him “not guilty” based on instructions derived from the SYG law. In 2010, Marissa Alexander, an African American woman, was sentenced to 20 years in prison after she fired a bullet at a wall to scare off her abusive husband. She claimed self-defense, tried to invoke Florida's SYG law and rejected plea deals that could have gotten her a much shorter sentence. A jury found her guilty as charged: aggravated assault with a deadly weapon. The local NAACP chapter and the district's African-American congresswoman say blacks more often are incarcerated for long periods because of overzealous prosecutors and judges bound by the wrong-headed statute.

ICERD Articles Implicated: 5(a) & (b), 6

Correlation to U.S. Government Report:

Despite a failed U.S. legislative effort in 2013 to address gun violence, the U.S. Government report does not mention “Stand Your Ground” or “shoot first” laws.

Report Informing this Section:

Leon W. Russell, Henry O. Shelton, Jotaka Eaddy, National Association for the Advancement of Colored People (NAACP): *Shadow Report of the National Association for the Advancement of Colored People to the United Nations Committee on the Elimination of Racial Discrimination Concerning the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*

* * * * *

Weaknesses of the U.S. Report to the CERD Committee

As indicated in the report cited below, the U.S. Report to the CERD Committee inadequately addresses its obligations under the Convention, and fails to describe how the U.S. has fulfilled certain obligations under ICERD.

Suggested Recommendations:

1. The U.S. Government must take action to ensure compliance with ICERD at all levels of government, including by publicizing the text and requiring periodic reports from federal officials and lawmakers; as well as incentivizing reports from local and state level government officials. It should additionally take action to facilitate coordination between federal, state and local government agencies and officials, including by allocating resources towards this end.

Basis of the Recommendations:

The U.S. Report to the Committee does not indicate efforts to educate state and local officials and lawmakers about the text of ICERD, nor to facilitate their compliance with obligations under ICERD. While it indicates it has conducted some trainings, it does not give statistical information on how many trainings it has held. The report fails to mention the California State Legislature's passage of a resolution requesting the state Attorney General to publicize the text of treaties the U.S. has ratified, and to prepare templates for state compliance to be used by other states.

ICERD Articles Implicated: 1-7

Report Informing this Section:

Ann Fagan Ginger, Meiklejohn Civil Rights Institute: *Weakness of the U.S. Report*

* * * * *